

« L'Economie » : la mode des « ados »

Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14899 7 F

MARDI 22 DÉCEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Atermoiements au Cambodge

TOUT est bien qui finit bien. Pour la troisième fois en une semaine, des bêtes bleues de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC) ont été libérées, dimanche 20 décembre, après avoir été brièvement pris en otage par les Khmers rouges. L'APRONUC va donc pouvoir reprendre sa difficile mission, qui est d'amener, d'ici au 31 mai, le Cambodge vers ses premières élections démocratiques.

La responsabilité des partisans de M. Pol Pot est évidente dans la dégradation de la situation, caractérisée par ces kidnappings en série qui sont autant de violations des accords signés à Paris le 23 octobre 1991. Voyant que le processus de paix ne pouvait que leur être défavorable, les Khmers rouges font désormais tout ce qui est en leur pouvoir pour le faire dériver.

Mais la responsabilité de l'APRONUC semble au moins aussi grande. Indécision, faiblesse, pusillanimité - voire lâcheté - manque de compréhension de la subtilité et de la délicate réalité cambodgienne, leadership inexistante, absence de vision à long terme caractérisent l'autorité du chef civil de l'APRONUC, le japonais Yasushi Akashi, et de son adjoint militaire, le général australien John Sanderson. Sans parler des hésitations des grandes puissances comme des pays de l'ASEAN, à l'origine du plan de paix.

L'IDÉE que les accords étaient viciés dès l'origine du fait qu'ils laissaient une place aux Khmers rouges réside mal à l'examen. Car comment pourrait-on tenter de ramener la paix en refusant de prendre en compte le principal belligérant? Mais, pour amener à réalisme ces combattants qui ne reculent devant aucun moyen, il était indispensable de faire montre de sa détermination. Tel aurait dû être l'objectif de la vingtaine de milliers de soldats, de policiers et de fonctionnaires internationaux dépêchés à grands frais sur place.

C'était ce que préconisait, avant son rappel, l'adjoint du général Sanderson, le général français Michel Lardon. Convaincu que les Khmers rouges, mis devant le fait accompli, préféreraient céder plutôt que d'être mis au ban de l'ONU, il avait réclamé que l'APRONUC accepte la «partie de bras de fer» contre les Khmers rouges. «Frustrés de n'être pas écoutés, le général Lardon, fort de son expérience du terrain et de son franc-parler, avait mis le doigt sur la principale faiblesse de l'ONU au Cambodge.

Il y va pourtant du succès de la mission onusienne, et, plus encore, du crédit de l'Organisation internationale. Mais cette bureaucratie lourde et coûteuse n'a pas su s'élever à la hauteur de sa tâche, perdant ainsi le respect des Cambodgiens - qui attendaient tout d'elle, et en premier lieu la paix et plus de liberté - des factions khmères rivales et des Thaïlandais, qui plaçaient leur «business» avec les Khmers rouges avant le respect des résolutions de l'ONU.

Pour être respectés, encore faut-il être crédibles. Le fiasco qui se profile jour après jour au Cambodge n'incite guère à l'optimisme. A moins d'un réveil tardif, mais toujours possible, l'APRONUC risque fort de faillir à sa mission, et d'en être considérée comme la principale responsable. Le Conseil de sécurité devrait tirer de cet échec une leçon qui vaudrait pour bien d'autres terrains d'intervention.

M0147 - 1222 0 - 7.00 F



En raison de l'intransigeance de Jérusalem et de Beyrouth

Les Palestiniens expulsés au Liban sud sont pris entre deux feux

Des hommes de l'Armée du Liban sud, la milice auxiliaire d'Israël, ont tiré lundi 21 décembre en direction des 415 expulsés palestiniens qui se dirigeaient vers leur position, après que l'armée libanaise les eut sommés de «retourner là d'où ils sont venus». Elle avait d'abord interdit aux organi-

sations humanitaires d'aller les voir dans le no man's land où ils ont été parqués, entre la «zone de sécurité» contrôlée par l'Etat juif et le territoire sous souveraineté libanaise. En Israël, la Cour suprême devait décider, dans la journée, si ces Palestiniens seraient, ou non, rapatriés chez eux.

Le piège

MARIE-ZOUHOUR

de notre envoyée spéciale

Du bout des doigts, la tête emmitouffée dans une écharpe de laine, l'homme tient un sac de plastique qui brûle, alimentant un petit feu autour duquel cinq de ses compagnons se pressent. Le froid est mordant, et sur les pentes d'une colline empierreée, les tentes vert et blanc de la Croix-Rouge internationale et beige de la Jamaa islamique sont alignées tant bien que mal.

Trois jours après leur expulsion par Israël, les 415 hommes palestiniens s'organisent, dans le temporaire, tant leur détermination à rentrer chez eux est totale. «Nous sommes venus par cette porte, nous repartirons par là», affirme, montrant la direction du dernier poste israélien, Hicham,

ingénieur en mécanique de vingt-huit ans. Des comités pour régler la vie quotidienne - aménagement, alimentation, santé - se sont d'autant plus vite mis en place que les militants islamistes - 400 du Hamas et 15 du Jihad islamique - les plus en vue ont pris la direction des opérations et que la grande majorité de ces expulsés sont, qui ingénieurs, qui professeurs, qui médecins. Président de l'Université islamique de Gaza, le docteur Salem Ahmad Saleh, qui a étudié en Arabie saoudite, affirme que, outre un grand nombre d'étudiants de son université, vingt professeurs et employés sont là.

FRANÇOISE CHIPAUX

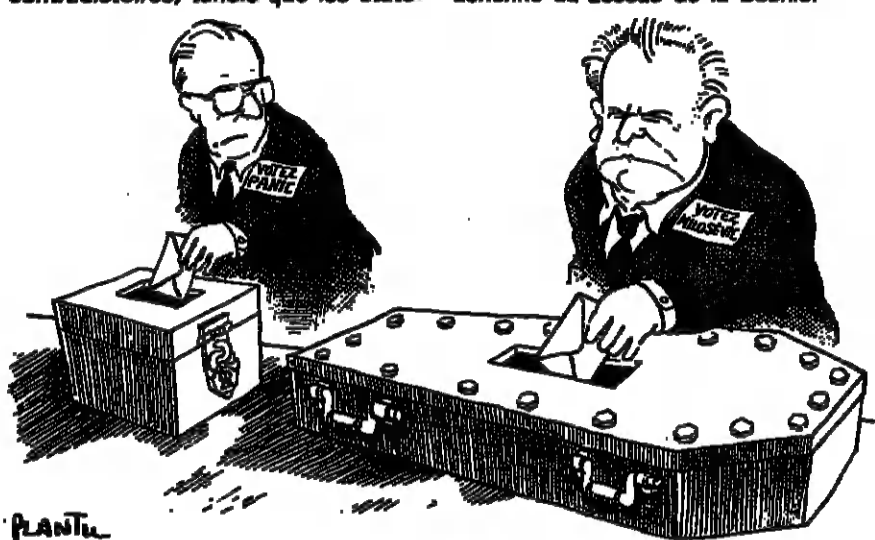
Lire la suite ainsi que l'article de PATRICE CLAUDE page 7

Alors que M. Milosevic et M. Panic revendiquent chacun la victoire

Des irrégularités ont entaché les élections en Serbie

Les élections, dimanche 20 décembre, dans l'ex-Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ont été marquées par de nombreuses irrégularités, signalées tant par des observateurs étrangers que par l'opposition serbe. Les premières évaluations apparaissent contradictoires, tandis que les états-

maieurs des deux principaux candidats à l'élection présidentielle de Serbie, MM. Panic et Milosevic, revendiquaient, chacun, la victoire. Par ailleurs, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont décidé de coopérer pour faire respecter la zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie.



PLANTILL Lire page 3 l'article de FLORENCE HARTMANN et nos informations sur la Bosnie pages 3 et 4

Catastrophe aérienne au Portugal

Plus de quatre-vingts morts, selon une estimation provisoire, dans un charter néerlandais qui s'est écrasé sur l'aéroport de Faro.

Lire page 22

La réalité des prisons du président Assad

En Syrie, les organisations humanitaires ont recensé quarante «variétés» de tortures.

Lire page 22

Partage du travail et des revenus

Les experts du Plan proposent de nouvelles pistes pour endiguer la montée du chômage

Lire page 16

L'ECONOMIE

Marchands d'uniformes

Boussons, tee-shirts, chaussures, etc. (sans compter les cahiers et les accessoires) : à plus de 2 000 francs par an et par adolescent, leur marché est vaste. Ils imaginent des modèles sans cesse renouvelés et recherchent les fournisseurs aux prix les plus bas, sans rien fabriquer eux-mêmes. Avec des marges confortables...

Lire aussi les enquêtes sur «Le virage de l'économie indienne», «Le déclin du charbon en Europe», l'Opinion de Jean-Marcel Jeanneney («Ni dévaluation, ni inflation») les pages Actualité, Perspectives, Mode d'emploi, Conjoncture, et la Chronique de Paul Fabra.

pages 23 à 32

Le sommaire complet se trouve page 22

Le mur d'affaires

M. Fabius endosse avec le PS le passif de onze ans de pouvoir obérés par les dossiers politico-judiciaires

par Patrick Jarreau

Les députés socialistes ont achevé une session parlementaire et une législature qui, pour beaucoup d'entre eux, sera la dernière, en votant la mise en accusation du premier secrétaire de leur parti devant la Haute Cour et, pour la seconde fois, la levée de l'immunité parlementaire d'un collègue qui, il y a un peu plus de deux ans, appartenait encore à leur groupe. L'affaire du sang contaminé et celle de M. Jean-

Michel Boucheron, ancien maire d'Angoulême, ne sont certes pas de même nature. Il reste que les derniers jours de séance de la majorité parlementaire socialiste sont de mauvais augure pour l'image que la gauche laissera dans les mémoires après sa probable défaite aux élections législatives de mars prochain.

Dans ce pays qui, selon la formule de M. François Mitterrand à Carmaux le 19 novembre dernier, a «un goût immodéré pour les modérés», l'ambition des

socialistes était d'acquiescer une social-démocratie dont l'aptitude à exercer le pouvoir soit durablement reconnue, comme c'est le cas de longue date en Europe du Nord, plus récemment en Espagne. Or, cette entreprise, pour laquelle ils auront disposé de bientôt dix ans, est entièrement remise en question.

Lire la suite page 8 ainsi que les articles d'ALAIN ROLLAT, GILLES PARIS et PASCALE ROBERT-DIARD pages 8 et 9

L'avenir de l'Olympia

Au moment où les Folies-Bergères annoncent la fermeture «temporaire» de leurs portes, le sort de l'Olympia, l'un des derniers grands music-halls parisiens, est incertain. En effet, la Société générale entend rénover l'ensemble du bloc d'immeubles qui lui appartient boulevard des Capucines, Olympia compris. Et cette rénovation ne passe pas nécessairement par la survie de la scène qui a vu défiler toutes les grandes stars de la chanson française et les principales vedettes internationales de passage à Paris, des Beatles aux Rolling Stones en passant par Bob Dylan et Oum Kalsoum.

Lire page 12 l'article de MICHEL GUERRIN

Vaison-la-détresse

Trois mois après la catastrophe dans le nord du Vaucluse les aides tardent et les sinistrés sont en désarroi

VAISON-LA-ROMAINE

de notre envoyé spécial

Une carcasse de voiture, un guidon de vélo, un bidet, deux robinets, une poubelle décapitée, un cahier d'écolier, une pochette de disque, un tube de dentifrice, une cuillère, un abat-jour, une chaussure, des murs sans toit et des toits sans murs, des morceaux de tout et de rien... Triste inventaire que celui des débris de vie. Ils s'entassent toujours, sur des kilomètres, de part et d'autre de l'Ouvèze, la rivière folle du nord du Vaucluse. Trois mois après la déferlante du 22 septembre, ni le temps ni les pelleteuses n'ont débarrassé le dépotoir abandonné par les eaux après ce jour d'apocalypse.

Seule la rivière paraît à son aise dans ce fouillis de ferraille et de boue. La diabolie est là qui parade, sans honte aucune, de

village en village. Les arbres morts, squelettes de bois agrippés aux berges défoncées, s'échinent bien à lui faire une haie de déshonneur. Mais s'en soucie-t-elle? Le mistral lui-même ne peut emporter les lambeaux de tissu ou de plastique qui s'accrochent aux branches comme autant de funestes guirlandes.

L'eau s'en est allée. La détresse est restée. Une détresse d'hommes, d'un moment étourdis par le ballet des caméras et des promesses. Jamais ils n'ont été aussi désespérés depuis le 22 septembre. Noël approche. L'argent promis par l'Etat n'arrive pas. Les dossiers d'expertise s'accumulent. Le provisoire s'éternise. Et la rivière, encore elle, charrie des rumeurs morbides. «On» a découvert quatre cadavres polonais. «On» a trouvé neuf corps dans une fosse.

PHILIPPE BROUSSARD

Lire la suite page 11

Le Monde DOSSIERS

En décembre 1992, deux dossiers :

- SÉCURITÉ SOCIALE : L'IMPOSSIBLE RÉFORME -

En crise depuis une quinzaine d'années, la Sécurité sociale est toutefois parvenue à tisser un système de protection sociale efficace, bien que trop coûteux. Si aucune réforme de grande envergure n'est intervenue au fil des ans, il semble pourtant que l'heure des décisions de fond approche.

LA CRISE DES PRISONS

On ne parle de l'univers des prisons que dans les moments de fièvre. La grave crise de cet été a prouvé que l'administration pénitentiaire a besoin de plus de moyens face à la surpopulation carcérale et que les rapports ambigus entre surveillants et détenus doivent être pris en compte au moment des réformes.

Au sommaire des «clés de l'info» : la double crise de la presse écrite, l'entrée en vigueur du marché unique, le gouvernement, la censure et la confiance, la Haute Cour de justice, les femmes prêtes en Grande-Bretagne, l'élection présidentielle en Corée, les élections prud'homales, Erich Honecker, communiste sans états d'âme, les nouveaux produits sur le marché du son.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 10 F

DÉBATS

Un entretien avec Alain Joxe

« Le monde de l'empire unique n'est pas acceptable »

« Nous entrons dans l'époque de l'empire mondial unique des États-Unis. Comment peut-on se figurer le monde sous cette forme ? »

Les Français acceptent l'alliance mais sont allergiques, au moins depuis François I^{er}, à l'empire universel. La tradition républicaine de la Révolution française, et la préférence affichée pour l'échelle d'organisation de l'État-nation, confirmée par l'abdication raisonnée de Napoléon en 1815, tout cela forme un tout, désormais, avec la liquidation des empires coloniaux scellée par de Gaulle. Il existe ainsi une école française peu favorable à la prééminence des empires pour soi-même et pour les autres. En même temps, la nation française est depuis le début un melting-pot bien plus réussi que l'Amérique, car fondée sur l'hospitalité : on n'y a jamais liquidé les Indiens. Pour l'école française, un État-nation est avant tout un territoire associé à une citoyenneté ; une volonté civique de cohabitation, pas du tout une éthnie tribale paysanne. Les empires jouent toujours sur les divisions entre les ethnies, les Républiques sur l'unité des peuples. La France s'accommode plutôt bien de cette forme d'union confédérale égalitaire qui émerge péniblement en Europe, et qui n'est pas un empire et qui, dans les faits, pèse autant que les États-Unis. Le monde de l'empire unique n'est pas acceptable, s'il ressemble à un melting-pot américain, c'est-à-dire accompagné de génocide et d'esclavage. Ce n'est pas le moment de faire les modestes.

La France paraît pourtant isolée dans sa conception du système international. Peut-elle encore imposer ses vues ?

Il ne s'agit pas d'imposer. Au-delà des rapports de force matériels, qui sont toujours favorables à l'empire, il existe des rapports de force logiques : le « logiciel » français est compétitif parce qu'il propose une façon raisonnable de gérer les désordres et de reconstruire l'ordre en cas de décomposition politique. Le système de valeurs et de normes issu de l'acte final de la conférence d'Helsinki, fondant la CSCE, repris dans le document final de la conférence de Paris, en 1990, est essentiellement structuré par l'État français. Le processus issu d'Helsinki n'aboutit pas à éliminer pragmatiquement les déplacements de frontières de la seconde guerre mondiale ou de la guerre froide ; c'est un retour aux principes primordiaux du système européen, instaurant, après 1918, la liquidation des empires centraux en tant qu'empire. Les zones de peuplement noires, « macédoines » ou zones frontalières, demeurent nombreuses dans toute l'Europe centrale et sont impossibles à éliminer : elles sont théoriquement l'occasion de faire fonctionner des Républiques. Si les Républiques ne fonctionnent pas bien, quand il y a un retour à des violences barbares interethniques, d'abord locales, le retour à l'ordre philosophiquement supérieur de la République ne doit jamais être abandonné. Il doit même être imposé : l'opération est moins coûteuse que le déchaînement de la barbarie par des minorités psychopathes qui arrivent à entraîner les masses. C'est la leçon de Munich. Il y a partout en ce moment des petits Munich sans Hitler.

L'école américaine est incapable d'y faire face politiquement. Elle s'y adapte.

Comme les Français ne sont pas seuls à préférer les Républiques et les droits de l'homme aux conflits interethniques, nous ne sommes pas du tout aussi isolés qu'il semble. Un courant d'opinion démocratique et républicain au sens français existe dans d'autres pays : l'Afrique, l'Amérique latine. L'école française survit par l'école du dehors et joue un rôle, pour éviter qu'on n'aboutisse à un système que j'appelle « l'empire du désordre ».

Vous ditez dans le discours d'Aspen (Colorado), le 2 août 1990, la définition d'un nouvel ordre mondial, c'est-à-dire américain...

Le discours de Bush du 2 août porte sur la nouvelle stratégie, et c'est son discours au Congrès le 19 septembre qui lance le thème du nouvel ordre mondial.

Le discours d'Aspen, prononcé par hasard le jour même de l'invasion du Kosovo par l'Irak, expose une nouvelle doctrine militaire des États-Unis pour après la guerre froide. La mutation tient compte de l'affaiblissement du système soviétique, mais également de l'évolution de la technologie des armements, la tranchée ultime et donc dominante de la technologie des armements, par l'électronique miniaturisée. A la fin du cycle de l'armement

Sans doute l'un des meilleurs spécialistes français des questions militaires et stratégiques, Alain Joxe est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et directeur du groupe de sociologie de la défense. En ce domaine, il est un chercheur original et novateur, à la fois méticuleux et audacieux. Historien de formation, il a commencé par s'intéresser à l'Amérique latine, et notamment au Chili, suivant de près les espoirs de l'Unité populaire menée par Salvador Allende. Puis il a formalisé sa pensée en trois livres de référence : le Rempart social, essai sur l'impérialisme (Gallilée, 1979), le Cycle de la dissuasion : 1945-1990, essai de stratégie critique (La Découverte, 1990) et Voyage aux sources de la guerre (PUF, 1991).

Son tout dernier ouvrage, « L'Amérique mercenaire » (Stock, coll. « Au vu », met en scène l'ère nouvelle ouverte depuis 1990 avec la fin de la confrontation bipolaire Est-Ouest et la remise en question de la stratégie nucléaire (le Monde du 20 novembre). Paradoxalement, cet essai iconoclaste et rigoureux est un hommage à la révolution américaine. Socialiste de conviction mais indépendant d'aspirer, Alain Joxe est le frère de l'actuel ministre de la défense.



Alain Joxe

nucléaire sur fusées, la précision est déjà plus significative que l'explosion. Une pensée militaire plus opérationnelle, plus « expéditionnaire », visant le Sud plus que l'Est, était donc déjà en formation avant la guerre du Golfe et la chute du mur de Berlin. La doctrine d'Aspen prévoit, outre des forces nucléaires presque entre parenthèses, la réorganisation de toutes les unités américaines en trois « forces », qui ne sont pas des commandements mais des « paquets fonctionnels » interarmes, où l'on peut puiser, selon les besoins, pour créer des modules opérationnels adéquats. Il y a, vers l'Ouest, la Force atlantique qui vise l'Europe et le périmètre du Golfe ; vers l'Est, la Force pacifique pour la Corée, le Japon, Taiwan, etc., et vers le Sud, la Force d'urgence (Contingency Force), basée uniquement sur des unités destinées à intervenir dans des zones chaudes d'Amérique latine ou d'Afrique. Cette organisation suppose une logistique globale de ponts aériens et navals ; elle implique qu'à

l'idéal libéral du nouvel ordre géoéconomique, mais il a subtilement poussé au « passage à l'acte » militaire, même contre l'avis des généraux (Powell, Schwarzkopf) partisans d'une gestulation dissuasive mais réticents pour l'emploi, en dignes héritiers de la pensée stratégique américaine.

Pour s'obliger à utiliser la force, Bush a simplement décidé, dès le 19 août, de déployer 250 000 hommes. L'armée américaine est une armée de métier, donc à effectifs limités. La rotation des troupes est absolument nécessaire au succès d'un embargo prolongé ; elle devient impossible avec ce déploiement. Il faut, arithmétiquement, soit rétablir la conscription, soit opérer des relevés en baisse, réduisant dès le printemps 1991 le chiffre des effectifs présents, ce qui viderait évidemment à l'ennemi un message de lassitude, incompatible avec le succès de l'opération. L'emploi réel dans un délai fixe devient alors la seule opération rationnelle.

Le gouvernement de Bush a su, en somme, rentabiliser à l'occasion d'une crise réelle le potentiel militaire, logistique et technologique considérable qui avait été mis au point dans la période antérieure pour affronter l'URSS. Malgré la tension sociale aiguë aux États-Unis, on a ainsi délégué une révélation populaire en faveur d'une distribution des « dividendes de la paix ». On justifiait aussi par l'emploi de missiles Cruise, d'avions « furieux » et par la maîtrise de l'observation-guidage par satellite que la supériorité qualitative absolue devait être conservée dans l'ère nouvelle pour fonder la gestion unipolaire de la planète et le contrôle du Sud. En contrôlant les principales réserves pétrolières du monde, les États-Unis montraient aussi à l'Europe et au Japon, premiers acheteurs du Golfe, que leur impérialisme militaire pouvait produire du leadership économique. Les Arabes, les Allemands et les Japonais ont payé toute la guerre, et l'Amérique reste pourtant dominante, non pas mercenaire.

Quel lien y a-t-il entre cette doctrine « impériale » et la Somalie ?

Le problème de l'empire est actuellement celui du rapport des alliés avec les pratiques expéditionnaires nouvelles. Il existe deux types d'opérations : « carotte », plus proche du discours de l'ONU, et les expéditions de l'ONU avec l'aval des États-Unis – qui seules ont des « casques bleus ». On veut distinguer aussi les expéditions violentes des expéditions humanitaires. Avec la guerre du Golfe, on a montré ce que pouvait être une expédition « bâton » : le président Bush, en fin de mandat, veut aussi léguer au monde une expédition « carotte », plus proche du discours du nouvel ordre mondial que du discours de la « géoéconomie », terme lancé par le stratège Edward Luttwak, objectant qu'un pouvoir militaire qui ne peut financer son effort n'est qu'un simple mercenaire de ses commanditaires. Un commanditaire n'est pas un empereur.

En bien, ce débat se poursuit pratiquement avec la guerre du Golfe : les partisans de l'embargo – les idéalistes de l'empire économique – prédominent au départ. L'embargo fonctionne bien et doit aboutir à ruiner l'Irak en 1991 ; puis le recours aux armes l'emporte, c'est le triomphe des réalistes de l'empire militaire. Bush a exhibé

lointaines, longues, avec occupation du terrain, et l'on se limite aux actions irrégulières ou au hit and run, frapper fort et se retirer aussitôt. Sous Reagan la formule étrange de l'« escalade horizontale » voulait que, si l'URSS bougeait quelque part, on pouvait choisir de la « punir » ailleurs. Rien n'échappait au cliquetis États-Unis-URSS. Mais, après l'effondrement soviétique, le nombre de points où des « intérêts » américains sont recensés s'effondre, car ils ne sont plus définis par le devoir de riposte aux actions soviétiques. Au lieu d'une bipolarité généralisée, on voit apparaître une représentation du monde en trois cercles : il y a, d'une part, un noyau central, l'Amérique du Nord (Mexique inclus), le Japon et quelques dragons ; l'Europe industrielle, le Golfe, où les intérêts et le leadership doivent être assurés ; d'autre part, un environnement qui n'est menacé par aucun adversaire stratégique mais qui n'est pas homogène : dans une frange intermédiaire, on coopte des nations « utiles », mais les actions militaires régionales des alliés doivent suffire ; dans un troisième cercle, rien n'a d'importance directe, et le désordre barbare peut s'installer dans l'indifférence, au Pérou, en Afghanistan, en Afrique...

Dans cette représentation du monde, la Somalie n'est pas en Afrique. Elle fait partie du premier cercle, de la région dite « Asie du Sud-Ouest », définie depuis Carter comme la zone de projection de la Force de déploiement rapide, puis du Central Command (CENTCOM), qui défend le Golfe et qui englobe la corne de l'Afrique. L'opération Somalie peut donc aussi viser à donner des bases arrière pour faire face à la montée de l'islamisme iranien, qui paraît devoir être le prochain ennemi central des États-Unis (par opposition à l'islamisme saoudien, acceptable).

Une opération plus polémique et plus politique aurait suffi à restaurer les conditions de l'aide humanitaire. Mais dans le premier cercle il faut montrer la force : le président Bush a procédé comme pour « Desert Shield ». Il envoie une force surpuissante et rallie ensuite des appuis internationaux pour une opération assez mal définie politiquement. Le désarmement des « bandits » figure dans le mandat de l'ONU ; les Américains s'y refusent. La comme dans le Golfe, le but politique est imposé par le leadership militaire.

Et la Bosnie ?

Par défaut de politique européenne, elle devient à son tour le lieu d'une application du leadership militaire des États-Unis. La guerre yougoslave s'est enclenchée comme guerre ethnique parce que l'Europe n'a autorisé, le moment précis de ce laxisme, c'est celui qui s'étend après la proclamation unilatérale de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie en juin 1991, entre la reconnaissance unilatérale par l'Allemagne le 23 décembre 1991, contre l'avis des États-Unis et de la CEE tout entière, et son acceptation par les Européens le 15 janvier 1992.

L'Allemagne est responsable de ce mauvais emploi de sa force toute nouvelle, mais la France est bien plus responsable encore, car elle aurait dû alors menacer d'ouvrir un conflit politique clair avec l'Allemagne, en droit et en dernier sur le respect des accords d'Helsinki. Un tel éclaircissement aurait contri-

bué à freiner l'incroyable glissement pronazi en Allemagne même. Mais il fallait « coller » à l'Allemagne pour des raisons financières, économiques, pour faire passer Maastricht... La diplomatie française a cédé devant des critères allemands fondés sur la légitimité de l'autodétermination des ethnies et sur le droit du sang, et non sur l'autodétermination des nations, le droit du sol et le respect des minorités. L'Europe aurait dû choisir d'imposer clairement une reconnaissance simultanée de toutes les Républiques ex-fédérées et une stricte observance des principes d'Helsinki, avec, à la clé, l'accès au statut d'association avec la CEE – chantage pacifique que tout le monde aurait compris. En cooptant la Slovénie riche et la Croatie tribale, on légitimait nécessairement et posait la maîtrise de l'air. Quelques faits militaires nouveaux doivent obliger les Serbes à sortir d'une « démesure » qui résulte d'une absence de résistance à leurs déchaînements. Nous risquons, avec 4 000 hommes en Yougoslavie d'être blâmés en opération de guerre sans avoir choisi ni alliés, ni stratégie, ni buts de guerre. La désignation de l'adversaire principal ne fait pas problème. C'est l'agresseur nazi-serbe qui pratique la « purification ethnique ». Si demain le nazistochi, personnage odieux, devient à son tour l'agresseur principal, il faudra aussi l'affronter, pour faire une Europe acceptable avec les démocrates serbes, croates et bosniaques.

Quel rapport finalement entre les États-Unis et l'Europe ?

Il est semi-conflictuel en économie, mais il n'y a rien de nouveau : ce n'est pas dramatique, c'est la concurrence. Ce qui est grave, c'est que la dimension du conflit, c'est l'ami l'ami réciproque dans l'alliance militaire contre les Russes. Elle a disparu avec son objet. Les Américains mettent l'OTAN sous perfusion pour qu'on ne s'en aperçoive pas. Ils sont tentés de se servir de leur supériorité militaire pour tirer des avantages économiques. La relation pourrait donc devenir encore plus conflictuelle. L'intérêt commun euro-américain devrait plutôt se fonder sur une alliance strictement politique : la démocratie. Les Américains n'ont pas intérêt à pousser leurs avantages jusqu'à mettre en danger la démocratie en Europe. Mais nous verrons bien.

Vous faites aussi l'apologie de la démocratie américaine...

Je dis même que c'est le fruit de la seule révolution des Lumières qui n'a pas été écorchée. La Révolution française est vacillante. La révolution russe annulée. L'américaine est trahie depuis l'assassinat de Lincoln et l'instauration de l'apartheid dans le Sud. Mais la démocratie américaine est malgré tout vivante. On sent, à la vivacité des débats d'idées et à la sincérité et à l'efficacité des engagements militaires, lorsqu'il y en a, qu'elle a sa source dans une grande révolution libératrice. Nous avons beaucoup à apprendre des discussions américaines, et mon ouvrage est quelque part un hommage à cette Amérique politique profonde que j'aime, une Amérique de la liberté de pensée, de l'amour de la justice, du respect pour les grandes causes, qui n'est pas du tout cynique, ni naïve d'ailleurs.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI

« L'opération militaire de sauvetage de Sarajevo est à la portée d'une armée européenne »

d'inhumain », au lieu de désigner l'ennemi et de chercher à le réduire.

Faute d'institutions adéquates, faute de Maastricht ?

En vérité, les gouvernements européens fuient les responsabilités. Ils attendent peut-être que les mercenaires américains les assument. Washington cherche actuellement un accord sur la Yougoslavie avec les Russes, comme au bon vieux temps. C'est la logique d'empire. S'il n'y a pas de sursaut rapide, l'abaissement politique de l'Europe est donc scellé par la guerre de Bosnie.

Malgré votre rejet de l'empire militaire, vous êtes en faveur d'une intervention militaire en Bosnie ?

Certainement, et depuis le mois d'avril. Je pense, en outre, que c'est inévitable. Même les Hollandais sont de cet avis. La France, malgré la visite de Mitterrand à Sarajevo, s'est liée au consensus européen et onusien, et a perdu toute autonomie d'action. Elle a dispersé des instruments militaires autonomes en envoyant la Légion en Somalie sous commandement américain. La tension monte contre les Serbes, qui défient de manière hallucinée l'ONU, l'Europe, les États-Unis, leur patriarcat orthodoxe, le pape et l'islam tout entier. Imposer le respect de l'interdiction de survol décrétée par l'ONU, c'est bien la moindre des choses ; cela doit s'accompagner d'actions terrestres offensives au moins tactiques, si l'on ne veut pas que les « casques bleus » soient pris en otage. Il faut arrêter les Bosniaques qui le demandent. On ne pourra sauver les civils des assassinats qu'en obligeant les milices au combat. L'hiver 1993 sera celui des charniers, et la honte en retombera sur les abstentionnistes. Il faut sauver Sarajevo, ne serait-ce que pour sa valeur symbolique. Pour cela, il faut des chars, des contre-batteries et faire taire des artilleurs serbes qui tournent l'ONU en dérision. Il ne s'agit pas de reconquérir la Bosnie tout entière. L'opération militaire de sauvetage de Sarajevo est à la portée d'une armée européenne entraînée et possédant la maîtrise de l'air. Quelques faits militaires nouveaux doivent obliger les Serbes à sortir d'une « démesure » qui résulte d'une absence de résistance à leurs déchaînements. Nous risquons, avec 4 000 hommes en Yougoslavie d'être blâmés en opération de guerre sans avoir choisi ni alliés, ni stratégie, ni buts de guerre. La désignation de l'adversaire principal ne fait pas problème. C'est l'agresseur nazi-serbe qui pratique la « purification ethnique ». Si demain le nazistochi, personnage odieux, devient à son tour l'agresseur principal, il faudra aussi l'affronter, pour faire une Europe acceptable avec les démocrates serbes, croates et bosniaques.

Quel rapport finalement entre les États-Unis et l'Europe ?

Il est semi-conflictuel en économie, mais il n'y a rien de nouveau : ce n'est pas dramatique, c'est la concurrence. Ce qui est grave, c'est que la dimension du conflit, c'est l'ami l'ami réciproque dans l'alliance militaire contre les Russes. Elle a disparu avec son objet. Les Américains mettent l'OTAN sous perfusion pour qu'on ne s'en aperçoive pas. Ils sont tentés de se servir de leur supériorité militaire pour tirer des avantages économiques. La relation pourrait donc devenir encore plus conflictuelle. L'intérêt commun euro-américain devrait plutôt se fonder sur une alliance strictement politique : la démocratie. Les Américains n'ont pas intérêt à pousser leurs avantages jusqu'à mettre en danger la démocratie en Europe. Mais nous verrons bien.

Vous faites aussi l'apologie de la démocratie américaine...

Je dis même que c'est le fruit de la seule révolution des Lumières qui n'a pas été écorchée. La Révolution française est vacillante. La révolution russe annulée. L'américaine est trahie depuis l'assassinat de Lincoln et l'instauration de l'apartheid dans le Sud. Mais la démocratie américaine est malgré tout vivante. On sent, à la vivacité des débats d'idées et à la sincérité et à l'efficacité des engagements militaires, lorsqu'il y en a, qu'elle a sa source dans une grande révolution libératrice. Nous avons beaucoup à apprendre des discussions américaines, et mon ouvrage est quelque part un hommage à cette Amérique politique profonde que j'aime, une Amérique de la liberté de pensée, de l'amour de la justice, du respect pour les grandes causes, qui n'est pas du tout cynique, ni naïve d'ailleurs.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI

« L'opération militaire de sauvetage de Sarajevo est à la portée d'une armée européenne »

« L'opération militaire de sauvetage de Sarajevo est à la portée d'une armée européenne »

« L'opération militaire de sauvetage de Sarajevo est à la portée d'une armée européenne »

« L'opération militaire de sauvetage de Sarajevo est à la portée d'une armée européenne »

« L'opération militaire de sauvetage de Sarajevo est à la portée d'une armée européenne »

« L'opération militaire de sauvetage de Sarajevo est à la portée d'une armée européenne »

« L'opération militaire de sauvetage de Sarajevo est à la portée d'une armée européenne »

« L'opération militaire de sauvetage de Sarajevo est à la portée d'une armée européenne »

« L'opération militaire de sauvetage de Sarajevo est à la portée d'une armée européenne »

« L'opération militaire de sauvetage de Sarajevo est à la portée d'une armée européenne »

« L'opération militaire de sauvetage de Sarajevo est à la portée d'une armée européenne »

ÉTRANGER

Premières évaluations contradictoires

Les élections en Serbie ont été marquées par de nombreuses irrégularités

Au lendemain d'élections, dimanche 20 décembre, marquées par de nombreuses irrégularités, le premier ministre yougoslave, Milan Panic, et le président serbe sortant, Slobodan Milosevic, ont été, tous deux désignés vainqueurs par leurs états-majors respectifs, alors que les premières évaluations apparaissent contradictoires.

HRTKOVC (Serbie)

de notre envoyée spéciale

« On ne peut que souligner les irrégularités du scrutin: si je pouvais le faire, j'annulerai les élections. » Présidente de la commission électorale de l'un des deux bureaux de vote de Hrtkovci (dans une Voïvodine à forte minorité hongroise), M^{me} Maria Kovacevic murmure, de peur d'être entendue. Volontaire à la Croix-Rouge locale, elle a été désignée pour contrôler le déroulement des élections dans son village natal.

Mais cette Hongroise de souche - comme l'étaient il y a quelques mois 20 % des habitants de ce petit village multinational de Voïvodine avant l'expulsion massive des non-Serbes - n'avait, dimanche 20 décembre, aucun pouvoir dans son petit bureau de vote. « Je suis là pour la forme, ils m'ignorent », dit-elle, affirmant qu'on lui a interdit de faire des déclarations à la presse étrangère.

Sans l'appui du gouvernement fédéral de M. Milan Panic, M^{me} Kovacevic ne serait pas restée présidente de la commission électorale. Le maître ultranationaliste de Hrtkovci, M. Ostojic Sibingic, inculpé par les autorités yougoslaves pour avoir participé au « nettoyage ethnique » dans la région puis remis en liberté pendant l'insurrection, avait exigé sa suspension.

Il ne l'a pas obtenu, mais l'un des membres de son parti, M. Milivoje Vukelja, un Serbe de Slavonie occidentale (Croatie) installé depuis cet été à Hrtkovci, siège à la commission électorale et impose les règles du jeu.

« Si M. Panic peut voter et être éligible, moi j'estime qu'on est tous égaux et je donne à tous le droit de voter. » M. Vukelja, qui a dû quitter son village de Croatie après s'être battu aux côtés des milices serbes, se moque bien de la loi électorale, qui stipule que seuls les ressortissants des ex-Républiques yougoslaves domiciliés en Serbie depuis plus de six mois et détenteurs d'une nouvelle carte d'identité prouvant leur nouvelle citoyenneté peuvent voter. D'ailleurs, cette loi ne l'a pas empêché d'être scrutateur, même si son seul document d'identité se résume à un morceau de papier blanc visé par les autorités locales et daté du 15 septembre.

Citoyens de nulle part

« Si nous ne sommes plus citoyens de Croatie et que nous ne pouvons pas être citoyens de Serbie, alors nous n'existons pas. » Pour M. Vukelja comme pour la plupart des « colons » du village qui ont émigré, cet été dans les maisons des quelque 1 800 non-Serbes qui ont été sauvagement chassés de Hrtkovci, l'enjeu de ces élections est trop grand pour attendre des papiers en règle.

La victoire de M. Milosevic leur est indispensable pour préserver ce qu'ils ont acquis par la force. Hrtkovci, qui comptait autrefois 50 % de Croates sur 4 000 habitants, est devenu en quelques mois presque entièrement serbe. Et M^{me} Kovacevic, qui reçoit quotidiennement des menaces téléphoniques et dort « depuis six mois avec une hache entre les mains », sera un jour contrainte de fuir. En attendant,

elle a été forcée de rajouter sur les listes électorales des personnes qui n'avaient pas le droit de voter. Résultat : en dépit des expulsions massives, le volume du corps électoral reste le même, mais sa structure ethnique a été modifiée.

Hrtkovci n'est pas un cas isolé. Ce n'est qu'un exemple de ce qui se passe dans les villages de Serbie où sont venus se réfugier plus de 700 000 personnes ayant fui la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. Le numéro deux du Parti démocratique (DS), M. Zoran Djindjic, a lui-même affirmé que les scrutateurs de l'opposition avaient constaté que de nombreux réfugiés avaient voté sans être résidents de la nouvelle Yougoslavie. Ces nouveaux électeurs provenant des zones de conflit constituent un atout capital pour le président serbe sortant, M. Slobodan Milosevic, dont le seul objectif est de préserver les acquis territoriaux serbes en Croatie et en Bosnie-Herzégovine.

Se fondant sur les sondages préélectoraux qui annonçaient un duel serré entre MM. Milosevic et Panic pour la présidence de la Serbie, la presse indépendante de Belgrade avait souligné que l'issue du scrutin pourrait se jouer sur quelques voix. Mais les efforts de l'opposition pour appeler l'électorat à se rendre massivement aux urnes afin d'écarter « maintenant ou jamais » le président sortant risquent d'être vains.

Pénurie de bulletins

En effet, la télévision indépendante de Belgrade, Studio B, a dénoncé dimanche les fraudes électorales. Témoignages à l'appui, la chaîne indépendante a affirmé que des milliers de personnes avaient été arbitrairement rayées des listes électorales où elles figuraient jusqu'à ces derniers jours et que des milliers d'autres, sans droit de vote ou inexistantes, avaient pu voter.

M^{me} Sofia Kostovic, domiciliée dans le quartier belgradais de Vracar, était inscrite lorsqu'elle s'était rendue, il y a quelques jours, à la mairie pour faire rayé des listes électorales son mari défunt. Dimanche matin, elle n'y figurait plus et, comme une quinzaine de ses

voisins, selon son témoignage, elle n'a pas pu voter. Plusieurs observateurs français ayant suivi le scrutin ont confirmé dans la soirée que ce phénomène avait été remarqué dans l'ensemble de la Serbie et qu'il touchait, dans certaines villes, jusqu'à 15 % de l'électorat. Par ailleurs, ils ont constaté qu'il manquait des bulletins de vote dans les zones sensibles, comme en Voïvodine et au Kosovo, où les électeurs ont été dans certains cas obligés de voter sur des photocopies.

M. Djindjic estime que les « nombreuses irrégularités » qui ont été commises « défavorisent un seul côté » et pourraient remettre en question la validité des élections. Il a donc annoncé dimanche soir que si les résultats officiels différaient des résultats établis par les commissions parallèles de l'opposition, ils seraient considérés comme illégitimes. Pour sa part, le premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, qui a fêté dimanche son soixante-troisième anniversaire, s'est déclaré convaincu de sa victoire à la présidentielle de Serbie « si les élections sont régulières ». Son état-major a toutefois publié dans la soirée une liste importante de plaintes émanant d'électeurs rayés des listes.

Pour sa part, le leader de l'opposition, l'écrivain Vuk Draskovic, s'est montré très pessimiste sur l'issue du scrutin, craignant que, en dépit de la nette montée de l'opposition aux législatives de Serbie, les socialistes (ex-communistes) de M. Milosevic et leurs alliés ultranationalistes puissent former une coalition : « Ces élections démontreraient l'ampleur du génocide spirituel commis contre notre peuple par la télévision officielle. Dès le départ, les élections ont été irrégulières, mais nous avons accepté de nous lancer dans cette compétition les pieds et les mains liés contre un adversaire dopé: dans l'espoir de voir la Serbie des lumières l'emporter sur la Serbie de l'obscurantisme. Mais nous avons déjà perdu les voix de 300 000 jeunes qui ont quitté le pays et des dizaines de milliers de morts. Aujourd'hui, c'est la Serbie des vieux qui vote et qui pousse la jeunesse dans la tombe. »

FLORENCE HARTMANN

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne vont coopérer pour faire respecter la zone d'exclusion aérienne

Le premier ministre britannique, M. John Major, a annoncé, dimanche 20 décembre, à Washington que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne allaient coopérer pour que soit respectée l'interdiction de survol militaire de la Bosnie. De retour de Camp David, après deux jours d'entretiens, le président George Bush et M. Major ont par ailleurs évoqué d'éventuelles nouvelles sanctions à l'encontre de la Serbie.

Selon un communiqué conjoint, « les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont convenus de coopérer (pour proposer) une résolution aux Nations unies visant à faire respecter la zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie dans le cas où les violations (par l'aviation serbe) se poursuivraient ». « L'objectif de la résolution consistera à empêcher tous les vols autres que ceux autorisés par les Nations unies », poursuit le communiqué.

Le secrétaire d'Etat Lawrence Eagleburger a précisé de son côté que les deux pays souhaitent faire respecter par la force la zone d'exclusion aérienne de Bosnie après « une période d'avertissement » qui pourrait être de quinze jours, pour se préparer à agir et afin que les forces de paix terrestres de l'ONU puissent prendre les mesures de précaution nécessaires.

MM. Bush et Major n'ont pas fait allusion au projet de résolution déjà déposé au Conseil de sécurité de l'ONU il y a une semaine par la France. Ce projet rappelle le contenu de la résolution 786 (interdiction de survol de la Bosnie) et déclare que le Conseil autorise les Etats membres à prendre, sous l'autorité du secrétaire général, « toutes les mesures nécessaires » à l'encontre des appareils qui violentent l'interdiction. Depuis que ce projet a été déposé, M. Roland Dumas a souligné à diverses reprises que plusieurs échecs étaient à ses yeux envisageables avant que l'on en arrive à des opérations d'interception des appareils en vol, comme l'ont proposé les Américains. M. Dumas faisait allusion à un renforcement des contrôles sur les aéroports, ou à des mesures de neutralisation des appareils au

sol. La France, aussi préoccupée que la Grande-Bretagne par la sécurité des « casques bleus » sur le terrain, s'était aussi déclarée hostile, la semaine dernière, à l'idée américaine de frappes préventives contre les aéroports.

MM. Bush et Major ont également confirmé qu'ils étaient « prêts à imposer de nouvelles sanctions à la Serbie (...) dont une interruption des liaisons postales et des télécommunications, la fermeture des frontières et, le cas échéant, un isolement diplomatique complet (du régime de Belgrade) pour les années à venir ». Le communiqué précise encore que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont « décidé de prendre toutes mesures pour prévenir l'extension des combats au Kosovo et en Macédoine ».

Par ailleurs, lord Owen, coprésident de la Conférence internationale sur l'ex-Yugoslavie, a décidé de prolonger sa mission à Sarajevo pour y poursuivre ses efforts diplomatiques. Un entretien, dimanche, entre des responsables militaires serbes et musulmans pour négocier une trêve dans la capitale bosniaque n'a donné aucun résultat. « Je peux vous dire qu'on n'a tout simplement perdu notre temps et nous n'avons pris aucune décision », a déclaré le représentant de l'armée musulmane au sortir de la réunion. « Je suis mécontent », a renchérit le général serbe Milan Gvero, mais « je n'ai pas le droit d'abandonner ces négociations car je suis pour la paix ».

Lord Owen est arrivé vendredi à Sarajevo pour tenter d'obtenir un cessez-le-feu. « Pas d'optimisme, pas de faux espoirs, mais il y a encore des choses dont il faut parler et qui en valent la peine », a-t-il déclaré après avoir rencontré le leader des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic.

Cependant, deux observateurs militaires de l'ONU, un Danois et un Jordanien, ont été pris en otage pendant plus de huit heures par des combattants serbes puis relâchés, a annoncé un porte-parole des Nations unies à Sarajevo dimanche. (AFP, Reuters)

ROUMANIE: arrivée d'un second charter d'expulsés

« Ce n'est plus l'Allemagne dont nous rêvions... »

BUCAREST

de notre correspondant

« J'ai été sorti d'Allemagne en voiture, achetée avec l'argent gagné par mon travail d'un an dans une entreprise de nettoyage de Mannheim; la police m'a arrêté à la frontière, confisqué la voiture. Ils m'ont mis en prison à Götting, puis expulsé. » Montrant les deux pauvres valises qui lui restent, Stefan Vasile, la trentaine, est l'un des cent treize Roumains « rapatriés » dernièrement en vertu d'un accord entre Bucarest et Bonn entré en vigueur le 1^{er} novembre.

Venant directement de Berlin, les réfugiés « illégaux » sont arrivés discrètement, par le second charter de ce genre de la compagnie roumaine Romavia, affrété par les autorités allemandes, sur l'aéroport désert de Baneasa à Bucarest, théoriquement réservé aux vols intérieurs. La presse est tenue à l'écart. Des représentants de l'ambassade d'Allemagne à Bucarest s'engouffrent dans une salle transformée en douane pour l'occasion. A la sortie, devant les caméras et flashes des journalistes, les plus jeunes jouent les vedettes, brandissant le passeport qu'on vient de leur rendre. Les adultes passent rapidement. Dan Damaschin, vingt ans, ironise : « Je suis resté trois mois en Allemagne pour me distraire. J'ai appris qu'il y avait un avion gratuit pour le pays. Après les fêtes, je repars... » Valentin Ilietu, vingt ans également, n'a pas eu le temps de travailler au noir : « Ils m'ont arrêté près de la frontière polonaise », dit-il. Après un séjour en prison à Götting, « au régime », il a été expédié à Berlin puis Bucarest.

Une famille tzigane avec deux enfants se faufile en baissant la tête sans vouloir dire un mot. Bien que les autorités roumaines et allemandes affirment que

deux tiers des soixante mille émigrés illégaux de Roumanie sont d'ethnie tzigane, une grande majorité des premiers rapatriés sont roumains de souche. Pour qu'on ne puisse établir leur nationalité et les renvoyer, beaucoup de Tziganes ont brûlé leurs papiers. Les autorités allemandes auraient commencé, pour l'exemple, avec les cas les plus faciles? A en croire des témoignages, les forces de l'ordre ont en tout cas agi parfois avec célérité.

« Les punks nous haïssent »

Arrivés en « excursion » en Allemagne avec un visa de tourisme, certains admettent avoir « un peu prolongé » leur séjour en travaillant au noir « pour gagner de l'argent avant de rentrer ». Mais « pas comme ça, les poches vides », reprend Stefan Vasile, passé par un camp pour étrangers à Mannheim. « Les punks, ils ont mis le feu à notre assise deux fois, ils nous haïssent », dit-il. Les manifestants néonazis criaient « quelque chose comme » les étrangers dehors ». « On avait peur », dit un plus jeune. « Ce n'est plus l'Allemagne dont nous rêvions il y a quelques années. C'est bien que je sois revenu, mais je suis amer », explique Valentin.

Les autorités roumaines et allemandes ont inauguré la semaine dernière un des centres de formation censés réinsérer les expulsés et construit grâce aux 30 millions de deutschemarks versés par l'Allemagne pour « financer » cet accord. Ille Zara, dix-neuf ans, aussi détenu à Götting, venait de la frontière polonaise. Il n'a pas l'intention de s'y rendre. « Il n'y a rien à faire ici. J'y retourne, dit-il, et si je suis encore arrêté, j'y retournerai de nouveau. Jusqu'à ce que je réussisse. »

JEAN-BAPTISTE NAUDET

CHINE

VIENT DE PARAÎTRE

ÉDITION DU CATALOGUE VOYAGES 1993 DE LA MAISON DE LA CHINE

LA MAISON DE LA CHINE

Si le seul nom de Chine suscite le rêve, si chacun pressent que le voyage en terre chinoise demeure une aventure humaine somptueuse, chacun sait qu'il ne peut y avoir une seule et unique manière d'aborder ce pays-continent aux richesses infinies.

Dans son Catalogue Voyages 1993, la Maison de la Chine a décidé de vous présenter 16 itinéraires correspondant à quatre grandes aires culturelles et géographiques : Chine classique des Han, Routes de la Soie, Ethnies de Chine tropicale, Univers tibétain.

Tous ces périples sont conçus pour des groupes restreints (20 participants maximum, 15 pour les itinéraires sur les routes de la soie) et prévoient la pension complète. Un accompagnateur sinologue est présent pendant tout le voyage, dès le départ de Paris.

Et pour préparer votre voyage, la Maison de la Chine vous invite à suivre le cycle de conférences, débats et projections de films, qu'elle organise dans le cadre de ses activités culturelles. Vous trouverez le programme détaillé de ces activités dans le « Supplément culturel ».

36, RUE DES BOURDONNAIS
75001 PARIS M^o CHATELET
TÉL 40 26 21 95 LIC 175 541

EXTRAITS DU CATALOGUE VOYAGES 1993 DE LA MAISON DE LA CHINE :

LES GORGES DU YANGZI
22 JOURS 19 890 F

TOUTE LA CHINE
25 JOURS 23 900 F

OASIS DU TURKESTAN CHINOIS
16 JOURS 17 900 F

CHINE PAKISTAN
26 JOURS 23 950 F

LES SCULPTEURS DE MONTAGNES
21 JOURS 18 700 F

TIBET : LE TOIT DU MONDE
17 JOURS 20 650 F

La Maison de la Chine vous propose également des Offres exceptionnelles pour voyages courts ou petits budgets :

PÉKIN EN SOLO
8 JOURS 8 220 F

Vol direct aller/retour - 3 nuits dans les villas du Palais d'Été - 3 nuits à l'hôtel Xinqiao au centre ville

CIRCUIT IMPÉRIAL
13 JOURS 13 900 F

pension complète

JE DÉSIRES RECEVOIR GRATUITEMENT

☐ LE CATALOGUE VOYAGES 1993

☐ LE SUPPLÉMENT CULTUREL

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : impliqués dans des opérations de déstabilisation

Une vingtaine d'officiers supérieurs ont été limogés

Pour la première fois depuis son accession au pouvoir, le président Frederik De Klerk, a admis, samedi 19 décembre, que des membres des forces de sécurité étaient directement engagés dans des entreprises de sabotage politique. En conséquence, une vingtaine de militaires de haut rang ont été limogés.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

« Je suis choqué, mais je suis résolu », a déclaré, samedi 19 décembre, lors d'une conférence de presse organisée au Cap, M. De Klerk, pour commenter le limogage de vingt-trois officiers supérieurs, impliqués dans des opérations « illégales » de déstabilisation.

M. De Klerk et ses ministres avaient interrompu leurs vacances de fin d'année pour affronter une nouvelle crise, suscitée par le rapport accablant du général Pierre Steyn, chargé, depuis le 18 novembre, d'enquêter sur l'attitude des services secrets au sein de l'armée. Ce rapport fait suite aux révélations du juge Richard Goldstone, qui dirige une commission d'enquête sur la violence politique.

Sans attendre le rapport écrit du général Steyn, qu'il a longuement reçu, M. De Klerk a aussitôt convoqué une réunion extraordinaire du conseil des ministres. La décision de limogage des officiers a été prise sans même consulter les chefs militaires. Seize officiers - dont six généraux - ont été mis à la retraite anticipée, sept autres militaires de haut rang ont été relevés de toutes leurs fonctions.

M. De Klerk n'a pas donné de détails sur les accusations portées contre les officiers, soulignant toutefois que ceux-ci n'informaient ni « leurs supérieurs » ni « le pouvoir politique » de leurs agissements parallèles. « Certaines de ces opérations », menées secrètement, ont

« conduit à la mort de personnes », a-t-il néanmoins précisé. Elles ont été organisées « par des individus qui veulent empêcher les négociations sur la nouvelle Constitution d'aboutir. Mais il n'y a, pour l'instant, aucune preuve que quiconque ait voulu renverser le gouvernement par la force », a expliqué M. De Klerk, niant l'existence d'une « troisième force organisée ».

Le chef de l'Etat s'est engagé à révéler l'identité des militaires incriminés avant la fin du mois. Des mesures disciplinaires seront prises et tous les militaires présumés coupables - ainsi que leurs complices civils - seront déferés devant les tribunaux, a-t-il promis. « Le gouvernement exige maintenant que tous ses opposants cessent avec le crime et les mauvaises pratiques qui sévissent dans leurs rangs », a prévenu le président, avant d'assurer les Sud-africains qu'ils seraient désormais « servis par des forces de sécurité irréprochablement neutres, et libres de toute manipulation politique ».

Satisfaction de l'ANC

Le Congrès national africain (ANC) de M. Nelson Mandela s'est félicité de ces limogages, regrettant toutefois que les mesures répressives n'aillent pas plus loin. « Il s'agit seulement de la partie visible de l'iceberg », a estimé M. Mac Maharaj, un haut dirigeant de l'ANC, insistant pour que l'enquête soit étendue au reste de l'armée et aux forces de police. L'ANC souhaite voir « immédiatement rendus publics », les noms « de tous les membres des forces de sécurité impliqués dans des activités criminelles et des tentatives de déstabilisation ».

« Les déclarations du président De Klerk ont confirmé les pires de toutes nos suppositions », a constaté, pour sa part, le chef du Parti démocratique (DP), M. Zach de Beer. « La sincérité du chef de l'Etat » et mesurera en fonction de « l'efficacité avec

laquelle ces gens seront poursuivis et sanctionnés », a-t-il souligné. A l'extrême droite, le Parti conservateur (CP) du pasteur Andries Treurnicht a accusé le gouvernement d'avoir lancé « la chasse aux sorcières au sein des Forces de défense sud-africaines » (SADF).

M. De Klerk avait, jusqu'à présent, défendu avec beaucoup d'énergie les forces de sécurité, refusant systématiquement toutes les accusations portées par l'ANC et les mouvements anti-apartheid contre la police et l'armée. Tout en reconnaissant que certains fonctionnaires pouvaient être opposés aux réformes, il avait toujours affirmé la fidélité du corps des fonctionnaires et de l'armée, chaque fois que ces derniers ont été accusés d'opérations de déstabilisation.

La violence politique a fait plus de sept mille morts dans les quatre années, depuis août 1990, et les scandales qui se sont succédés ne laissent guère de doute quant à la responsabilité de certains services de police ou de l'armée. En niant farouchement l'évidence, le président avait fini par nuire à sa propre crédibilité. Sa réaction au rapport du général Steyn est certainement salutaire. Elle montre qu'il a fait le choix de ne pas - ou de ne plus - fermer les yeux sur les agissements illicites de certains services liés à l'extrême droite blanche, furieuse du démantèlement de l'apartheid et inquiète de son avenir.

La formation de ses décisions s'affirme, en tout cas, au moment opportun. Le gouvernement a rétabli le dialogue avec l'ANC et les deux principaux acteurs de la scène politique se préparent à reprendre bientôt le cours des négociations. Celle-ci devraient conduire à l'organisation d'élections générales, avant la fin de 1993. Reste à savoir comment l'armée, garante de la stabilité des institutions, réagira à la ferme reprise en main de ses services par le chef de l'Etat.

FREDERIC FRITSCHER

membres de l'opposition » effectués dans ce pays. « On ne peut pas tolérer qu'un pays méprise impunément les principes les plus élémentaires de la démocratie », a précisé M. Marin. (AFP)

o MALI : ajournement du procès de l'ex-président Traoré. - Le procès de M. Moussa Traoré, l'ex-président malien renversé en mars 1991, et de trente-deux dignitaires de l'ancien régime a été ajourné jusqu'au 4 janvier à la demande des avocats des accusés et des familles des victimes, a annoncé, vendredi 18 décembre, le président du tribunal. Le procès avait repris le 26 novembre après avoir été suspendu, une première fois, au mois de juin. (AFP)

SOMALIE : acclamés par la population locale

Trois cents militaires occidentaux ont pris le contrôle de Kisimayo

Quelque trois cents militaires occidentaux, américains et belges, sont entrés, dimanche 20 décembre, dans la ville portuaire de Kisimayo, au sud de Mogadiscio, sans rencontrer de résistance.

KISIMAYO

de notre envoyé spécial

On a du mal à imaginer, quand on déambule dans ces rues presque désertes, bordées de terrasses de cafés alanguies et de maisons incupées, que Kisimayo, deuxième port de la Somalie, a subi, jusqu'à la dernière heure, l'angoisse des combats spontanés et des rafales de kalachnikovs. Comme Baidoa quelques jours plus tôt, Kisimayo s'est réveillée, dimanche, provisoirement soulagée.

Peu après le lever du jour, 180 marines et 120 parachutistes belges de la onzième compagnie ont débarqué non loin du port. Deux hélicoptères CH 46 déposaient les premières troupes, tandis que treize chars AAV (Amphibious Assault Vehicles) et six hovercrafts LCAC amenaient le reste des effectifs. Deux hélicoptères de combat Cobra supervisaient les opérations, et la frégate française Duplex se tenait à distance, prête à faire usage de sa force de feu.

Combats

dans les campagnes

Selon le lieutenant-colonel Marc Jacquin, commandant des forces belges, les militaires de la coalition ont pris le contrôle de la ville en une demi-heure, sans rencontrer de résistance, s'emparant des deux points stratégiques que sont le port et l'aéroport. Un marine aurait pourtant signalé avoir été la cible de miliciens isolés. Selon plusieurs sources, deux combattants maraboutisés, partisans de l'ancien dictateur Siyad Barre, se seraient jetés sous les roues des premiers camions, belges pour demander refuge. « Je n'ai jamais vu de gens si heureux », s'est exclamé le responsable de l'UNICEF, M. Devereaux. « Les gens sont venus par milliers sur la plage, ils chantaient, ils dansaient sur le sable ».

Le lieutenant-colonel Jacquin s'est entretenu, à deux reprises, avec le colonel Omar Jess, dirigeant d'une des principales milices opposées au général Aidid. « Il s'est déclaré heureux de notre arrivée, expliquant qu'il nous attendait depuis longtemps. Cela pouvait paraître bizarre d'entendre cela de sa bouche, mais il nous a dit que la population était épuisée par la guerre. Il a l'air fort préoccupé par la sécurité immédiate de cette région », a commenté l'officier belge.

A Kisimayo, comme dans la plupart des villes de province, l'an-

nonce de l'arrivée des forces de coalition en Somalie, début décembre, a eu pour principal effet de provoquer une radicalisation des combats. Les factions rivales, soucieuses de s'assurer une position de négociateur face aux Américains, se disputent le leadership des régions. « Jusqu'à dimanche, les gens ont profité des derniers instants d'autonomie pour régler leurs comptes. D'autres ont tenté de piller, pendant qu'il en était encore temps », explique un observateur occidental.

Entre le 8 et le 10 décembre, les combats à l'intérieur de la ville auraient fait entre « quarante et deux cents morts », selon le coordinateur du CICR en Somalie, M. Thomas Linde. « Il a été difficile d'évaluer le nombre exact des victimes car les blessés n'avaient pas se présenter à l'hôpital », précise-t-il. « 90 % des blessés ont été atteints par balle », signale le responsable de l'assistance chirurgicale de MSF installée dans l'hôpital de la ville, M. Peter Casar. « Un de nos médecins a été tué et une sage-femme a perdu une partie de sa famille », souligne-t-il. L'insécurité a amené certaines organisations humanitaires à réduire leurs effectifs.

Malgré l'installation par le CICR de cinquante-deux cuisines populaires et d'une douzaine de feeding centers, la situation alimentaire reste dramatique. Les paysans qui ont réussi à fuir les zones de combats pour se réfugier à Kisimayo sont à bout de force. « La moitié d'entre eux sont dans un état de dénutrition grave. Au camp de Yulman, sur deux mille réfugiés il en meurt trois à cinq chaque nuit. Nous ne sommes pas encore sortis de là ».

DJIBOUTI : les élections législatives

L'ancien parti unique a remporté un scrutin boycotté par l'opposition

Selon les résultats publiés samedi 19 décembre à Djibouti par le ministère de l'intérieur, le rassemblement populaire pour le progrès (RPP), ancien parti unique, au pouvoir depuis quinze ans, est sorti très largement vainqueur des élections législatives (majoritaires à un tour) du 18 décembre, en rassemblant 72 % des suffrages. Les soixante-cinq sièges du nouveau Parlement lui reviennent de droit. L'unique rival du RPP, le Parti du renouveau démocratique (PRD), dirigé par l'ancien ministre de la santé, M. Mohamed Djama Elabe, a obtenu 28 % des voix.

Plus de la moitié des 140 000 électeurs djiboutiens ont boudé ce scrutin, premier du genre depuis l'instauration du multipartisme, en septembre dernier. L'appel au boycott, lancé par le Front uni de

phase d'urgence », commente le CICR.

Dans les campagnes, sillonnées par les techniques cars, ces camionnettes équipées d'armements lourds, l'horreur est à son comble. A 120 kilomètres à l'ouest de Kisimayo, dans la région d'Asmadu, on fait état de combats sanglants, « où l'on se livre à toutes les atrocités, avec des femmes qui se retrouvent les seins coupés ».

Dans les faubourgs de la ville portuaire, soixante-trois mille personnes déplacées attendent une improbable accalmie. « Dans certains camps, les clans ont désigné les hommes les plus costauds, les plus débrouillards aussi, explique M. Thomas Linde. On leur a donné des semences et on espère qu'ils pourront regagner leur terre. C'est la saison pour planter. Ces derniers jours, les pluies ont été abondantes ».

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

o Attaque d'une position française à Baidoa : trois Somaliens blessés. - Un poste d'observation français, installé à Baidoa, à 250 km à l'ouest de Mogadiscio, a été attaqué, dans la soirée du dimanche 20 décembre, par une dizaine de Somaliens armés, dont trois ont été blessés au cours de la riposte, a annoncé, lundi, le colonel Jean-Pierre Perruche, porte-parole militaire français. Environ 150 militaires français sont présents à Baidoa et ont participé, samedi, aux côtés des marines américains, au désarmement des milices locales. (AFP)

l'opposition, a été entendu, le taux de participation ne dépassant pas, selon les estimations gouvernementales, les 48,5 %, malgré la prolongation in extremis d'une heure et demie de l'ouverture des bureaux de vote.

Cette victoire à la Pyrrhus des partisans du président Hassan Gouled Aptidon n'augure pas d'une rapide décrispation de la vie politique. Les opposants « modérés » du PRD, exclus du Parlement, malgré leur percée électorale, risquent de se radicaliser. La manifestation qu'ils avaient organisée, dimanche après-midi, pour dénoncer les « manipulations » et les « fautes massives » qui ont, selon eux, entaché le déroulement du scrutin, a été violemment dispersée par les forces de l'ordre et plusieurs manifestants ont dû être hospitalisés.

AVEC CINE CINEFIL, MEME VOTRE TELE COULEURS VA TOMBER AMOUREUSE DU NOIR ET BLANC.

ciné CINEFIL

Vos prochains grands rendez-vous du 25 décembre 1992 au 3 janvier 1993 :

- LA KERMESSE HEROIQUE, de Jacques Feyder 1936.
- LAURA, d'Otto Preminger 1944. JUSTICE EST FAITE, d'Andre Cayatte 1950. LE ROI, d'Ingbert 1958. LE CLUB, le magazine Cine Cinefil. Document : LORSQUE LE DESSIN S'ANIME. ACTUALITES ECLAIR, du 28 déc. au 3 janvier de 1993 à 1992.

Sur le CABLE, numéro vert 05 05 20 20 • Sur CANALSATELLITE, téléphone 49 87 23 23

AMÉRIQUES

Quand la Russie retrouve Cuba...

La coopération économique est sur le point de reprendre entre La Havane et Moscou

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Le bras de fer entre réformateurs et conservateurs au sein du gouvernement russe du président Boris Eltsine semble avoir des effets positifs pour le régime de Fidel Castro. Dans le cadre d'une entente de coopération récemment signée à Moscou, les négociateurs cubains auraient obtenu des garanties d'approvisionnement portant sur 3,3 millions de tonnes de pétrole et de produits dérivés pour 1993. La Havane s'engageant à fournir 1,5 million de tonnes de sucre en contrepartie.

C'est un véritable ballon d'oxygène que nous allons donner à Castro, s'insurge le commentateur politique du quotidien russe Izvestia, Evgueni Bay, également vice-président du Comité des droits de l'homme pour la démocratie et l'adversaire déclaré du régime de La Havane. « Les conservateurs prennent de plus en plus de poids au sein de notre gouvernement et exercent de fortes pressions sur Eltsine pour le convaincre de revenir à une position plus amicale à l'égard de La Havane », déplore-t-il. On constate une volonté de renouer les liens économiques sous la pression combinée des conservateurs, qui agissent pour des raisons idéologiques, et des centristes réunis autour d'Arkadi Volski, qui veulent aider l'industrie russe à trouver des débouchés pour ses produits.

Cette année a été catastrophique pour les deux partenaires, qui ont limité leurs échanges commerciaux à un simple accord de troc portant sur 1 million de tonnes de sucre cubain contre 1,8 million de tonnes de pétrole russe. Avant 1990, Cuba faisait près de 90 % de son commerce extérieur avec les pays du bloc soviétique, vendant du nickel, des agrumes, du tabac et 4 millions de tonnes de sucre par an contre des produits alimentaires et industriels, le tout à des prix très avantageux pour l'île des Caraïbes.

Maintien d'une base d'espionnage russe

L'URSS fournissait autrefois, à un prix inférieur au cours mondial, 13 millions de tonnes de pétrole à La Havane, qui en revendait une partie sur le marché international pour obtenir des devises. Les mesures draconiennes imposées par Fidel Castro depuis deux ans ont certes entraîné la paralysie d'une grande partie de l'activité industrielle, mais elles ont aussi permis de réduire substantiellement la consommation d'énergie, au point que Cuba peut désormais « survivre » avec 4 ou 5 millions de tonnes de pétrole par an. La Havane ayant également conclu des accords avec la Kazakhstan et l'Iran - 1,5 million de tonnes et 0,5 million, respectivement - son approvisionnement serait garanti pour 1993.

Les négociateurs cubains auraient également obtenu des compensations économiques (des pièces de rechange pour leur matériel militaire) en offrant aux Russes de conserver leur base de télécom-

munications et d'espionnage électronique de Lourdes, dans la région de La Havane. « Contrairement à la bricole que nous avons commencée à retirer de Cuba, cette base fait partie de notre système de défense et son maintien ne peut être interprété comme un appui au régime de Castro », soutient Alexei Sourkov, un des députés du Soviet suprême qui lui est le plus hostile.

Controverse autour d'un « détail »

A la différence de certains réformateurs qui souhaiteraient une rupture totale avec La Havane, M. Sourkov estime que Moscou doit maintenir des relations économiques avec son ancien allié, ne serait-ce que pour tenter de récupérer une dette évaluée à plus de 20 milliards de dollars. « Les nombreuses usines que nous avons construites pourraient, dit-il, nous fournir leurs produits en guise de remboursement sur plusieurs années. Mais nous devons aussi contribuer à la libération de Cuba car notre gouvernement est en partie responsable de l'implantation d'un régime totalitaire dans ce pays. » Il a donc participé activement à l'offensive politique qui a conduit le gouvernement russe à voter, pour la première fois, en faveur d'une motion condamnant Cuba lors de la dernière réunion de la Commission des droits de l'homme des Nations unies à Genève.

« Notre tâche n'est pas facile, reconnaît-il cependant, car Fidel Castro dispose encore d'un certain nombre d'alliés au sein même de notre gouvernement. » Il est de notoriété publique que l'ambassadeur de Russie à La Havane, Arnold Kalinine, mène une action qui va à l'encontre de la politique de son propre ministre des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, soucieux de se démarquer du régime cubain et d'établir des contacts avec les dissidents et l'opposition en exil.

« La plupart de mes collègues, constate Maria Tchoukova, cubanologue à l'Institut d'Amérique latine de l'Académie des sciences de Moscou, conservent le portrait de Fidel Castro dans leurs bureaux, et les anciens cadres du KGB (service de renseignement de l'ex-URSS) contrôlent encore notre institut », dit-elle, dans le bureau minable et glacé où elle a été reléguée. Pour preuve de l'influence de la vieille garde sur la politique russe à l'égard de La Havane, elle cite l'action, « discrète mais efficace, de l'ancien général du KGB Nikolai Leonov, qui conserve des relations dans l'entourage d'Eltsine et entretient des liens étroits avec les frères Fidel et Raul Castro depuis les années 30 ». Cuba peut également compter sur l'appui de l'ancien ambassadeur d'URSS à La Havane Iouri Petrov, nommé à la tête de l'administration russe par M. Eltsine, dont il suit les pas depuis de nombreuses années.

Le thème cubain est une pomme de discorde dans l'entourage immédiat du président russe (M. Eltsine s'est bien gardé de trancher en

faveur de l'un des deux camps), puisque les réformateurs sont souvent des adversaires déclarés de Fidel Castro alors que M. Petrov n'a pas hésité, dans un entretien publié dans la presse locale, à faire part de son admiration sans bornes pour le dirigeant cubain.

Le directeur adjoint du département des affaires étrangères, Alexei Ernakov, dit appuyer « une évolution démocratique à Cuba dans le cadre du principe de la non-ingérence », tout en affirmant que « les organisations dissidentes sont trop petites pour qu'on puisse en tenir compte et n'offrent pas une véritable option de renouveau ». Cette affirmation fait bondir le député Sourkov : « Si l'opposition est fautive à Cuba, c'est parce que Castro dispose encore d'un puissant appareil de répression. Le plus grand danger pour lui pourrait venir de l'armée, où le malaise est très réel, comme l'indiquent la mise à l'écart de nombreux généraux et la fuite de plusieurs officiers. »

Appel du pied à la France

C'est pourquoi M. Sourkov se dit « surpris » par l'attitude de la France, plus particulièrement par les déclarations faites, le 22 août à La Havane, par Michel Chasseas - alors ministre du budget, - qui avait annoncé des mesures visant à favoriser les investissements français à Cuba. « Ces propos nous ont mis en alerte, affirme M. Sourkov. Le gouvernement français cherchait-il à sauver Castro ? Ce serait rendre un très mauvais service au peuple cubain. »

M. Sourkov est surtout préoccupé par le rôle que pourrait jouer la France dans l'achèvement et la mise en route de la centrale nucléaire de Juraguá, près de la ville de Cienfuegos. Après avoir investi, depuis 1980, l'équivalent de plus de 1 milliard de dollars dans cette centrale de quatre réacteurs de 440 mégawatts chacun, Moscou a décidé de ne pas terminer les travaux qui, selon M. Castro, sont avancés à 70 %. Depuis, La Havane cherche un nouveau partenaire et souhaiterait, d'après M. Sourkov, que ce soit la France ou l'Allemagne.

Selon des ingénieurs de l'usine nucléaire de Turkey-Point (Floride) et des spécialistes cubains partis en exil après avoir participé au chantier de la centrale de Juraguá, celle-ci a été « domagée structurellement » du à l'absence de contrôle des soudures par rayons X. « La Commission internationale de l'énergie, affirme l'un d'eux, n'autorisera jamais la vente de combustible nucléaire à une centrale qui risque d'avoir de graves problèmes de sécurité. De plus, quel que soit le régime en place à Cuba, les États-Unis n'accepteront pas l'ouverture, à 150 kilomètres de leurs côtes, d'une installation qui n'est, après tout, qu'une version améliorée de la centrale de Tchernobyl. »

BERTRAND DE LA GRANGE

COLOMBIE : assassinat du chef des renseignements de la police de Medellin. - Le chef des renseignements de la police de Medellin a été assassiné devant son domicile, samedi 19 décembre, par des tueurs qui pourraient être liés au cartel de la drogue, a déclaré le commandant local de la police. La chaîne de télévision NTC Noticias a, d'autre part, annoncé samedi que Pablo Escobar, le trafiquant de drogue évadé de prison en juillet dernier, avait l'intention de se rendre. Les autorités ont démenti dimanche cette information et affirmé ne pas être en cours de négociation avec Pablo Escobar. - (AFP, AP)

Le Monde ÉDITIONS
LA REPUBLIQUE MENACÉE
Dix ans d'effet Le Pen
Edwy Plenel, Alain Rollat
EN VENTE EN LIBRAIRIE

ASIE

Les élections législatives

Le recul du Kouomintang à Taïwan inquiète les dirigeants de Pékin

Un profond réaménagement des forces politiques à Taïwan est à prévoir après le recul majeur du Parti nationaliste (Kouomintang, ou KMT) lors des élections législatives, samedi 19 décembre. Celui-ci se maintient au pouvoir avec une faible majorité, face à une opposition indépendantiste qui s'est ressaisie. L'événement est considéré avec la plus vive appréhension par Pékin.

PÉKIN

de notre correspondant

Le parti de Sun Yat-sen et Chiang Kai-shek n'a pas perdu la poussière, mais il s'en est fallu de peu : après l'attribution proportionnelle de 36 sièges non soumis au scrutin direct, le KMT, avec seulement 53 % des voix, n'obtient que 96 des 161 sièges du nouveau Yuan législatif. La principale formation d'opposition, le Parti démocratique progressiste (DPP), avec 31 % des voix exprimées, s'adjuge 50 sièges.

Les 15 derniers sièges vont à des indépendants, notamment à deux anciens membres du gouvernement qui avaient démissionné de leurs fonctions, contre l'avis du KMT, pour se présenter sous leur propre bannière. Il s'agit de l'ex-ministre des finances Wang Chiao-shien, qui obtient le plus grand nombre de voix recueillies par un candidat à Taipei, et de M. Jaw Shau-long, ex-patron de l'agence pour l'environnement, qui pulvérise tous les records de popularité dans l'île.

Le résultat de ce scrutin, qui s'est déroulé sans incident majeur après une campagne animée mais sans violence incontrôlée, est considéré comme un revers important qui devrait provoquer une crise au sein du KMT. Celui-ci, qui a été l'artisan de la démocratisation à Taïwan, n'avait jamais obtenu moins de 60 % des voix. C'est « un avertisse-

ment sévère », a concédé son secrétaire général James Soong, avant de présenter sa démission.

Contrairement à l'élection, en décembre 1991, de l'Assemblée nationale - constituante dotée de peu de pouvoirs - l'opposition n'avait pas centré sa campagne sur le thème explosif de l'indépendance de Taïwan, mais sur la dénonciation des malversations encore très présentes au sein du parti dominant. Celui-ci a de plus été victime de ses dissensions internes, de plus en plus patents.

La manière dont allait réagir, face à cette mini-déroute, la direction du parti fondé par Sun Yat-sen, dont la Constitution avait été mise en forme avec l'aide du Komintern, n'était pas perceptible lundi. Le chef de file de l'opposition, M. Hsu Hsin-liang, n'a pas tardé à réclamer la démission du premier ministre, M. Hau Pei-tsun, conservateur d'origine continentale, impopulaire auprès des classes moyennes de souche taïwanaise. Il a annoncé avec emphase l'ouverture d'une « ère de bipartisme ». Encore faudrait-il que le KMT demeure en l'état. M. Jaw a annoncé la formation d'une Alliance pour un nouveau Kouomintang, visiblement destinée à attirer l'aile réformatrice et jeune déjà très « taïwanisée » du vieux KMT, probablement écornée par les aspects rétrogrades du clan conservateur.

Menaces d'intervention

Mais les plus grands perdants dans ce scrutin ne se trouvent sans doute pas dans l'île. Il s'agit du régime de Pékin, qui avait montré les dents quatre jours avant le scrutin, pour dissuader les vingt millions d'habitants de l'île de voter pour l'opposition, allant jusqu'à proférer des menaces explicites d'intervention musclée : « La Chine prendra des mesures résolues pour sauvegarder sa souveraineté et son intégrité territoriale si se font jour des ten-

dances conduisant à une indépendance de Taïwan ou si des puissances étrangères conspirent pour faire éclater la Chine », avait averti le secrétaire général du Parti communiste, M. Jiang Zemin. Le vote de samedi montre à quel point les Taïwanais considèrent comme anachroniques les prétentions de Pékin à lui dicter sa conduite.

La presse communiste a exprimé, par son silence dans les heures ayant suivi les résultats, l'extrême préoccupation des dirigeants chinois. Ce silence contraste avec la célérité mise par Pékin à féliciter samedi le nouveau président sud-coréen, M. Kim Young-sam.

On peut redouter que la Chine populaire durcisse son attitude si le KMT ne parvient pas rapidement à rattraper la situation, si l'on en juge par son attitude dans le différend avec Hongkong. Poursuivant leur campagne de déstabilisation à l'encontre du gouverneur Chris Patten, les médias de Pékin ont réussi à faire chuter la cotation en Bourse de l'une des grandes maisons de commerce qui ont contribué à la prospérité de la colonie britannique, Jardine Matheson, pour la punir du soutien apporté aux projets de libéralisation du gouverneur.

Il a suffi d'un commentaire incendiaire rappelant en termes à peine voilés la fortune de cette maison venue, à l'origine, des bénéfices réalisés par ses fondateurs dans le commerce de l'opium au dix-septième siècle pour provoquer une chute de 6 % des actions de la firme, qui a entraîné avec elle plusieurs autres groupes financiers dans un nouveau tassement de la bourse. M. Patten a accusé Pékin d'outrepasser ses prérogatives par ce comportement. On s'attend pourtant à voir la Chine continuer ce genre d'actions de guérilla politique, compte tenu de la mentalité de fermeté assésée qui caractérise ses chefs.

FRANCIS DERON

Démocratie et développement

par Patrice De Beer

LES « dragons » asiatiques, qui faisaient figure d'exemples d'un dynamisme économique réalisé aux dépens des libertés fondamentales, sont en train de montrer que, désormais, progrès et démocratisation peuvent aller de pair.

L'image traditionnelle de « nouveaux pays industrialisés » sacrifiant les droits de l'homme aux impératifs du développement a pris un sérieux coup de vieux, n'en déplaise aux dirigeants chinois qui s'y raccrochent, avec des lustres de retard, pour justifier leur intransigence politique. Les hasards du calendrier font que, de Séoul à Taipei et de Hongkong à Singapour, cette nouvelle réalité vient de se consolider.

En Corée du Sud, pour la première fois dans l'histoire, un président élu démocratiquement est arrivé au terme de son mandat et les électeurs ont pu choisir librement, vendredi 18 décembre, son successeur. Même si, au combat des droits de l'homme qu'éprouvait M. Kim Dae-jung, ils ont préféré son rival Kim Young-sam, plus modéré et insaisissable. Dénoncé par les étudiants qui avaient renversé en 1987 la dictature militaire, rien ne laissait présager que M. Roh Tae-woo, ex-général devenu président, allait devenir l'artisan de la consolidation, certes lente et imparfaite, de la démocratie. Le civil qui va entrer à la Maison Bleue sait qu'il ne devra plus son pouvoir à une armée jadis toute-puissante.

La campagne a certes été rude, émaillée d'irrégularités, voire de pressions en faveur du candidat officiel, M. Kim Young-sam. Mais elle n'a pas empêché les Sud-Coréens de se prononcer en toute indépendance, et, en tout cas, avec plus de liberté que leurs frères du Nord. Il sera désormais difficile d'éventuels pureschismes de remettre en cause le verdict des urnes. Et surtout de reprendre les rênes à une nouvelle classe moyenne qui, après avoir trimé des décennies pour développer le pays, refuse de voir le pouvoir confisqué par des officiers dont la

seule compétence est d'être armés. Un phénomène que l'on retrouve d'ailleurs dans bien d'autres pays asiatiques.

A Taïwan, depuis que M. Chiang Ching-kuo a lancé, au milieu des années 80, le processus de démocratisation, l'évolution a été au moins aussi rapide. L'actuel président, M. Lee Teng-hui, est membre du KMT, replié dans l'île depuis 1949, mais il est aussi le premier Taïwanais d'origine à accéder à la magistrature suprême. Et c'est de justesse que le KMT a remporté le scrutin de samedi. Mieux encore, le principal parti d'opposition, le DPP, avait pu, il y a un peu plus d'un an, mettre à son programme une ligne indépendantiste modérée - « crime » jusqu'alors passible de prison - sans susciter de réactions autres que verbales de la part du pouvoir.

L'effacement des militaires

A Taïwan comme en Corée du Sud mais aussi en Thaïlande, l'armée - qui justifiait son emprise au nom de l'anticommunisme - retourne lentement et sans enthousiasme vers ses casernes. Certains officiers acceptent mal cette mise à l'écart et la perte des avantages matériels qu'elle risque d'impliquer. Mais la situation a tellement évolué en Asie au cours des dernières années qu'un retour en arrière paraît de plus en plus improbable.

A Singapour, le État également longtemps adepte du parti unique de fait, le premier ministre, M. Goh Chock Tong, remettait en jeu samedi son mandat de député. Il courait peu de risques face à une opposition éclatée et affaiblie par trente années de marginalisation, et il s'est emporté aisément avec 73 % des voix. Néanmoins, il avait jugé nécessaire de perdre pour le jeu, pour assésor sa légitimité, encore fraîche et fragile, de successeur de M. Lee Kuan Yew. Le temps n'est pas encore venu pour son Parti d'action populaire (PAP) d'accepter l'idée qu'un jour le pouvoir puisse lui échapper, même

démocratiquement. Mais, du moins, les opposants ne sont plus comme avant victimes de chasses aux sorcières.

Reste Hongkong. La situation y est différente car la puissance coloniale britannique tout comme la Chine - à laquelle le territoire doit revenir en 1997 - s'y étaient, jusqu'à récemment, entendues pour éviter à sa population les rigues de la démocratie élective. Les choses ont changé depuis l'automne, avec la décision du nouveau gouverneur, M. Chris Patten, de faire profiter les Hongkongais des libertés explicitement et implicitement prévues par la Déclaration commune de 1984. Mai lui en a pris, M. Deng Xiaoping n'acceptant pas de voir, à ses portes, des Chinois montrer l'exemple d'une démocratie qui marche. Même s'il faut, pour cela, faire fi des accords signés, et de l'image de havre doré pour investissements étrangers que s'efforce de donner Pékin depuis treize ans.

Face à cette évolution spectaculaire des « Dragons » asiatiques, les législatives organisées dimanche dans un Laos toujours contrôlé par le Parti communiste, prennent un aspect anachronique, voire pathétique. Mais il ne faut pas oublier que l'Asie, symbole d'une voie originale vers le développement et les libertés, reste également le conservatoire des derniers régimes staliniens, de la Chine à la Corée du Nord et au Vietnam, et que certains pays, comme le Birmanie ou, dans une moindre mesure, l'Indonésie, demeurent, à leur manière, des régimes militaires d'un autre âge.

SRI-LANKA : treize morts dans un affrontement entre armée et Tamouls. - Quelque deux cents « Tigres » du Front de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) ont attaqué, dimanche 20 décembre, des positions de l'armée sri-lankaise, dans le nord-ouest de l'île. Le combat, qui a duré près d'une heure, fait dix morts chez les gouvernements et au moins trois victimes parmi les séparatistes. - (Reuters)

LE MONDE diplomatique

Seizième volume de la collection « Manière de voir »

EST-CE LA FIN DU RÊVE AMÉRICAIN ?

Au terme de douze ans de confrontation avec l'Union soviétique et de tentatives pour enrayer leur déclin économique, les États-Unis ont gagné la première bataille et perdu la seconde.

Être la seule superpuissance ? L'Amérique y est certes parvenue, mais dans quel état ? Sur les décombres financiers et sociaux de douze ans de néolibéralisme et de déréglage, l'architecture du « nouvel ordre mondial » se prépare, sous la pression de l'opinion, à privilégier sa reconstruction interne. Quels sont ses atouts internationaux ? Quels sont ses handicaps structurels ? Où en est le rayonnement de sa culture ?

« Manière de voir » fournit les repères de l'action du prochain hôte de la Maison Blanche.

ÉTATS-UNIS, FIN DE SIÈCLE

Le Monde ÉDITIONS

LA REPUBLIQUE MENACÉE

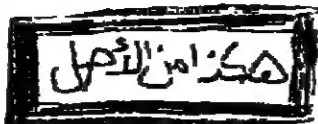
Dix ans d'effet Le Pen

Edwy Plenel, Alain Rollat

EN VENTE EN LIBRAIRIE

ANIE

du Kouomintang a Taiwan
les dirigeants de Pékin



Le Monde • Mardi 22 décembre 1992 • 7

PROCHE-ORIENT

En attendant la décision de la Cour suprême israélienne

La population des territoires occupés vit dans l'angoisse

Le Liban refusant toujours d'accueillir les 415 expulsés palestiniens - selon le dernier chiffre de l'armée israélienne - la Cour suprême de l'Etat juif, saisie par leurs avocats, devait décider lundi 21 décembre du rapatriement, très éventuel, des intéressés dans leurs foyers.

JERUSALEM

de notre correspondant

Grèves, couvre-feu, manifestations, affrontements, six morts, une tension extrême. Tandis que la Cour suprême d'Israël examinait lundi à Jérusalem les nouveaux recours déposés par les avocats des expulsés, un climat d'attente angoissée s'abattait sur les deux millions de Palestiniens qui vivent dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza.

Que se passera-t-il lorsque l'armée sera contrainte de lever le blocus qu'elle impose aux Palestiniens

depuis près d'une semaine? Nul ne le sait. Réaffirmant dimanche soir sa conviction d'avoir pris « la meilleure décision possible », le premier ministre, M. Itzhak Rabin, s'entête et répète à qui veut l'entendre qu'il n'est pas question de se conformer à l'invitation du Conseil de sécurité de l'ONU. Les personnes « temporairement déplacées » ne seront rapatriées que si la Cour suprême l'ordonne. Pour le reste, convaincu que la pression internationale va diminuer à l'approche des fêtes de fin d'année, M. Rabin n'est pas inquiet : « Le processus de paix se poursuivra ».

Ce n'est pas l'avis des Palestiniens, fort inquiets de la suite possible des événements. Mais une chose est sûre : en expulsant de leurs foyers quatre cent quinze personnes dont aucune n'a été, en l'espèce, ni jugée ni même inculpée de quelque crime que ce soit, M. Rabin semble avoir refusé l'impossible : son action a uni les activistes fondamentalistes du Hamas et du Jihad islamique, avec les nationalistes laïcs proches ou non de l'OLP. Après une pre-

mière manifestation commune vendredi à Gaza (le Monde du 19 décembre), le Hamas et la « direction unifiée » du soulèvement palestinien ont distribué dimanche un premier tract commun, appelant à « combattre ensemble l'oppression israélienne ».

Organe clandestin créé quelques semaines après le début de l'intifada en décembre 1987, la « direction unifiée » du soulèvement était dominée par les factions de l'OLP, le Fath de M. Yasser Arafat en tête, et ne comprenait aucune organisation islamiste. Nul ne peut préjuger de la solidité de cette union due aux circonstances, entre deux mouvements aussi diamétralement opposés - l'OLP admet notamment l'existence d'Israël, alors que le Hamas et les autres veulent la disparition de « l'entité juive ».

La participation éventuelle du Hamas à une réunion de l'OLP à Tunis - qui s'est ouverte samedi après « le crime » israélien, constituera un test important. On note déjà que M. Arafat, qui comparait

naguère les activistes islamistes aux « zoulous » conservateurs qui s'opposent à l'ANC en Afrique du Sud et qui fustigeait le financement iranien du Hamas, a changé de ton : le Hamas est devenu cette semaine une « force patriotique ». Il est vrai que les militants de l'OLP et surtout les notables qui négocient avec Israël dans le cadre du processus de paix sont désormais placés dans une situation impossible.

Les négociateurs palestiniens dans l'embarras

« Le soutien au Hamas dans les territoires est loin, très loin d'être négligeable », nous confiait l'un d'eux. Sans aller jusqu'à ajouter foi aux dernières « révélation » israéliennes - selon lesquelles le Shap Beth aurait arrêté au début du mois sept activistes islamistes qui s'apprêtaient à commettre un attentat contre une école juive religieuse et à « assassiner Fayed Hussein », numéro un virtuel de l'OLP dans les territoires, - les négociateurs palestiniens ne sont pas à leur aise. « Ceci explique qu'ils protestent avec autant

de vigueur », écrit avec un bel ensemble la presse israélienne.

Dimanche, au cours d'une réunion à Jérusalem-Est, la première du genre, des personnalités du camp modéré comme M. Sari Nousseibeh, un proche de M. Hussein, ont partagé la tribune avec un des colémas réputés, pour certains, sympathisants du Hamas, M. Nousseibeh a promis que les Palestiniens ne laisseraient pas passer les expulsions sans réagir et affirmé, sans aller plus avant : « Notre opinion publique ne soutient plus le processus de paix ». Discutant ensuite avec quelques journalistes, l'universitaire a ajouté : « Si l'on prend au Hamas comme les Israéliens l'ont fait, c'est le favoriser... »

En tout cas, les hommes de la « direction unifiée » du soulèvement ont signé avec le Hamas un accord appelant leurs « unités combattantes à coopérer sur le terrain ». En clair, les « partisans noirs », les « faucons du Fath », les « stigmates rouges », les « commandos Azzedine-al-Kassam » et tous les groupuscules armés qui se réclament des différentes factions de la lutte palestinienne devraient join-

dre leurs forces et multiplier les attaques contre « l'occupant ». L'armée prend suffisamment la menace au sérieux pour avoir renoué avec les soldats de très sévères consignes de sécurité dans leurs déplacements en Cisjordanie et à Gaza.

Les effectifs ont également été renforcés dans les territoires, mais il s'agit là surtout de prévenir les émeutes qui pourraient éclater en Cisjordanie, aussitôt que les mesures de couvre-feu et de bouclage mises en place un peu partout auront été levées. Samedi, déjà, la levée temporaire du couvre-feu total imposé sur Khan Younis (bande de Gaza) depuis plusieurs jours, a donné lieu à des affrontements extrêmement violents. Six Palestiniens, dont une fillette de neuf ans, ont été tués par balles. Dimanche, de nouvelles manifestations violentes ont éclaté au même endroit (six blessés), puis à Naplouse et Jérusalem-Est. A trois jours de Noël, Hébron et Bethléem restent bouclées par l'armée.

PATRICE CLAUDE

Les Palestiniens pris entre deux feux

Suite de la première page

« Il y a, ici, dit le docteur Salem Ahmad Salame, trente titulaires de doctorat qui viennent des universités de Gaza, Naplouse ou Hébron et quatorze médecins » qui soignent les éclopés en tout genre.

« Ceux qui sont là ne sont pas les gens qui descendent dans la rue », déclare, en connaissance, le docteur Abdel Aziz Al Rantissi, pédiatre à l'hôpital islamique de Gaza, et une des principales figures du Hamas. « Aucun des militants liés aux opérations militaires n'a été expulsé », dit-il. En déportant les intellectuels, les Israéliens cherchent à casser la société palestinienne et à faciliter ultérieurement la déportation des autres. »

accepte, ils recommenceront, et, la deuxième fois cela fera moins de bruit et la troisième on n'en parlera plus. Notre choix est ici ou chez nous et rien d'autre. » Hussein, vingt-deux ans, commerçant, n'avait, lui, jamais connu la visite de l'armée. Le bras en écharpe à la suite des coups qu'il a reçus des soldats israéliens dans la bus, où, comme la plupart, il a passé trente-six heures sans boire ni manger, il demande : « Si on nous reproche quelque chose, qu'on nous juge. Même le criminel nazi Demanjuk a eu droit à un jugement. Pourquoi pas nous ? »

Près d'un torrent glacé, seule source d'eau à proximité, une dizaine d'hommes font leur toilette grâce à un don de la Croix-Rouge qui a fourni à chacun serviette, brosse à dents, savon, shampoing et objets de première nécessité, avant de passer la main à l'Office des Nations unies pour le secours aux réfugiés de Palestine (UNRWA), dont le responsable des opérations, M. Franke De Jonge, est venu, de Vienne, étudier la situation.

« J'ai les pleins pouvoirs pour aider ces gens, affirme-t-il, mais nous ne devons pas être responsables de la création d'un nouveau camp. Nous ne devons pas créer ici quelque chose de permanent ou même de semi-permanent. C'est pour cela que ma principale préoccupation n'est pas tant la satisfaction des besoins immédiats que la

recherche d'une solution. » Cello-ci, pour l'instant, n'appartient pas et la détermination des expulsés à rester là où ils sont n'a d'égalé que celle du gouvernement libanais à ne pas les laisser entrer dans le territoire sous son contrôle.

Un no man's land

Unanime, la classe politique libanaise est, pour une fois, en accord avec la population et, dans son homélie dominicale, le patriarche de l'Eglise maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, a durement condamné ces expulsions : « C'est la preuve d'un déclin flagrant des valeurs », a-t-il dit. On est le respect des droits de l'homme lorsque des gens sont arrachés à leur terre et jetés comme des déchets en plein air, sur la terre d'autrui ? »

Les Palestiniens appuient pleinement la position de Beyrouth et,

bien qu'empêché par l'armée libanaise, pour des « raisons de sécurité », de se rendre auprès des expulsés, M. Chafiq Al Hout, représentant de l'OLP au Liban et membre de son comité exécutif, estime « courageuse et positive » l'attitude du gouvernement libanais. « Si ceux-là passent, dit-il, cela constituera un précédent et demain il y aura mille personnes. La position du Liban est juste. »

Pour contrer les affirmations israéliennes selon lesquelles les expulsés se trouvent en territoire libanais et ne sont donc pas dans un no man's land, le gouvernement de Beyrouth pourrait bientôt restreindre aux seules organisations humanitaires l'accès au camp. En fait, les expulsés sont bien dans un no man's land, entre le dernier point d'occupation de l'armée israélienne et à 6 kilomètres du premier barrage de l'armée libanaise, qui donne accès au reste du pays.

comme force politique », affirme un dirigeant, qui ajoute : « Le fait que le Hamas réponde à l'invitation de Yasser Arafat et se rende à Tunis est une étape qui va aider les deux parties. Cela peut permettre à l'OLP de corriger les erreurs commises pendant les négociations de Washington et encourager le Hamas à être plus réaliste quant au processus de paix. »

Pour Souheil, professeur depuis dix-sept ans dans une école de l'UNRWA à Rafah, les choses sont plus simples. « Cette fois c'est nous, dit-il, mais nos camarades du Fatah savent déjà que la prochaine fois ce sera eux. Face à Israël nous ne devons faire qu'un. »

FRANÇOISE CHIPAUX

A la suite d'une médiation du président égyptien L'Arabie saoudite et le Qatar règlent leur conflit frontalier

Après de longues tractations, et grâce à une médiation du président égyptien, M. Hosni Moubarak, l'Arabie saoudite et le Qatar ont signé, dimanche 20 décembre, à Médine, un accord réglant leur différend frontalier sur la base d'un incident armé le 30 septembre. Selon un communiqué commun, les deux pays ont décidé d'ajouter à cet accord, en outre, à leur accord frontalier signé le

4 décembre 1965, « une carte reconnue par les deux pays signataires, précisant le tracé définitif de leur frontière et contraignant pour les deux parties ».

Ils ont également décidé de former une commission mixte chargée du bornage de la frontière « conformément à la carte » fixant la nouvelle frontière. - (AFP)

EN BREF

o **BAHREIN** : Manama se dote d'un Conseil consultatif. - L'émir de Bahrein, cheikh Issa Ben Salameh Al Khalifa, a annoncé dimanche 20 décembre par décret la création d'un Conseil consultatif de trente membres, nommés par l'émir et chargés de « donner des avis » sur la politique du gouvernement. Le Conseil sera désigné pour quatre ans renouvelables. L'Assemblée nationale bahreïnienne avait été dissoute en 1975 par l'émir pour « obstruction » au travail du gouvernement. - (AFP)

o **START 2** : M. Bush parle de « progrès ». - Le président américain George Bush a évoqué des « progrès » dans les discussions sur la réduction des armements stratégiques, après un entretien téléphonique dimanche 20 décembre avec

le président russe Boris Eltsine. « Nous ne sommes pas entièrement d'accord, mais nous avons fait des progrès », a-t-il déclaré. Vendredi à Pékin, M. Eltsine avait annoncé que le traité START 2 serait signé lors d'un sommet en janvier. La Maison Blanche n'avait pas confirmé et avait souligné que « les négociations se poursuivent d'arrache-pied ». - (AFP)

o **Hassan II reçoit M. Chirac**. - Hassan II a reçu, samedi 19 décembre, à Fès, où il séjourne actuellement, M. Jacques Chirac, en visite privée au Maroc. Aucune indication n'a été fournie sur la teneur de ce tête-à-tête. La dernière rencontre entre le président du RPR et le roi remonte au mois de février 1991. - (AFP)



BOURBON WILD TURKEY.*
UNE FORMULE
JALOUSEMENT GARDÉE
PAR UNE DINDE SAUVAGE
DANS UN
COFFRE-FORT DE 70 CL.

WILD TURKEY
Kentucky Straight Bourbon

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

POLITIQUE

L'affaire du sang contaminé

L'Assemblée nationale et le Sénat ont voté à la quasi-unanimité la mise en accusation des trois anciens ministres

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté dans les mêmes termes, samedi 19 et dimanche 20 décembre, la proposition de résolution visant à renvoyer M. Laurent Fabius, M. Edmond Hervé et M. Georges Dufloix devant la Haute Cour de justice au motif de non-assistance à personne à danger dans l'affaire du sang contaminé. Cette proposition doit être communiquée par le président du Sénat, M. René Monory, au procureur général près la Cour de cassation, qui la transmettra à son tour au président de la Haute Cour, M. Louis Brives, sénateur (Rassemblement démocratique), et au président de la commission d'instruction. Composée de cinq magistrats titulaires issus de la Cour de cassation, cette commission aura la charge d'apprécier les faits reprochés aux trois anciens ministres et d'ordonner, s'il y a lieu, leur renvoi devant la Haute Cour.

A 17 h 35, dimanche 20 décembre, M. Fabius, M. Hervé et M. Dufloix ont été renvoyés en Haute Cour. Devant un hémicycle presque désert, M. Monory annonce les résultats du scrutin. Par 266 voix contre 1, le Sénat vient d'adopter la proposition de résolution votée, samedi, à l'Assemblée nationale. En deux jours, les parlementaires ont mis fin à deux mois d'hésitations, d'émotions et de querelles.

Exceptionnelle, la procédure de la Haute Cour de justice semble engagée sans émotion ni gravité. L'émotion, pourtant si présente au cours de la première séance à l'Assemblée nationale, le 16 décembre, lorsque M. Hervé était monté à la tribune, ne s'est pas retrouvée. Comme si la passion avait enfin cédé à la raison devant la volonté affichée par les deux Assemblées d'en finir coûte que coûte et d'offrir à une opinion publique désorientée une décision symbolique avant la fin de la session

ordinaire du Parlement. Samedi après-midi, à l'Assemblée nationale, les députés ont l'impression d'assister à une redite. Les voici saisis d'une nouvelle proposition de résolution, trois jours après avoir rejeté celle du Sénat, mais, cette fois, aux noms de M. Hervé et de M. Dufloix, au lieu de M. Fabius. À sa propre demande, celui de M. Fabius. C'est encore à M. Didier Migaud (PS) que revient la tâche difficile de rapporter la proposition de la commission spéciale et, surtout, de justifier le revirement des socialistes.

« J'entends parler de volte-face, de palinodie, de honte, dit-il. Qui, le groupe socialiste, auquel j'ai l'honneur et la fierté d'appartenir, n'a pas voté, mercredi, un texte qui a certain nombre de ses membres avaient, la veille, approuvé. Pour certains, la raison se trouvait dans le fait que M. Hervé, très représentatif de l'émotion, ne pouvait pas être traité de la même manière que M. Fabius, qui n'est pas un homme dont on a la conviction que rien ne peut lui être reproché. » « Que des députés aient montré qu'ils étaient aussi des hommes, des hommes, et non des robots, c'est-ce si indigne ? (...) La décision que nous allons prendre, conclut M. Migaud, constituera un précédent dont tout gouvernement, toute majorité politique, devra tenir compte. »

Une procédure inadéquate

Lorsqu'il s'avance, à son tour, vers la tribune, M. Fabius sait qu'il est attendu tant par l'opposition, hostile et sévère à l'égard de ses tergiversations, que par le groupe socialiste, qui a douté, un temps, de son sens de la solidarité. La droite, très représentée dans l'hémicycle, ne lui accorde même pas le silence digne qu'elle avait observé pendant le discours de M. Hervé. Aucun des arguments de M. Fabius ne trouve grâce à ses yeux. Elle n'hésite pas à affirmer l'évocation du « parti de gauche » et refuse même au premier secrétaire du PS le bénéfice du respect dû à un homme qui prend le risque, selon sa propre formule, « de faire basculer une vie ».

Rassurée, la famille socialiste applaudit debout son premier secrétaire, comme elle l'avait fait pour

M. Hervé trois jours plus tôt, avant d'interrompre avec la même violence les orateurs de la droite. L'impression de redite revient lorsque M. Jacques Toubon (RPR), puis M. Charles Millon, président du groupe UDF, se succèdent à la tribune. Leurs arguments n'ont pas changé depuis mercredi. L'opinion publique, martelent-ils, veut que

suspicion particulière sur les deux autres anciens ministres concernés. « La vie nous place parfois dans des situations dramatiques, observe M. Jacques Barrot, président du groupe centriste, mais notre rôle, c'est de faire en sorte qu'appelés, les uns ou les autres, à un moment de notre existence, assurent des responsabilités difficiles, nous soyons du



toute la lumière soit faite sur la réalité des faits et leur chronologie exacte. Pour M. Millon, cette exigence s'impose à tous, même si, souligne-t-il, « nous partageons l'inquiétude d'un homme politique qui, proclamant son innocence, ne comprend pas que la Haute Cour puisse être saisie pour rendre la justice » et même si certains, sur tous les bancs, peuvent être « troublés parce que cela pose le problème de la responsabilité politique, civile et pénale des hommes politiques ».

L'orateur communiste, M. Louis Pierna, ne dit pas autre chose en soulignant que les parlementaires ont « une responsabilité politique à l'égard de la Haute Cour ». « Cette responsabilité, ajoute M. Pierna, était par avance contestée si le premier ministre n'était pas concerné par la procédure que nous engageons. Le seul fait de l'écarter faisait peser une

moins assurée que ces responsabilités sont clairement définies. »

A gauche comme à droite, au moment où ils vont envoyer trois de leurs députés à la Haute Cour de justice, tous les orateurs s'accrochent à cette procédure inadéquate. M. Millon exprime l'espoir que, « à l'avenir, on ne demandera pas à des collègues de juger d'autres collègues ». M. Pierna, comme M. Barrot, regrette qu'une révision constitutionnelle n'ait pu voir le jour sur ce point précis. Ces professions de foi sont jugées bien tardives par les socialistes.

A l'heure du scrutin, ces réserves s'effacent : par 518 voix contre 1, sur 525 votants, tous les groupes de l'Assemblée nationale adoptent la proposition de résolution. Seuls une vingtaine de députés socialistes, dont M. Hervé (Ille-et-Vilaine), refusent de changer le vote qu'ils avaient

émis le 16 décembre. « Qu'il y ait un deux ou trois ministres concernés ne change rien à mon appréciation », explique dans un communiqué, pour justifier son abstention, M. Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine), président de la commission de la défense. « Utiliser la Haute Cour pour autre chose que la haute trahison et l'atteinte à la sûreté de l'Etat constitue, selon moi, un détournement de l'esprit de nos institutions ». Pour M. Denise Cachoux (Nord), les raisons qui l'avaient conduite à ne pas participer au vote de mercredi valent toujours : ni la nouvelle initiative de M. Fabius qui l'avait « choquée », ni y a trois jours, en refusant d'exprimer publiquement sa solidarité avec ses deux anciens ministres ni « l'exigence de vérité » ne justifient, estime-t-elle, le recours à « une procédure injuste ».

Les chefs d'accusation

Autre décor, même débat « douloureux », le lendemain, au Sénat. « Au-delà des polémiques et des querelles, bien mal venues en pareil cas, observe M. Claude Estier, président du groupe socialiste, vous devez tous avoir conscience que s'accuser soi-même de délits que l'on n'a pas commis n'est pas une décision facile à prendre. » Néanmoins, au nom de l'impérieux « droit de savoir » des victimes du sang contaminé, M. Estier annonce que les sénateurs socialistes « ne se déroberont pas à la recherche de la vérité et de la justice » et voteront la proposition de résolution.

La droite, majoritaire au palais du Luxembourg, ne s'abandonne pas, d'ailleurs, sur l'initiative indéfinie du premier secrétaire du Parti socialiste. Soucieuse avant tout d'aboutir, elle ne prend pas le risque de bloquer, par des polémiques, une procédure qu'elle a elle-même engagée et qui doit permettre, comme le souligne le rapporteur, M. Charles Jolibois (RPR, et ind.), de « donner des juges à une affaire qui le mérite plus que n'importe quelle autre ». Pour autant, les sénateurs de l'UDF et du RPR n'entendent pas être « dupes », selon l'expression de M. Jean-Pierre Fourcade (RPR, et ind.).

« La procédure qui s'ouvre, explique-

l-il, est aussi celle de l'action gouvernementale des années 1983, 1984 et 1985 (...). Des cabinets ministériels regorgeant de conseillers de toutes sortes, des comités interministériels qu'on laisse présider par des conseillers techniques, des décisions graves qu'on renvoyait à des directeurs de cabinet ou à des services administratifs désorientés par l'action de leur ministre ou du gouvernement, voilà le vrai dysfonctionnement qui est à l'origine des drames rencontrés par la suite. »

Toutefois, le président de la commission des affaires sociales annonce clairement que son groupe n'hésitera pas à « élargir le domaine des chefs d'accusation » si la commission d'instruction en fait la demande au Parlement. Cette « menace » est également agitée par MM. Etienne Dailly (Rassemblement démocratique) et Marc Lauriol (RPR). Ce dernier se félicite toutefois de la présence de M. Fabius aux côtés des deux anciens ministres, conformément à ce qu'avait souhaité son groupe. Il relève, aussi, que, des trois infractions visées initialement par le Sénat, la non-assistance à personne en danger, seule retenue par l'Assemblée, est celle que le code pénal sanctionne le plus gravement, à condition, bien sûr, qu'on ne lui oppose pas la prescription.

C'est avec soulagement que M. Daniel Hoffel, président du groupe de l'Union centriste, voit, pour sa part, venir la fin de la phase politique de la procédure de mise en accusation. « Nos hésitations, remarque-t-il, traduisent nos déclinements de conscience, sont à l'honneur du Sénat (...). Maintenant, il faut en finir avec la procédure parlementaire pour qu'enfin les magistrats soient saisis de ce dossier. (...) Il leur appartient de poursuivre, avec toute la sérénité nécessaire, leurs investigations. »

A 17 h 35, quelques heures avant la fin de la session ordinaire, le Sénat confirme le vote de l'Assemblée nationale. Députés et sénateurs ont fini leur travail. La procédure de la Haute Cour ne fait, elle, que commencer.

GILLES PARIS
et PASCALE ROBERT-DIARD

Le mur d'affaires

Suite de la première page

Jadis, la gauche se brisait contre le « mur d'argent ». Dans les années 80, elle s'est heurtée à la demande de droit, sans parvenir à faire la preuve de sa sincérité. Elle a appris à s'accommoder, avec plus ou moins de bonheur, des impératifs économiques, mais à trop vouloir ruser, d'enquête retardée en amnistie, avec l'impératif d'égalité devant la loi elle a frustré une aspiration qu'elle avait elle-même nourrie et elle a pu justifier l'accusation de duplicité. De même qu'en 1984, dans la querelle scolaire, le PS avait dû faire face à la combinaison d'un relâche conservateur et d'une revendication de liberté contre le « tout-Etat » qui était vivace dans une partie de son propre électorat, de même les « affaires » l'ont mis aux prises avec un droit trop honteux de pouvoir faire passer des socialistes pour de vulgaires délinquants, mais, aussi, avec un « peuple de gauche » qui ne pouvait admettre que ses représentants paraissent se dérober à la justice.

Les conséquences politico-judiciaires du drame du sang contaminé s'inscrivent ainsi dans la suite des affaires de fausses factures et autres délits, commis à des fins de financement collectif (les systèmes Urba et Sages) ou personnel (M. Boucheron), reprochés à des élus socialistes. Le lien entre l'une et les autres est dans le comportement du pouvoir devant une exigence de transparence et, s'il y a lieu, de sanctions. En qualifiant de nouvelle auto-amnistie le premier vote des députés socialistes, qui avaient refusé, le 16 décembre, toute mise en accusation devant la Haute Cour, M. Jacques Toubon, doublement de mauvaise foi - les parlementaires ne s'étaient pas « amnésiés » en 1990, le refus de la Haute Cour n'était pas un dérobade, - avait néanmoins frappé juste.

M. Laurent Fabius ayant finalement décidé de reprendre la place qu'il avait revendiquée, un mois auparavant, au premier rang des socialistes sommés de rendre des comptes, et les députés ayant, de leur côté, pris conscience du malentendu provoqué par leur acte de solidarité envers l'un des leurs,

les conditions sont maintenant réunies pour qu'à travers une procédure de Haute Cour dont l'opposition reconnaît elle-même qu'elle est inadéquate, ce que M. Mitterrand avait appelé le « partage des responsabilités » entre le pouvoir médical et le pouvoir politique puisse être dit à la condition, du moins, que la vigilance de « l'opinion » s'exerce autant vis-à-vis de la droite, lorsqu'elle détiendra dans quelques mois les leviers de la machine parlementaire et judiciaire, qu'elle a pesé sur la gauche, au cours des derniers mois, pour imposer la mise en jugement de ses responsables, présumés coupables.

Rite sacrificiel

Placé au centre des enjeux politiques de l'affaire du sang contaminé pour des motifs qu'a justifiés l'opposition en parlant d'« expiation » et de « rite sacrificiel », M. Fabius risque de payer le prix de ses tergiversations. Son bilan personnel, à ce stade de l'intrigue, est contrasté. Son erreur d'appréciation, au début de la semaine, lorsqu'il avait indiqué qu'il estimait son innocence suffisamment démontrée par le fait que la droite ne demande pas sa mise en accusation, ne peut qu'être inscrite au débit d'un homme politique qui n'a su mesurer, alors, ni la nécessité de mériter la confiance d'un parti qui s'était longtemps refusé à lui ni l'attente de l'opinion à son égard.

Les doutes d'une partie des socialistes envers leur récent premier secrétaire n'étaient pas encore assez lointains pour ne pas être réveillés par la manière dont il saisissait la porche tendue par les droits et semblait passer par profits et pertes la mise en accusation de M. Georges Dufloix et de M. Edmond Hervé - de M. Hervé, surtout. Il a méconnu, en outre, l'interrogation qu'il suscitait dans le pays et qui ne pouvait se satisfaire de l'arbitrage rendu en sa faveur par les sénateurs de l'opposition.

Il reste qu'ayant été placé devant ces deux réalités M. Fabius s'est rendu sans barguigner et sans hésiter devant ce qui ferait reculer plus d'un. La traduction en Haute Cour est l'une des rares épreuves, peut-

être la seule, qui puisse aboutir à une véritable mort politique pour celui à qui elle est infligée. Même s'il ne s'agit pas pour elle, en l'occurrence, d'avoir à connaître d'une accusation de « haute trahison », la Haute Cour n'en est pas moins l'incarnation vague, tributaire des circonstances et synonyme d'indignité et d'incapacité majeure. Le risque encouru volontairement par M. Fabius, c'est celui de la déchéance, alors même que ses adversaires étaient, bon gré, mal gré, résolus à l'en exempter faute de charges.

Si le premier secrétaire du PS a pris ce risque, c'est parce qu'il a jugé que son avenir, lié à celui de son parti, exigeait ce sacrifice. Il n'est pas sûr, pour autant, que son autorité et celle du PS, indissociablement, n'aient pas été trop gravement mises à mal par les péripéties de la semaine dernière pour que d'autres ne jugent pas l'heure venue de tenter leur propre chance. Alors que M. Bernard Lapie, qui a bénéficié d'un non-lieu dans l'affaire qui l'avait opposé à son ancien associé, M. Georges Tranchant, laisse entendre qu'il pourrait revenir au gouvernement, M. Bernard Kouchner et M. Ségolène Royal préparent des initiatives pour le mois prochain afin de donner à la majorité sortante un autre visage que celui d'un parti dont le lien avec le pays semble irrémédiablement affaibli. M. Pierre Bérégovoy, encouragé par l'Élysée, postule avec insistance au rôle de fédérateur d'un « camp du progrès » dont le PS ne serait pas, en tant que tel, la force dirigeante.

M. Fabius et les socialistes sont menacés de devoir endosser le passé de ces onze années de pouvoir de la gauche, tandis que d'autres jouiraient du privilège de préparer l'avenir. Or, la défection à laquelle l'ancien premier ministre et le PS ont pris sur eux de répondre vise autant le pouvoir dans son ensemble, autrement dit, d'abord, le président de la République. Celui-ci a exprimé, à l'occasion, sa compassion pour les victimes du sang contaminé, qui sont en droit, avait-il dit le 9 novembre dernier, de s'estimer redevables d'une demande de pardon. Pour ce qui est de la responsabilité, M. François Mitterrand renvoyait aux ministres. Et à la Haute Cour.

PATRICK JARREAU

L'analyse du scrutin

A l'Assemblée nationale...

La proposition de résolution visant à renvoyer M. Laurent Fabius, M. Edmond Hervé et M. Georges Dufloix devant la Haute Cour de justice a été adoptée à l'Assemblée nationale par 518 voix contre 1 sur 525 votants.

Ont voté pour : 25 PC sur 26; 238 PS sur 266; 37 UDF sur 40; 83 UDF sur 88; 120 RPR sur 125; 15 non-inscrits sur 24.

A voté contre : 1 PS, Alfred Recours.

Sont abstenus : 6 PS, MM. Maurice Briand, Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine), Didier Chouat, Yves Dollo, Jean Gaubert, Pierre-Yvon Trémol.

N'ont pas pris part au vote : 13 PS, MM. Maurice Arret Doucet, Bernard Bardin, M. Denise Cachoux, MM. André Clerf, Pierre Estève, Jean Giovannelli, Joseph Gournel, Edmond Hervé, Jean Oehler, Jean Provoux, Gaston Rimareix, Jacques Roger-Machant, Jean Vittrant; 1 RPR, M. Pierre Mauger; 2 UDF, MM. Jacques Farran et Gilles de

Robien; 1 UDC, M. Jean-Paul Fuchs; 9 non-inscrits, MM. Léon Bertrand, Jean-Michel Boucheron (Charente), Jean-Marie Dailly, Elie Hecrau, Alexandre Léontieff, Jean Royer, Maurice Sergherant, Christian Spiller, André Thien Ah Koon.

Les dix-huit juges de la Haute Cour n'ont pas pris part au vote : MM. Jean-Pierre Bouquet (PS), Jean-Christophe Cambadélis (PS), Pascal Clément (UDF), Xavier Denique (RPR), Marc Dolz (PS), Alain Grottoy (UDF), Georges Hage (PC), Jean-Jacques Hyst (UDC), M. Marie Jacq (PS), MM. Henry Jean-Baptiste (UDC), Jacques Limouzy (RPR), Pierre Masson (RPR), Georges Mesmin (UDF), Jean-Pierre Michel (PS), Patrick Ollier (RPR), Alain Richard (PS), Robert Savy (PS), Jean-Michel Testu (PS).

... et au Sénat

Au Sénat cette proposition a été adoptée par 286 voix contre 1 sur 289 votants.

Ont voté pour : 14 PC sur 15, 65 PS sur 70, 19 RDE sur 23,

85 RPR sur 90, 52 UC sur 66, 42 RI sur 47, et 9 non-inscrits sur 9.

A voté contre : 1 RI, M. Joseph Caupot.

Se sont abstenus : 1 RDE, M. François Lécine, et 1 RI, Maurice Arreckx.

N'ont pas pris part au vote : 1 RDE, M. Georges Ohlly, 1 PS, M. Albert Pen, MM. Alphonse Arzel, Raymond Bouvier, Marcel Daunay, André Egu, Pierre Lacour, Alain Lambert, Edouard Le Jeune, Jean Madelain, René Monory, président du Sénat, Bernard Pellarin, Alain Pober.

Les dix-huit juges de la Haute Cour n'ont pas pris part au vote : MM. Guy Allouche (PS), Germain Authié (PS), Georges Borchet (RDE), Louis Brives (RDE), Jean-Louis Carrière (PS), Charles de Cutoli (RPR), Luc Dejoie (RPR), Jean Delanoue (RI), André Diligent (UC), Michel Dreyfus-Schmidt (PS), André Jarrot (RPR), Jacques Larchet (RI), Charles Lederman (PC), Kéiser Maléot (UC), Paul Masson (RPR), Daniel Millaud (UC), Michel Ruffin (RPR), Jean-Pierre Tizon (RI).

La suite de la procédure

La commission d'instruction décidera s'il y a lieu de poursuivre MM. Fabius et Hervé et M. Dufloix

La procédure parlementaire visant à saisir la Haute Cour ayant été conduite à son terme, c'est maintenant la commission d'instruction, composée de conseillers de la Cour de cassation, qui est chargée du dossier. Le bureau de la Cour de cassation a désigné, le 14 décembre, les membres de cette commission d'instruction pour l'année 1993. Elle sera présidée par M. Louis Gondre, conseiller à la chambre criminelle de la Cour de cassation, et comprendra quatre membres titulaires : MM. Jean Simon, Robert Fabre, Gérard Guilloux, conseillers à la chambre criminelle de la Cour de cassation, et Pierre Decoux, conseiller à la deuxième chambre civile de la Cour. Les deux membres suppléants seront M. Jacqueline Clavier et M. Jean Appolis, conseiller à la chambre commerciale.

Ces magistrats devront établir s'il y a lieu de renvoyer devant la Haute Cour les trois anciens ministres, M. Laurent Fabius, M. Georges Dufloix et M. Edmond Hervé, ou de rendre un non-lieu. La résolution adoptée en termes identiques par l'Assemblée et le Sénat souligne dans son exposé des motifs que, « mis en cause par certains à propos de l'obligation du dépistage du sida lors des transfusions sanguines » et également à propos de « la distribution des produits antihépatophiliques non chauffés », M. Fabius, M. Hervé et M. Dufloix « souhaitent eux-mêmes qu'il soit fait justice de ces imputations ». « Il s'agit de déterminer, précise le texte, dans le respect de la présomption d'innocence, si ces faits sont ou non susceptibles (...) de constituer le délit d'omission de porter secours prévu par l'article 63 du

code pénal » (Le Monde daté 20-21 décembre).

Cet article 63 du code pénal est ainsi rédigé : « Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de 360 F à 20 000 F, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, pouvant empêcher par son action immédiate, sans risque pour lui ou pour les tiers, soit un fait qualifié crime, soit un délit contre l'intégrité corporelle de la personne, s'abstient volontairement de le faire. Sera puni des mêmes peines quiconque s'abstient volontairement de porter à une personne en péril l'assistance que, sans risque pour lui ni pour les tiers, il pouvait lui prêter, soit par son action personnelle, soit en provoquant un secours. »

POLITIQUE

unanimité

ng a Tana
s de Péle

et la Haute Cour

M. Fabius : « Je viens vous demander de m'accuser de fautes que je n'ai pas commises »

M. Laurent Fabius ouvre son propos en rappelant son intervention du 19 juin 1985 devant l'Assemblée nationale, lorsque, en qualité de premier ministre, il avait annoncé la décision de rendre obligatoire le dépistage des dons du sang (lire l'encadré ci-dessous). Puis il déclare : « C'était il y a sept ans. Je m'adresse à vous qui savez ou pressentez que je suis innocent des délits dont on m'accuse. Vous l'avez dit, par les voix les plus indiscutables, opposants politiques ou amis. Vous le savez, et le Sénat l'a reconnu. Vous savez aussi que les ministres mis en cause sont innocents (...). Vous savez que si je posais la question : « Y'a-t-il un seul d'entre vous ici pour prétendre qu'il aurait fait autrement ? », personne n'aurait le front de se lever pour dire avec certitude : « Oui, moi, j'aurais fait autrement », car votre conscience vous l'interdit. »

Dénouant la procédure de la Haute Cour, qui continue de « bafouer la présomption d'innocence (...) fondement du droit pénal des pays civilisés », M. Fabius souligne qu'il avait proposé une réforme de la Constitution afin que le droit commun s'applique aux ministres pour les faits relevant de l'exercice de leurs fonctions. « Cela, certains d'entre vous l'ont malheureusement refusé », dit-il, ajoutant : « L'intention politicienne est évidente. Puis il poursuit : « Ils l'ont refusé aussi peut-être - et cela est plus grave, car cela dépose de beaucoup la situation de chacun - pour des raisons qui témoignent d'une crise morale pro-

fonde de notre société. Parce qu'ils sentaient sans doute intuitivement que ce drame n'exigeait pas seulement la justice (...), qu'il exigeait l'expiation. Qu'il fallait, devant l'ampleur du drame, un rite sacrificiel d'une autre nature, auquel la Haute Cour allait donner sa dramatique liturgie. »

« Je suis, disant cela, précis-é-il, que je brise un tabou. Je transgresse cette loi du silence non écrite dont nous sommes les fidèles observants. Nous n'osons pas le dire, car nous avons trop souvent peur de l'opinion, nous jugeons irréductibles ses passions, par une sorte de lâcheté collective, dont nous pensons qu'elle nous protège alors qu'elle nous déconforte. » Évoquant alors le verdict du procès de Didier Gentil et Richard Roman, M. Fabius se dit « satisfait » par le parallèle entre « un prétendu coupable qu'on innocentait sous les huées à Grenoble des intendants que l'on accuse sous les applaudissements à Paris. »

« C'est peut-être le cri de révolte des victimes qui m'effraie, déclare-t-il. M'inquiète davantage la demande de châtiment qui vient de la foule (...). Mais ce qui m'inquiète surtout, ce sont les graves confusions de toutes sortes. Confusion dangereuse entre les différents modes de responsabilité : responsabilité politique qu'il faut assumer, responsabilité administrative et civile, responsabilité pénale, la seule qui devrait concerner la Haute Cour. Confusion entre les responsabilités médicale, médiatique, celle des administrateurs, celle des

politiques, qui ne peut pas, par sa mise en jeu, exonérer toutes les autres. »

M. Fabius expose enfin les raisons qui l'ont conduit à demander lui-même son renvoi devant la Haute Cour : « Parce que ma propre mise en accusation était devenue, à ce stade, le seul moyen de débattre une procédure et de satisfaire l'exigence de vérité ; parce que je suis le premier responsable du Parti socialiste et que le parti de Jaurès doit montrer que « le courage, c'est de chercher la vérité et de le dire » ; parce que je suis, comme vous, un élu de la nation et que je ne veux pas qu'on puisse avoir le sentiment que les politiques sont au-dessus des lois. »

« Tout dans cette procédure doit nous faire horreur, ajoute M. Fabius, en rappelant que le premier à exiger la Haute Cour pour les ministres fut « le fameux avocat de Klaus Barbie », M. Jacques Vergès. Si l'ancien premier ministre s'est résolu à demander sa mise en accusation, c'est parce qu'il n'existait pas d'autre chemin. »

Puis il conclut : « Vous avez glissé, les uns ou les autres, et les commentateurs avec vous, sur mon courage ou mon absence de courage. Innocent, et reconnu comme tel par mes amis, par mes adversaires et par ceux qui ne sont ni l'un ni l'autre, je viens vous demander de m'accuser de fautes que je n'ai pas commises (...). Mon courage, il est là. Qu'il me soit permis, dès lors, de vous demander le même. »

L'intervention du 19 juin 1985

« Nous avons décidé de rendre le dépistage obligatoire »

Dans son discours, samedi 19 décembre, M. Laurent Fabius a fait référence à son intervention du 19 juin 1985 devant l'Assemblée nationale. Répondant à une question de M. Louis Lareng (PS) sur le sida, le premier ministre de l'époque avait déclaré : « Avec le sida, nous sommes en effet devant un fléau qui pourrait s'étendre. La transmission par transfusion sanguine représente la menace que le sida, qui ne touche actuellement qu'un nombre limité de personnes, se transmette plus largement dans la population. »

M. Fabius poursuivait : « La question qui nous est posée aujourd'hui même est celle-ci : devons-nous, oui ou non, rendre

obligatoire le test de dépistage du sida pour tous les donneurs de sang ? Après beaucoup de réflexions, nous avons décidé de rendre ce dépistage obligatoire. La généralisation, qui interviendra rapidement, représentera, je dois le dire à l'Assemblée nationale, un coût pour la collectivité d'environ 200 millions de francs par an pour quatre millions de dons de sang. Mais il m'a semblé, en conscience, que tel était le coût à payer, pour éviter que plusieurs centaines de personnes, chaque année, puissent développer le sida. C'est aussi, m'a-t-il semblé, le prix à payer pour que des milliers de personnes dans le monde soient indemnes et pour que des millions de bénéficiaires

de dons du sang aient confiance. »

Après avoir évoqué l'état des recherches sur le sida et la question de l'information des personnes pour lesquelles le dépistage obligatoire aura révélé la séropositivité, M. Fabius concluait : « La tâche de tout gouvernement est d'assurer la protection médicale la plus grande possible à ses concitoyens. La décision prise aujourd'hui, on le comprendra, est d'une large portée. Nous l'avons prise en conscience. Elle ne régle pas tout, mais elle devrait donner une protection supplémentaire aux citoyens de notre pays. »

La solitude de M. Mitterrand

Il y a un an, M. François Mitterrand, sans croire au miracle, espérait encore que sous la conduite de M. Laurent Fabius le Parti socialiste parviendrait à limiter sa débâcle aux élections législatives des 21 et 28 mars 1993.

Aujourd'hui, comme la plupart de ses amis, le président de la République s'attend au pire dans trois mois. Mais si les débats corréliques qui ont tourmenté ces derniers jours les dirigeants socialistes n'ont fait que renforcer le pessimisme de ce pronostic, ce n'est pas tant à cause des tergiversations personnelles de M. Laurent Fabius que par ce que ces déclarations ont crûment révélé du degré de déliquescence affectant désormais le PS.

Persone, à l'Elysée, n'accable l'ancien premier ministre. Certes, on y regrette que les proches de M. Laurent Fabius aient commis « un contretemps absolu » lorsqu'ils ont interprété comme un lâchage la prise de position exprimée par M. François Mitterrand en faveur de la procédure de la Haute Cour, le 9 novembre, à la télévision. On y parle aussi d'« erreur » pour qualifier les fluctuations du premier secrétaire du PS. Mais tout cela est dit en termes mesurés et invariablement contrôlés par le rappel de la célérité avec laquelle, sous l'autorité de M. Laurent Fabius, le gouvernement a réagi, en 1985, pour enrayer le développement du sida en France, beaucoup plus vite qu'ailleurs.

« Le meilleur des chefs de gouvernement »

Selon l'Elysée, la faute originelle du Parti socialiste a d'abord été, dans cette affaire, de n'avoir pas choisi une ligne de défense puis de s'y tenir. Ou l'on considérerait que la mise en cause de la responsabilité des gouvernants, exploitée par l'opposition à des fins politiciennes, constituait une ignominie, compte tenu des errements et des silences des milieux médicaux au début du scandale, et il fallait se défendre pied à pied sur cette crête, indiquée, en substance, dans l'entourage du chef de l'Etat. Ou l'on admettrait que la question de cette responsabilité fut clairement posée devant l'opinion publique, et il fallait alors accepter sans hésiter l'éventualité constitutionnelle de la mise en accusation des anciens ministres devant la Haute Cour.

En l'ouvrant entre ces deux options, les socialistes se sont fourvoyés et, au-delà des incertitudes qui en résultent pour le destin personnel de M. Laurent Fabius, l'Elysée constate surtout que le PS « de plus en plus hétéroclite », rassemblée désormais à une « galère déboussolée », à bord de laquelle « il n'y a plus personne qui soit capable de fixer un cap et de le faire tenir par les autres parce que personne n'a plus assez

d'autorité personnelle pour que les autres le suivent... »

Voilà donc MM. Pierre Bérégovoy et François Mitterrand en position, plus que jamais, de navigateurs solitaires.

Le premier ministre, que certains des conseillers de la présidence de la République couvrent d'éloges au point de voir en lui, dans l'adversité, « le meilleur des chefs de gouvernement que François Mitterrand ait jamais eus », se voit automatiquement conférer une fonction prééminente dans la préparation de la campagne électorale.

S'il n'en est que plus légitimé dans sa détermination à conduire les socialistes à la bataille, ce constat d'évidence ne suffit pourtant pas à garantir à M. Pierre Bérégovoy une totale maîtrise des opérations, tant on annonce d'initiatives individuelles de la part de ceux qui, de M. Jack Lang à M. Bernard Kouchner en passant par M. Sébastien Royat, M. Michel Vauzelle et même M. Bernard Tapie, reviennent en lice, aspirant à se distinguer d'un PS flétri en jouant de leurs images personnelles sur des registres parallèles à ceux de MM. Michel Rocard et Jacques Delors.

La présidence de la République sera naturellement incitée à intervenir davantage pour empêcher que ce foisonnement ne dégénère en cacophonie. Elle le fera avec l'espoir de ramener vers les socialistes quelques intentions de vote en misant sur les distorsions qui existent parfois, si l'on en croit les enquêtes d'opinion, entre la mauvaise image du PS et la bonne image préservée à la fois par certaines de ses figures emblématiques et par quelques-uns de ses élus locaux.

On veut aussi croire, à l'Elysée, d'une part, que la perspective de voir revenir au pouvoir une droite arrogante et dominatrice suscitera, au dernier moment, un sursaut de recul parmi les électeurs de gauche et, d'autre part, que les écologistes finiront par réaliser que la « stratégie cannibale » de ceux de leurs chefs de file « qui veulent acheter le PS » ne comporte pas forcément l'assurance d'avoir beaucoup d'élus à l'issue d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours.

« L'accord avec sa conscience »

Voué à une solitude encore plus profonde que celle de M. Pierre Bérégovoy, M. François Mitterrand sait déjà, de toute façon, à quoi s'en tenir sur la suite des événements. Il a depuis longtemps choisi son propre cap : « Un combat politique, c'est un bon combat lorsqu'il reste fidèle à lui-même, déclare-t-il le 19 novembre à Carmaux. Le succès et l'échec sont presque indifférents ; l'essentiel, c'est de garder la ligne, et l'accord avec sa conscience. » Il fera de sa

nouvelle « cohabitation » annoncée avec la droite une affaire d'éthique au service, quasi esthétique, de l'idée qu'il se fait de sa charge suprême.

C'est cette préoccupation qui le conduit notamment à recuser toutes les objections sur l'opportunité de renouveler l'expérience de 1986-1988, en mettant en avant un argument qui ne manque pas de logique : si la durée du mandat du président de la République élu au suffrage universel était à la merci des aléas électoraux, que resterait-il de la V^e République ? « Il ne faut pas ricaner sur le respect du fonctionnement des institutions, souligne-t-on dans son entourage, sinon cela pourrait constituer un terrible précédent... »

M. Mitterrand dispose encore, en effet, de quelques raisons personnelles de s'arabouter. Contrairement aux pronostics émis au lendemain de son opération de la prostate, il n'apparaît pas politiquement affaibli par la révélation de son cancer. Le déroulement et les conclusions du conseil européen d'Edimbourg ont montré, au contraire, qu'il conserve un prestige et un crédit intacts aux yeux de ses partenaires européens. Jusqu'à ce que le traité de Maastricht soit ratifié et appliqué, il se portera garant de la poursuite de la construction européenne. On voit mal qui pourrait lui contester ce rôle, même si la droite remporte les élections législatives, à partir du moment où le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, préférera sans aucun doute continuer à travailler avec celui qui est devenu son meilleur complice plutôt qu'avec MM. Jacques Chirac ou Valéry Giscard d'Estaing.

La réforme de la Constitution, dont la procédure a été engagée avec la mise en place du comité consultatif, constituera le second des grands chantiers que M. Mitterrand souhaite mener à bien avant de se retirer de la scène, et ce travail-là prendra nécessairement plusieurs mois au cours desquels il pourra, pour peu que sa maladie le ménage, tenter d'enfoncer de nouveaux coins entre le RPR et l'UDF.

Tout cela ne suffira certainement pas à combler son principal handicap qui fait de lui, malgré tout ce qu'il y a de positif dans son bilan, l'homme d'un certain déficit social au regard de ses illusions certifiées d'antan. M. Mitterrand a néanmoins le mérite de savoir depuis longtemps qu'on ne rachète pas par des vertus privées le passif d'une vie publique (1), ce qui le met logiquement à l'abri, sur ce point, d'un manque de lucidité, et en mesure, donc, le moment venu, de ne pas rater sa sortie.

ALAIN ROLLAT

(1) La Paille et le Grain, Flammarion, 1975.

Au conseil régional du Limousin

La division des écologistes sauve le budget

LIMOGES
de notre correspondant

21 voix pour (13 PS, 4 PCF, 3 communistes-reconstructeurs, 1 Génération Ecologie), 21 voix contre (18 UDF, 2 Verts, 1 FN), 1 abstention (Chasse, Pêche, Nature, Traditions) : le budget du conseil régional du Limousin (650,85 millions de francs) n'a été adopté, vendredi 18 décembre, au terme d'une journée marathon, que grâce à la voix prépondérante du président de l'assemblée, M. Robert Savy (PS), et à la division du groupe écologiste qui occupe, avec ses trois élus, une position-clé entre la gauche et la droite.

Le groupe a mané, d'entrée de jeu, une attaque frontale contre la participation de la région au budget de l'EPALA (Etablissement public pour l'aménagement de la Loire et de ses affluents), dont le président est le maire de Tours, M. Jean Royer, et dont les projets sont, selon les Verts, « nuisibles » et, selon Génération Ecologie, « archaïques, passistes, ringards ». La région est touchée directement par l'un de ces projets, le barrage de Chambonchard (Creuse), dont la construction est périodiquement annulée et reprogrammée en fonction des conjonctures municipales successives.

M. Robert Savy semblait prêt à mettre cette ligne budgétaire (modeste : 600 000 F, le millièmes du budget régional) en réserve, en proposant à l'assemblée régionale

un prochain débat de fond sur la question, mais les communistes « orthodoxes » et « reconstructeurs » ont fait savoir qu'il n'était pas question pour eux de céder à une minorité de blocage pour un dossier dont l'un des plus chauds supporters est M. Pierre Goldberg, maire (PCF) de Montluçon (Allier), qui estime que Chambonchard est indispensable à l'avenir de sa ville.

Le blocage semblait donc total lorsque, après une suspension de séance préalable au vote, les écologistes se sont séparés. Les deux Verts - « question de principe », ont-ils dit - ont répété qu'ils auraient « le désagréable devoir de voter contre le budget » ; alors que l'élu Génération Ecologie (M. Bernard Devalois, par ailleurs vice-président de l'assemblée) estima que ce dossier EPALA était « une raison insuffisante pour prendre le risque de bloquer l'institution et d'ouvrir une crise régionale ».

Suivit le vote à l'arraché, après lequel M. Robert Savy, soulagé, tint à s'étonner que les Verts, « qui se disent ni de droite ni de gauche et soucieux de ne pas bloquer les institutions », aient « choisi la seule région hexagonale gérée par la gauche pour voter non », alors que, dans les autres régions, ils « engagent des discussions » ou se contentent de s'abstenir, « y compris dans la région Centre, où le problème de l'EPALA est pourtant autrement plus important qu'en Limousin ».

GEORGES CHATAIN

L'élection municipale d'Amboise

La liste de M. Bernard Debré (RPR) l'emporte au second tour

Vingt-six ans après M. Michel Debré, son fils, M. Bernard Debré, chirurgien à l'hôpital Cochin à Paris, s'apprête à prendre le fauteuil de maire d'Amboise (Indre-et-Loire), dont l'ancien premier ministre du général de Gaulle avait été évincé par la gauche en 1989. Après avoir frôlé la majorité absolue dès le premier tour, le député RPR d'Indre-et-Loire est sorti victorieux d'une triangulaire, devant largement son principal rival, M. Jean Saint-Bris, qui se définit comme un gaulliste d'ouverture.

M. Bernard Debré succède au « tombeau » de son père, M. André Chollat (ancien MRG), contraint de démissionner à la suite de discussions internes de son équipe.

En 1989, M. Chollat l'avait emporté avec 51,13 % des voix. Dimanche, la liste d'un de ses anciens adjoints, M. Jacques Nachbaur (div. g.), a plafonné à 17,19 %.

Les résultats du second tour

L. 7 101 ; V. 4 878 ; A. 31,30 % ; E. 4 722.

Liste conduite par Bernard Debré (RPR), 2 424 (51,32 %), 25 ELUS ; liste conduite par Jean Saint-Bris (div. g.), 1 487 (31,48 %), 3 ELUS ; liste conduite par Jacques Nachbaur (div. g.), 812 (17,19 %), 3 ELUS.

Rappel du premier tour

L. 7 101 ; V. 4 957 ; A. 30,19 % ; E. 4 839.

Liste conduite par Bernard Debré, 2 337 (48,72 %) ; liste conduite par Jean Saint-Bris, 1 390 (28,73 %) ; liste conduite par Jacques Nachbaur, 824 (17,03 %) ; liste conduite par Jean Fabrice (PC), 268 (5,54 %).

C'est en échangeant ses idées qu'on les enrichit



En 1993, les hommes communiqueront grâce à leurs micros, quelle que soit leur marque. Et si désormais les ordinateurs personnels peuvent afficher sans complexe leur différence, c'est justement parce qu'ils ont appris à vivre ensemble.

Chez OCTET, nous connaissons bien le Macintosh. Nous savons qu'il aime communiquer : Apple Talk ou Novell NetWare, Ethernet ou Token Ring, peu importe le langage ou le réseau : tous les jours, nous faisons dialoguer des Mac et des PC.

Dans votre entreprise, nous vous aidons à échanger vos idées ! Agréés Centre d'Expertise Novell et certifiés par Apple en réseaux locaux et réseaux hétérogènes, nous sommes en mesure de vous conseiller et de vous former efficacement. Enfin, notre présence après la vente, est pour nous la meilleure façon de vous prouver notre professionnalisme.

Depuis 10 ans, notre solidarité financière et notre expertise technique nous ont permis de progresser dans la bonne direction : communiquer en toute simplicité.



L'intelligence des services

Venez vite découvrir les toutes dernières nouveautés sur les configurations Apple

35, rue la Boétie 75008 Paris Tél. (1) 42 25 93 80 - Téléc. 643 274 - Télécopie (1) 45 61 02 86

SOCIÉTÉ

Examiné à nouveau par les députés

Le projet du gouvernement sur les personnes âgées dépendantes est contesté

Présenté dans la précipitation à l'Assemblée nationale, le 10 décembre, avec le projet de loi sur le fonds de solidarité vieillesse, le projet de loi sur la prise en charge des personnes âgées dépendantes devait être examiné à nouveau par les députés, lundi 21 décembre, avec les DMOS (diverses mesures d'ordre social), mais cette fois sous forme d'amendements. La procédure suscite l'hostilité du président de la commission sénatoriale des affaires sociales M. Jean-Pierre Fourcade (UDF), qui menace de saisir le Conseil constitutionnel si la loi devait être votée dans le cadre des DMOS.

Il y a un mois encore, l'unanimité régnait : il fallait saisir à bras le corps le dossier sur la prise en charge des personnes âgées dépendantes. Le système actuel montre en effet depuis longtemps ses défaillances. Il est inégalitaire et source de conflits permanents entre les départements et les bénéficiaires potentiels. Certains départements rendent à verser l'allocation compensatrice (bien que la loi les y oblige) sous prétexte que celle-ci a été créée pour venir en aide aux personnes handicapées, et que la dépendance n'est pas, à leurs yeux, du même ressort.

Les chiffres plaident, eux aussi, pour un traitement en profondeur et en urgence. La France est un pays vieillissant. Elle compte aujourd'hui plus de huit millions de personnes âgées de plus de soixante-cinq ans dont quatre millions de plus de soixante-quinze ans. Selon les estimations, les effectifs des « plus de quatre-vingt-cinq ans » devraient doubler d'ici à 2015 et passer de 1 à deux millions.

Application prévue au 1^{er} janvier 1994

Le secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées, M. Laurent Cathala, tenait prêt un avant-projet qui, inspiré des différents rapports parus sur la question, appréhendait la prise en charge de la dépendance dans son ensemble et à long terme. Mais le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, ne paraissait pas pressé et posait un préalable : trouver un mode de financement ne grevant pas les comptes de la nation. Finalement, sous la pression de certains députés socialistes, M. Bérégovoy a donné son feu vert à un projet plus modeste que le premier, dans lequel l'Etat n'apporte que 1 milliard de francs pour la création d'un fonds de péréquation entre les départements.

Mais le texte, présenté sous forme d'amendements au projet de loi sur le fonds de solidarité vieillesse, n'a pas soulevé l'enthousiasme. A tel point que, lors de son examen à l'Assemblée nationale, le 10 décembre, M. Bérégovoy a dû engager la responsabilité du gouvernement. L'Assemblée des présidents de conseils généraux parisiens de « poude aux yeux » et la plupart des parlementaires se plaignent d'un manque de concertation. Le ministre des affaires sociales, de la solidarité et de l'intégration, M. René Teulade, et le secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées, plaident que le texte a le mérite d'apporter

un peu d'ordre et de rééquilibrage dans les charges des départements.

Tel qu'il a été adopté en première lecture à l'Assemblée, le projet crée une allocation « autonomie et dépendance » pouvant être attribuée aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans, qui, en raison de leur état physique ou mental, se trouvent dans une situation de dépendance. L'allocation varie selon les ressources de la personne et non selon le lieu où elle vit. Elle se substitue à l'allocation compensatrice, mais peut se cumuler avec l'aide ménagère. Elle est attribuée par le président du conseil général (les conseils généraux voient donc leurs compétences réaffirmées). Le montant de l'allocation ne pourra pas dépasser 80 % de la majoration tierce personne, soit 4 127 F au 1^{er} juillet 1992. Le but est d'assurer un minimum de ressources de 7 200 F par mois, minimum vieillesse inclus.

La dotation globale de fonctionnement des départements est majorée de 1 milliard de francs annuellement, afin d'assurer une solidarité entre les départements.

Le texte prévoit la récupération pour succession dans la limite d'un plafond fixé actuellement à 250 000 F. Il limite l'obligation alimentaire pour les aides sociales aux seuls ascendants et descendants au premier degré, c'est-à-dire parents et enfants. Il fait bénéficier les services d'aide à domicile d'une exonération de 30 % des cotisations patronales d'assurances sociales, d'accident du travail et d'allocation familiales pour permettre le développement des services d'aide au maintien à domicile des personnes âgées. Enfin, pour laisser aux conseils généraux le temps de prévoir l'application des mesures est prévue au 1^{er} janvier 1994.

Présentées dans la précipitation alors que, depuis plus d'un an, on annonce une grande réforme, ces mesures provoquent un rejet. La montagne semble avoir accouché d'une souris.

Les associations se sentent frustrées d'un débat de fond sur un problème crucial pour l'avenir. Quant aux familles, elles voudraient un peu plus de clarté et de l'assurance d'une meilleure prise en charge des personnes dépendantes. Elles craignent de faire les frais d'une bataille entre Etat et départements à quelques mois des législatives.

CHRISTIANE CHOMBEAU

EN BREF

La Suisse va rechercher les personnes transfusées entre 1982 et 1985. — La Croix-Rouge suisse va rechercher les malades transfusés entre 1982 et 1985 pour repérer les personnes éventuellement contaminées par le virus du sida. Selon les statistiques officielles, de 140 à 170 patients ont été contaminés par transfusion pendant cette période. La semaine dernière, le député Jean Ziegler avait demandé une enquête du gouvernement pour « découvrir les responsables de ce désastre » en Suisse, un des pays proportionnellement les plus touchés par le sida dans le monde. — (AFP)

Après la mort d'un Marocain de dix-sept ans

Nuit de heurts entre jeunes Beurs et CRS à Béziers

Une soixantaine de jeunes ont brisé des vitres et renversé une voiture aux abords du commissariat de Béziers (Hérault), dimanche soir 20 décembre, après qu'un jeune homme de dix-sept ans, Hassan Benahmed, de nationalité marocaine, eut été tué dans l'après-midi par un CRS au cours d'une interpellation.

MONTPELLIER

de notre correspondant

« Demain, ce sera toi, Moktar, ou toi, Mohamed », l'homme qui parle, un Marocain plus âgé que le reste du groupe venu demander des explications au commissariat de Béziers, pointe du doigt deux des jeunes Beurs. Puis l'homme crie en direction des policiers, qui tentent en vain de le calmer : « C'est trop grave, un jeune de dix-sept ans pour une voiture volée ». Dimanche en fin

d'après-midi, la nouvelle s'était répandue comme une traînée de poudre dans la communauté marocaine de Béziers, la plus importante communauté d'immigrés de la ville. Dans le quartier de la Devén, qui pointe ses barres de béton, où dans celui du Faubourg, le « quartier bas » comme on l'appelle aussi, des petits groupes s'étaient formés, grondant de colère en commentant les événements de l'après-midi.

Dimanche vers 16 heures, une patrouille de deux policiers de la CRS 57 de Carcassonne effectuait une surveillance de routine sur le Biterrois à bord d'une voiture de service. A Nissan-les-Ensermes, ils repèrent une Renault immatriculée dans les Hauts-de-Seine et roulant à une vitesse qui leur semble excessive. Apercevant les policiers, le conducteur de la voiture se lance à vive allure vers la ville de Béziers. Après une course-poursuite d'une dizaine de kilomètres, les CRS parviennent à bloquer le véhicule dans un square du « quartier bas ». L'un des occu-

pants ouvre brusquement la portière et s'enfuit. L'autre jeune est interpellé par les CRS. Dans la confusion de l'interpellation, un coup de feu part et le jeune homme est mortellement touché à la tête. Selon la version policière, un des CRS avait réussi à passer une menotte au poignet du conducteur quand celui-ci a tenté une manœuvre pour s'enfuir. Le second CRS, qui tenait l'homme en joue à courte distance, s'est alors approché et un coup est parti de son arme.

Le quartier est alors bouclé par les policiers du commissariat de Béziers venus en renfort avant l'arrivée sur place de M. François Picot, procureur de la République de Béziers. On apprendra plus tard que le jeune homme, Hassan Benahmed, de nationalité marocaine, résidant à Villeneuve-lès-Béziers, était âgé de dix-sept ans et n'était pas armé. On apprendra aussi, toujours de source policière, que le véhicule, immatriculé dans les Hauts-de-Seine, avait été volé.

Le soir, une soixantaine de jeunes Beurs, certains armés de bâtons, se sont retrouvés au centre-ville et se sont livrés à des déprédations. Sur leur passage, des vitres de magasins et des pare-brise de voitures ont été brisés. Appelés en renfort, des CRS de Perpignan ont protégé le commissariat et la sous-préfecture. De son côté, M. Alain Barreau, maire socialiste de la ville, a lancé un appel au calme pour demander « à toutes les communautés qui vivent à Béziers de garder ou de retrouver leur calme pour que cet événement n'entraîne pas de surenchère et de tension accrue entre des communautés qui ont depuis longtemps l'habitude de vivre ensemble. Il faut que toute la clarté soit faite sur cette affaire et qu'elle ne soit pas utilisée par les uns ou les autres pour casser un dialogue qui existe à Béziers ». Vers minuit, l'appel semblait avoir été entendu et le calme était revenu.

JACQUES MONIN

JUSTICE

Au tribunal de grande instance de Nancy

Les « dessous-de-table » du professeur L'Hermite

Deux ans de prison avec sursis et 150 000 F d'amende ont été requis, vendredi 18 décembre, au tribunal de grande instance de Nancy contre le professeur Jacques L'Hermite, célèbre urologue de la ville, inculpé d'extorsion de fonds et tentative, faux et usage de faux en écriture privée.

NANCY

de notre correspondant

Le président Guy Dory lit des dépositions faites devant la police, répétées devant le juge, par des patients qui ont accepté de verser du liquide au professeur L'Hermite et qui, pour certains, n'en font pas le reproche au médecin, qui, disent-ils, les a sauvés. Encadré par ses deux avocats, M. Béatrice Dugrovet, de Nancy, et Jean-Luc Bonnot, de Paris, le professeur oppose un visage imperméable à ces déclarations.

Il ne se souvient plus d'aucun échange où il aurait demandé de l'argent liquide. En trois ans, 120 000 F, a pourtant conclu

l'enquête. Les aveux qu'il a passés devant les policiers, puis le juge, il les rejette aujourd'hui. Ils étaient les conséquences, explique-t-il, d'un état de choc psychologique, d'une extrême fatigue et d'un achèvement polémique.

Pourtant, pendant deux jours, les témoignages à charge se succèdent. Une quarantaine au total, ils émanent de personnes simples, modestes, qui cherchent du regard celui du médecin. Il les évite. Toutes les dépositions rapportent le même procédé : dans l'intimité de son cabinet, et éminent praticien, se présente comme le futur chef du service d'urologie du centre hospitalier universitaire de Nancy, prévenant certains malades que le paiement se ferait en deux parts : une en chèque, une autre en liquide.

Une assistante de laboratoire de Thionville explique qu'un réveil sur son opération « le professeur L'Hermite est venu s'asseoir sur mon lit pour me réclamer 1 500 F en liquide. Je ne voulais pas au début, s'est-elle souvenue, mais mon mari m'a conseillé de payer, car je devais subir une autre intervention ».

Une veuve retraitée affirme avoir téléphoné au professeur L'Hermite pour lui dire que sa maladie trouvait exorbitante la somme demandée pour le simple examen urologique de son mari : 6 000 F. payables en deux fois, le premier versement seulement devant figurer sur la feuille de maladie. Le médecin a oublié cet appel téléphonique. Il invoque une « cabale hospitalière », montée de toutes pièces, pour le discréditer et l'évincer ou une campagne médiatique orchestrée par quelques jaloux.

La thèse d'une cabale du pouvoir médical

A Nancy, il est considéré comme l'un des meilleurs praticiens, et cette situation ferait des envieux. Certains de ses patients soignés dans le secteur privé de l'hôpital disent avoir été traités comme des « privilégiés » parce qu'ils étaient ses « clients ». Le professeur L'Hermite admet des condamnations d'honnêtetés, mais affirme n'avoir jamais touché un franc liquide. C'est sa parole contre celle de ses malades. Il reçoit le soutien du professeur Georges Mathé, défenseur du sec-

teur privé en milieu hospitalier : « On choisit un homme pour attaquer un système », dit le professeur parisien, qui dénonce « les accusations passionnelles qui ne démontrent rien ».

M. Claude Vallet, au banc du ministère public, tente de ramener l'affaire à de justes proportions, même si tout au long du procès « le professeur L'Hermite s'est présenté comme quelqu'un de désagréable ». Elle réclame 150 000 F d'amende et deux ans de prison avec sursis : « Il faut que, du côté des praticiens, on sache que les dessous-de-table sont des délits pénaux et pas de la dissimulation fiscale ». Elle demande toutefois que la peine infligée ne soit pas reproduite au casier judiciaire.

M. Bonnot reprend la thèse de la cabale, plaide la relaxe et s'efforce de démontrer que le pouvoir médical a voulu éliminer son client. Jacques L'Hermite se lève, lit une déclaration où il dit qu'une éventuelle condamnation, de quelque nature qu'elle soit, aura des conséquences déterminantes.

Jugement le 26 janvier.

MONIQUE RAUX

RELIGIONS

A « L'heure de vérité » sur France-2

Le cardinal Decourtray se réjouit du « triomphe » du nouveau catéchisme

Invité de « L'heure de vérité », dimanche 20 décembre sur France-2, le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, s'est réjoui du succès de diffusion du récent catéchisme de l'Eglise et a abordé divers sujets de société, à dont la prévention du sida.

« Je m'attendais à un beau succès, mais pas à un triomphe », Enhardi par les chiffres de diffusion du nouveau catéchisme universel de l'Eglise catholique (520 000 exemplaires tirés, 400 000 vendus), le cardinal Decourtray a pu distribuer, à sa manière sereine et bonhomme, les bons et les mauvais points. A propos de la justice, qui vient de faire l'objet d'un document de la commission sociale de l'épiscopat (le Monde du 12 décembre), l'archevêque de Lyon a regretté la « médiatisation excessive » de certaines instructions, le « manque de moyens » des tribunaux, le surpeuplement carcéral et mis en garde contre toute idéologie à l'excès répressive.

Ainsi, d'accord avec l'arrêt de la cour d'assises de Grenoble qui a acquitté Richard Roman, après le meurtre de Céline Jourdan, il a dit : « Autant il me paraît normal de sanctionner d'une manière grave, qu'en l'absence d'un crime aussi abominable, autant il me paraît bon que la justice prenne tous les moyens de l'objectivité. Et quand les preuves ne sont pas réunies, mieux vaut laisser courir un éventuel innocent que punir un éventuel criminel ». Globalement satisfait du vote des projets de loi

sur la bioéthique par l'Assemblée nationale (la Nous avons été quelque peu étonnés), le cardinal Decourtray n'en a pas moins renouvelé les réserves de l'Eglise à propos du diagnostic prénatal, quand il devient « un prétexte à l'avortement », et des embryons surnuméraires, appelés à être détruits s'ils ne sont pas implantés au bout de cinq ans : « Traiter des embryons surnuméraires comme on traiterait des embryons de souris, ça me choque ». De retour d'un voyage en Afrique, il a renouvelé l'hostilité de l'Eglise à la prévention du sida fondée sur le seul préservatif : « Je trouve que c'est un mépris insupportable. On va résoudre le problème du sida en Afrique, qui est dramatique, par des préservatifs ? »

Le cardinal Decourtray est apparu plus embarrassé sur quelques sujets de débats internes à l'Eglise. Invité à prendre ses distances avec l'article du nouveau catéchisme qui n'exclut pas, « dans certains cas d'extrême gravité », la peine de mort, le cardinal Decourtray ne l'a pas fait nettement, regrettant que « sur cette question, nous (NDLR : l'Eglise) allions trop lentement ».

A propos du sacerdoce féminin, il a qualifié de « recul » la décision de l'Eglise anglicane d'Angleterre d'ordonner des femmes. Pressé d'expliquer sur le refus de l'Eglise catholique d'en faire autant (le Pourquoi faire de Marie, la mère du Christ, un apôtre ?), il ne s'est pas placé sur le terrain des besoins ou ministères ordonnés des communautés chrétiennes.

L'archevêque de Lyon a paru encore moins à l'aise sur les questions de politique étrangère. Il a

approuvé l'intervention militaire en Somalie (« Si le bien est supérieur au mal... »), défendu l'« ardente obligation » de la construction européenne, protesté contre les « horreurs pratiquées par certains milieux serbes » dans l'ancienne Yougoslavie, mais il s'est trompé en imputant au Vatican la responsabilité de la récente rencontre à Genève des dirigeants catholiques et orthodoxes de l'ancienne Yougoslavie, qui a eu lieu grâce au Conseil œcuménique des Eglises (COE) et à la Conférence des Eglises chrétiennes (KEK), auxquelles n'appartient pas l'Eglise catholique. De même, était-il mal fondé de critiquer la reconnaissance précipitée de la Croatie par l'Allemagne, qui date du 13 janvier 1992, car le Vatican a été le premier à reconnaître le nouvel Etat croate, deux jours avant, le 13 janvier.

H. T.

□ Jean-Paul II a reçu le président de la Conférence méthodiste de Grande-Bretagne. — Le pape a eu un entretien, le 17 décembre au Vatican, avec Kathleen Richardson, présidente de la Conférence méthodiste de Grande-Bretagne, mariée et mère de trois enfants. C'est la première fois qu'il recevait une femme éue (en juin 1992) à la tête d'une Eglise chrétienne. Les conversations ont porté sur les thèmes de la vie spirituelle, de la justice et de la paix. Il n'a toutefois pas été question du sacerdoce féminin. — (AFP)

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

92 Hauts-de-Seine

ASNIÈRES MAIRIE

STUDIOS NEUFS
Décoration récente
Mobilier complet
Gardiennage localisé
et gestion assurée
à partir de 440 000 F

CABINET EDGAR-QUINET

43-33-15-04

URGENT CAUSE DÉPART

DEFENSE 2, FACE L'ARCHE
2 APPTS (160 m² + 80 m²)
Idéal investissement, prix
et conditions négociables sur
la base de 20 000 F le m².
Renseignements uniquement
par téléphone.
Tél. 46-22-78-30, h.b.

94 Val-de-Marne

CLÉS EN MAIN

Jourville, résidentiel.
Vernissage maison de ville.
Immeuble villa d'exception.
Duplex 5/5 P, 140 m²
+ terrasses - Jardin
Frais réduits. 42-51-5-31

Province

DEMANVILLE

Dans immeuble résidentiel.
Parti vend beau STUDIO, prox.
Hôtel Royal, 150 m² plus
27 m² habit., 18 m² juss. priv.
Pisc., cave, 12 ch., fait impr.
43-59-88-74, matin.

PORT-FRÉJUS

Magnifique appartement type F3
de 86 m² dominant le port.
1 600 000 F, avec garage
fermé. Poss. pizza d'annexion.
LES BASTIS :
Tél. 94-56-07-13.

pavillons

VENDS MAFFLIERS (95)

20 km Cergy - 23 km Paris
PAVILLON TRADITIONNEL
6 pièces - 100 m² habit.
Composant :
R.-d.-ch. : ent., s. de b.,
wc, 2 chb., av. placard, cuis.
éq. chère, double living avec
cheminée, terrasse.
1^{er} étage : 2 chb. + combles
aménagés (bois), 1 pièce.
S/soi complet : 2 voitures.
Superficie totale : 700 m².
Panorama exceptionnel.
Prix 980 000 F.
Tél. : 34-73-98-40

L'HAYE-LES-ROSES

Venda PAV. jumelé, plain-
pied, 5 P. chauff. cent. gaz.
Cave, Jard. clos 435 m².
Garage + emplacement 2 voi-
tures. Prix 800 000 F.
Exposition SUD.
Prix 1 200 000 F.
Tél. : 48-56-94-98

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
et tous services. 43-55-17-50

maisons individuelles

A VENDRE dans le Val-d'Oise
(95). Belle maison individuelle
dans ancienne résidence
8 pièces, potes en chêne,
terrace, cuisine rustique amé-
nagée, cheminée Pierre Rous-
seau. Proximité forêt de
St-Germain. 400 000 F.
Sous-sol total, terrain clos
500 m². Prix : 400 000 F
Frais de notaire réduits
Tél. 34-73-32-94, apr. 20 h.

GASSIN

Maison de village
avec pool priv.
type 3 pièces, 65 m².
Frais réduits. 800 000 F.
LES BASTIS :
94-56-07-13.

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

Selon le rapport parlementaire

'Toute construction nouvelle en zone inondable' aux abords de la Loire devrait être interdite

Après six mois d'auditions et d'enquêtes, MM. Jean-Michel Testu, député (PS) d'Indre-et-Loire, et Edouard Landrain, député (UDC) de Loire-Atlantique, ont publié, vendredi 18 décembre, un rapport de près de cinq cents pages sur l'aménagement de la Loire, le maintien de son lit et la protection de son environnement.

Les auteurs du rapport naissent d'abord que « toute contrainte artificielle absolue sur le lit de la Loire est impossible, à moins de la canaliser ». Or « la Loire constitue un patrimoine naturel et paysager exceptionnel qui doit être préservé et mis en valeur ». Tout aménagement sur le fleuve royal, donc « faire la part de l'eau ». Autrement dit, on ne peut empêcher le débordement de la Loire. Il faut seulement veiller à ce que les débordements ne soient pas catastrophes. Pour cela, il faut : « interdire la construction nouvelle en zone inondable », et « refuser de réaliser des équipements de protection pour créer des espaces constructibles ».

Pour les quatre ouvrages prévus par l'établissement public d'aménagement de la Loire et ses affluents (EPALA), les rapporteurs préconisent l'abandon des travaux de protection pour créer des espaces constructibles. Ils soulignent que les projets de barrage à pertuis au Vieux-Orléans, dont l'utilité n'est pas évidente (« Il ne servirait à rien »),

les dix ou quinze ans, note Landrain, renoncer à surélever le barrage EDF de Rochesbri, qui « ne paraît pas être une solution satisfaisante », à construire le barrage de Chambonchard, mais avec une capacité plus faible que celle prévue à l'origine.

Quant au barrage de Serron-de-la-Fare (Haute-Loire), abandonné par le gouvernement en 1991, les rapporteurs suggèrent que l'Etat rachète les immeubles en zone inondable à l'habitant et aide les habitants de la commune à s'installer ailleurs. Mais ils estiment que l'EPALA ne peut pas acquiescer pour la construction du barrage et que, en attendant, un éventuel changement de politique de la part du gouvernement, elle ne peut pas intégrer un pareil projet.

Le rapporteur, M. Edouard Landrain, souligne que son travail est destiné à « ouvrir le dialogue » entre ceux qui ne se parlent pas. Quant au président de la commission d'enquête, M. Jean-Michel Testu, il estime que le rapport « devrait permettre de reconsidérer les méthodes et d'exercer une autorité sur la décentralisation » et doit pas être l'initiation des responsabilités. Une pierre dans le jardin du gouvernement qui se sont succédés depuis 1989, lorsque les projets de l'EPALA ont commencé à être sérieusement causés.

ROGER CANS

DEFENSE

Sa coque achevée à 80 %

Le porte-avions nucléaire « Charles-de-Gaulle » a pris son premier contact avec la mer

BREST. Le porte-avions à propulsion nucléaire « Charles-de-Gaulle » a pris son premier contact avec la mer, dimanche 20 décembre, à l'arsenal de Brest. La lourde coque, à 80 % achevée, a été extraite de sa cale sèche, où le bâtiment est en chantier, et remorquée jusqu'à un quai à flot. Il s'agit de procéder à des vérifications techniques. Le navire doit repasser sa cale après le 6 janvier. Il pèse actuellement 1 000 tonnes. La moitié du poids qu'il déplacera à pleine charge une fois opérationnel. Il sera encore à construire. Il superposera l'armement et à achever l'aménagement intérieur.

Commenté en 1987, le porte-avions ne sera véritablement opérationnel qu'en 1998. La facture sera de 17 milliards de francs. Quarante avions pourront être embarqués, à

terme des Rafale, car, dans un premier temps, il conservera les Super-Étendard qui arment actuellement le Clemenceau.

Premier navire de surface nucléaire que construit la marine nationale, le « Charles-de-Gaulle » remplacera le Clemenceau, en service depuis 1961. Quant au Foch, bâtiment sur lequel ont été multipliés les travaux d'entretien, son retrait est prévu pour 1994. Il aura alors quarante-trois ans. Ce qui pose dès à présent la question d'un nouveau porte-avions dans la marine où la construction de cet autre porte-avions doit prendre huit ans. A ce jour, aucune date de mise en chantier n'est prévue. En septembre, l'amiral Alain Coatacon, chef d'état-major de la marine, avait dit : « Prévoir l'après-Foch s'impose pour avoir plus de souplesse opérationnelle ».

GABRIEL SIMON

Vaison-la-détresse

Suite de la première page

« On » dit que les autorités cachent la « vérité » sur le nombre de victimes (bilan officiel dans le Vaucluse : 37 morts, 5 disparus) pour ne pas nuire à « certaines personnes ». Qui est « on » ? Sans le fils le plus surnommé de l'Ouvèze et du malheur.

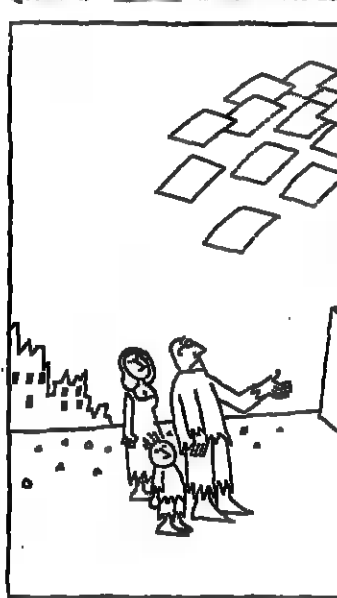
rumours dans la région que chacun apporte un début de preuve. Chacun a vu de « certaines », confies il voit « On » partout et nulle part. C'est une femme qui a vu « cent cinquante cueils », un commerçant qui évoque « quatre-vingt-sept morts », un viticulteur qui conseille d'interroger les moines du monastère de Barroux, « parce qu'ils savent beaucoup de choses ». Vaison s'enlise dans les ragots de croque-morts, même si elle sait qu'aucune demande de reconnaissance d'intérêt familial n'a parvenu de quelque pays que ce soit. Les gendarmes d'Orange et la commune, M. Jean-Louis (PS), ont beau répéter que les centres après le drame ont permis de dénicher les étrangers qui ont fui le terrain de camping sans donner signe de vie, rien n'y fait. La ville, qui a vu que les yeux de l'Ouvèze, révoltant ainsi l'impact d'un traumatisme dont l'onde de choc n'en finit plus de se propager.

« Nous n'avons pas reçu un centime »

Les habitants traversent une sombre période de détresse. M. Haut, coiffeur entre autres, est à la tête de la ville et des habitants locaux qui tendent à tenir leurs promesses. Car la détresse s'explique en partie par des difficultés matérielles qui, pour le moment, paraissent insurmontables. Les habitants, dont certains étaient très mal assurés ou pas assurés du tout, s'aperçoivent le dédale des contrats et des formalités administratives. D'expertise en contre-expertise, de bilan en bilan, l'attente est devenue infructueuse. Le « Charles-de-Gaulle » a été construit par la marine nationale, le Clemenceau, en service depuis 1961. Quant au Foch, bâtiment sur lequel ont été multipliés les travaux d'entretien, son retrait est prévu pour 1994. Il aura alors quarante-trois ans. Ce qui pose dès à présent la question d'un nouveau porte-avions dans la marine où la construction de cet autre porte-avions doit prendre huit ans. A ce jour, aucune date de mise en chantier n'est prévue. En septembre, l'amiral Alain Coatacon, chef d'état-major de la marine, avait dit : « Prévoir l'après-Foch s'impose pour avoir plus de souplesse opérationnelle ».

GABRIEL SIMON

pent des appartements ou des résidences mises à leur disposition jusqu'au printemps. Mais qu'en sera-t-il ensuite ? Les propriétaires des logements ont déjà prévu que cette situation ne saurait durer au-delà du mois de mars. Quant aux immeubles de

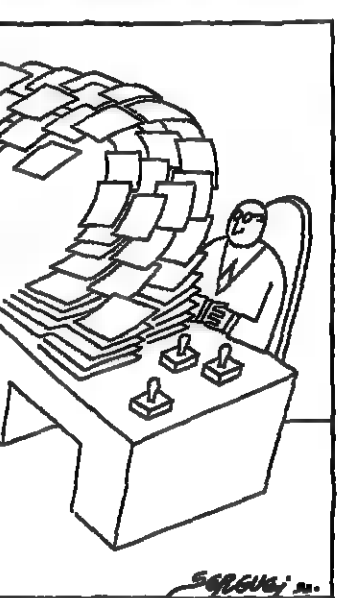


la ville, appelées à proposer des solutions alternatives, elles font la sourde oreille. Un seul aspect du drame : une réunion organisée par une association de sinistrés.

Ces derniers s'inquiètent surtout de n'avoir guère qu'une aide « première urgence », bien insuffisante selon eux (1). Leurs critiques portent essentiellement sur les engagements du ministre. A la suite de la catastrophe, M. Pierre Bérégovoy avait annoncé que 11,5 millions de francs seraient débouqués en faveur des départements touchés par les inondations. « Nous n'avons pas reçu un centime », constate le maire de Vaison. J'ai écrit trois lettres, mais aucune réponse, rien n'avance, je ne suis plus que faire. Les aides promises par le département ou la région, qui se sont également fait attendre, devraient être débouquées dans les jours à venir.

Faute d'argent, la commune de Vaison, qui ne compte que six mille habitants, ne peut financer ces trois objectifs prioritaires : le rachat, la

prix fort, des terrains et des sinistrés pour les remplacer au plus vite par des aires de jeux ou des espaces verts ; le nettoyage des rives de l'Ouvèze, où les carcasses des bâtiments démolis imposent toujours leur spectacle ; la construction de nouveaux logements dans des secteurs plus sûrs pour accueillir, à des tarifs avantageux, une partie des sinistrés. Le tout évalue à 40 millions de francs le coût de ces opérations.



rentes opérations (les débits « publics » ont été évalués, pour l'ensemble de la commune, à 170 millions de francs).

Le percepteur et les ministres

Si les chefs d'entreprise, les commerçants et les artisans ont des compétences en matière de comptabilité et d'administration, ils ont aussi, dans une association, des intérêts à leur égard. Ils ont créé pour veiller à l'avenir des neuf orphelins du 31 septembre. Une autre, lassée d'attendre l'aide promise, envisage d'appeler à la mobilisation générale pour nettoyer les berges de l'Ouvèze. Les trois associations s'activent à diffuser les listes des

sinistrés. Elle entend porter plainte contre X... et se constituer partie civile pour « savoir » (responsabilité des autorités, prévisions météo, organisation des secours...).

Certains sinistrés, à Vaison-la-Deffense, à l'hôtel de ville, dans une salle dont les murs sont encore tapissés de posters de soutien. Alors, quand le « grand déprime » se répète, le bruit, dans son effroyable diversité, « nous perceurait le cœur », s'insurge une femme. « Les sinistrés ont juste à nous taper dans le dos », nous a dit un jeune homme. « La Croix-Rouge n'a versé que 3 500 000 francs, mais a pourtant versé des millions de centimes », lance le président de la troisième association (2). « Est-ce que je dois payer ma dette ? » demande un retraité. « Et mon vélo ? » s'inquiète un voisin. « Et Bérégovoy ? » « Et Kouchner ? » A Vaison, comme ailleurs, les critiques des sinistrés ont le même thème : les politiques sont responsables mais pas coupables.

Un petit problème en vrac, dans la malheureuse quotidien trouve un peu de Turcs. Il devient un problème en mille visages, impudique et cruel. Entre un problème de carte à mazout et une affaire de Minitel endommagé, un homme d'une certaine classe interrompait les autres pour s'inquiéter avec courtoisie de la simple « vérité ». Son fils, de six mois, emporté par l'Ouvèze en furie, fait partie des cinq disparus dont les corps n'ont pas été retrouvés.

PHILIPPE BROUSSARD

(1) L'Union de solidarité qui a suivi le drame a permis de récolter notamment 25 millions de francs en provenance d'associations, de particuliers ou de diverses entreprises (ce total ne tient pas compte des fonds récoltés par la Croix-Rouge). Une partie de cette somme (14 millions de francs) a déjà été distribuée aux sinistrés de la commune et les 12 millions restants devraient être prochainement versés. Le logement a été complètement détruit par l'inondation. Les sinistrés ont perdu 30 000 F chacun. Celles dont les maisons ont été détruites ont subi des pertes de 30 000 F. Le local, totalement détruit, a coûté 20 000 F.

(2) De nombreux sinistrés, qui ne disposent pas toujours d'informations, critiquent la Croix-Rouge. M. Jolyer, chargé du dossier à la Croix-Rouge française, a indiqué au Monde que son organisme avait reçu 10 millions de francs de dons à la suite de cette catastrophe. Pour le seul département de Vaucluse, 2,5 millions ont déjà été versés. Il en reste à peu près à attribuer.

En micro, l'économie c'est Infini

Dernière minute Duo Dock disponible

Des prix Noël...

Les imprimantes	Les imprimantes
II VI 4/40 13 000 F	Laser Personal LS 4 875 F
Duo 230 4/80 16 000 F	Laser Personal NT 8 960 F
Quadra 950 4/230 47 000 F	Laser IIx 14 000 F
	Mise à jour PNT, PSC en NTR 8 520 F

Offre valable jusqu'au 25 décembre 1992

Certifications : CAO/DAO, gestion, réseaux, Télécom

Infinit SA
7, bd Magenta 75010 Paris
Tél : 42 02 81 80 Fax : 42 02 81 20

... le service toute l'année

- Etudes des besoins
- Formations personnalisées
- Installations
- Maintenance sur site
- Intervention 4 D

INFINIT

Commencez votre Noël Fnac maintenant

La Fnac restera ouverte en nocturne les 24, 25 et 26 décembre

Ouvrures exceptionnelles des Fnac Paris et région parisienne en décembre - Fnac Forum, Fnac Montparnasse, Fnac Etoile : 21, 22, 23 jusqu'à 21 h, ouvert dimanche 20 de 10 h à 19 h - Fnac Music Bastille : nocturnes tous les mercredis et vendredis jusqu'à 22 h, ouvert dimanche 20 de 11 h à 20 h - Fnac Music Montparnasse : lundi-samedi de 10 h à 24 h, dimanche 20 de 13 h à 24 h - Fnac Micro, 71, bd St-Germain : lundi samedi de 10 h à 20 h, dimanche 20 de 10 h à 20 h -

Fnac Défense, Party II, Créteil, Cergy ouvert dimanche 20 de 10 h à 19 h, Fnac Noisy le Grand jusqu'à 21 h - Autres horaires particuliers - Fnac La Défense : lundi au samedi de 9 h 30 à 20 h du 14 au 20 décembre - Fnac Party II : nocturnes mardi au vendredi jusqu'à 22 h - Fnac Créteil : mardi au vendredi jusqu'à 21 h - Fnac Cergy, Fnac Noisy le Grand : lundi samedi 10 h à 20 h, vendredi jusqu'à 21 h. 3615 Fnac

AGITATEUR DEPUIS 1954.

CULTURE

PATRIMOINE

L'Olympia entre destruction et rénovation

Enjeu immobilier, la dernière grande salle parisienne de music-hall fait l'objet d'une lutte serrée entre professionnels du spectacle et la Société générale

Quel avenir pour l'Olympia ? Au moment où Muriel Robin et Guy Bedos font comble, des négociations se déroulent dans les coulisses du célèbre music-hall, 28, boulevard des Capucines, à Paris. Elles conditionnent son avenir, voire sa survie. Les rumeurs les plus contradictoires avaient circulé en juin : fermeture provisoire ou définitive ? Démolition ou rénovation ? Les professionnels du spectacle, le ministère de la culture se sont inquiétés du sort de la salle.

Après six mois de mutisme, celle-ci admet avoir mis à l'étude « six projets » pour l'Olympia, qui vont de la destruction pure et simple à la rénovation de la salle actuelle. Mais la Société générale, la filiale immobilière de la banque, veut calmer le jeu. « Notre objectif est la pérennité de l'Olympia. C'est un handicap. Société générale veut en faire un atout, un élément dynamique pour le quartier, pour les boutiques qui seraient installées dans le passage Edouard-VII. »

L'établissement financier possède, en effet, l'énorme bloc d'immeubles délimité par le boulevard des Capucines, la rue Caumartin et la rue Edouard-VII. Ces 75 000 mètres carrés de bureaux et de logements - mais aussi une cinquantaine de commerces - vont subir une opération de rénovation à partir de 1993 pour être mis en location vers 1997.

Parmi les « locataires » se trouvent les 300 employés de la banque, qui démentent pour Val-de-Fontaine et la Défense. Les locaux, dont certains sont classés (Stendhal a écrit le *Rouge et le Noir* rue Caumartin), devraient être conservés. La banque a effectué une opération similaire au centre d'affaires de la Défense en 1989-1991. L'Olympia était élevée à 10 millions de francs de travaux, mais à cause de 100 millions de francs de loyers par an, le coût sera amorti en deux ans.

Le fâcheux précédent

■ Bobino

La Société Générale a voulu refaire la même opération dans l'îlot Edouard-VII. Le Théâtre Edouard-VII, dont les murs appartiennent également à la banque, ne pose pas de problème : il est situé en bordure de l'îlot et n'est pas menacé. Le Bar romain, rendez-vous des artistes, rue Caumartin, sera également conservé en l'état.

Restent, au cœur de la zone, 1 000 mètres carrés occupés par l'Olympia. Pour la banque se posent des questions. Elle n'en est qu'au stade « pré-étude », explique M. Hantz, qui « néanmoins » quelques piques sur ce qui pourrait être l'opération : « Le spectateur qui entre dans la salle doit retrouver le lieu qu'il aime. Nous souhaitons donc conserver l'entrée au 28, boulevard des Capucines, alors que nous avions envisagé une entrée en face du Théâtre Edouard-VII. Nous voulons conserver le même volume ; six mois de travaux seraient un délai raisonnable pour sa rénovation. »

C'est une version « douce ». La salle pourrait aussi bien être détruite et reconstruite à côté ou en dessous de l'emplacement actuel. Une option sérieusement envisagée serait, en outre, celle de l'« enfouissement » ; d'autant que la banque va creuser le sol de 1 à 15 mètres pour loger des parkings. Dans cette hypothèse, le hall serait modifié. Pour limiter le temps de fermeture, la salle actuelle maintiendrait pendant la durée des travaux. L'éventualité de retrouver une salle identique n'est délicate n'a pas été critiquée par nos interlocuteurs. M. Hantz.

Les utilisateurs de l'Olympia (producteurs, chanteurs) le Fonds de soutien des variétés (qui octroie des aides aux spectacles) et le ministère de la culture opèrent plutôt pour la rénovation « douce ». « Des travaux lourds entraîneront une fermeture de un à deux ans, et donc la mort de l'Olympia », estime Antoine Masure, le directeur du Fonds de soutien. Si l'Olympia doit disparaître sous terre, la solution consensuelle serait de descendre de plusieurs mètres la salle actuelle sur vérons. « Pourquoi pas ? répond M. Hantz, même si une opération aussi audacieuse et dangereuse ne cadre pas avec nos habitudes. Cette solution aurait l'avantage de limiter la durée des travaux. »

Un ministère de la culture, on rappelle que « la reconstruction in situ » un fâcheux précédent : celui de Bobino. Triste destin en effet que celui de la salle de la rue de la Galté, qui a vu défiler toute une génération



Bécaud était déjà là en 1984 quand la salle a reculé avec le chapeau.

de chanteurs (Brassens, Ferré, Ferrat, Mouloudji, Reggiani). Détruite en 1983, elle fut reconstruite sur place, perdant au passage son entrée, son cadre, son formes et son atmosphère, pour se transformer en « garage ». Même la Société Générale affirme vouloir « un nouveau Bobino ».

Pourtant, la profession reconnaît l'Olympia comme un lieu de travail. « L'agrandissement de la scène et la création des coulisses, pour accueillir les spectacles, sont les plus importants. Des sondages ont été réalisés au cours des deux derniers mois de la scène pour apprécier l'impact de la charpente métallique. M. Hantz affirme avoir été surpris par « le volume des lieux. On m'a même dit qu'il pleuvait parfois sur scène ». Ce qui fait bondir Jean-Michel Boris, le directeur de l'Olympia : « La salle n'est pas grande. Il y a parfois quelques gouttes d'eau parce qu'il y a une verrière au-dessus de la scène pour des raisons de sécurité. Mais la toiture n'est pas

en cause. » Rénovation ou démolition-reconstruction ? Une chose est sûre, on n'entreprendra pas de tels travaux sans perturber fortement l'établissement. Beaucoup se demandent d'ailleurs si l'opération immobilière globale est conciliable avec le maintien de l'Olympia. « Aux paroles consensuelles de trouver que c'est possible, à elles de définir le projet qui entraînera le moins de perturbations », affirme M. Hantz.

Chaque projet va en effet être discuté, point par point, dans le cadre de réunions entre la Société Générale, le Fonds de soutien et les représentants du spectacle. La première réunion a eu lieu le 18 novembre dernier. Les producteurs de spectacles avaient déposé des « poids lourds » : Jean-Claude Camus (Hallyday, Sardou), Daniel Colling (Jacques Higelin, le Printemps de Bourges), Claude Wild (Eddy Mitchell, Véronique Sanson), ce qui traduit l'importance attachée par la profession au dossier. Bizarrement, Paulette et Patricia

Coquatrix, les titulaires du bail (le loyer annuel tournerait autour de 6 millions de francs), étaient absentes de la première réunion.

La femme et la fille de Bruno Coquatrix, le manager des années fastes du music-hall, mort en 1979, ont, en août dernier, obtenu un prolongement du bail jusqu'en 2007. Elles affirment « ne pas être concernées. Nous traitons directement avec la direction de la Société Générale. Officiellement, nous ignorons les projets de la banque, même si des travaux sont prévus depuis longtemps. Mais ce sera un simple lifting. Elles reconnaissent qu'il faudra bien fermer, « peut-être six mois, ce qui n'est pas grave : les artistes se batront pour faire la réouverture de l'Olympia ».

La profession ne remet pas en doute l'attachement des Coquatrix à ce lieu. Mais beaucoup s'interrogent sur leur attitude à propos de l'avenir de l'Olympia, sur la durée « étrange » de leur nouveau bail (14 ans au lieu de 3, ou 9 ans), qui, affirme Antoine Masure, « ne garantit en rien la préservation de l'Olympia dans la forme actuelle ». D'autres assurent que les héritiers de Bruno ne voient pas d'un bon œil l'intervention de la banque (ministère, Fonds de soutien, producteurs) se mêlant à leurs affaires. « Si on ne peut pas comprendre l'Olympia est devenu un mythe, et qu'un mythe menacé appartient à tout le monde », affirme un producteur. Une chose est sûre, les Coquatrix sont restés très discrets quand la profession s'est mobilisée, l'été dernier. « Ceux qui nous connaissent savent que nous sommes trop attachés à cette maison pour vouloir sa disparition », affirme Patricia Coquatrix.

Autre absent de poids, Jean-Michel Boris, le neveu de Bruno Coquatrix. Avec sa double casquette de programmeur de la salle (donc salarié des Coquatrix) et de président du Fonds de soutien, il a préféré rester en retrait. Les Coquatrix lui ayant demandé de ne pas s'exprimer sur ce dossier, il n'a pas signé les pétitions demandant que l'Olympia continue. Mais ceux qui le connaissent disent que le personnage est en train de « bouillir » et que ses relations avec les Coquatrix sont « orageuses ».

La possibilité d'un classement

Depuis la rentrée, la Société Générale a changé d'attitude, sous la pression, dit-on, du ministère de la culture. La banque est aujourd'hui consciente qu'un « classement » en force provoquerait une levée de boucliers dans les professions du spectacle et aurait des conséquences négatives pour son image. Quatre signatures ont été recueillies, en juillet, par Francophiles de la Rochelle. Une soixantaine d'artistes, dont Patrick Bruel, Maxime Leforestier, Yves Duteil, Alain Souchon, Renaud, Paolo Bonolis, ont signé une lettre à M. Jack Lang pour s'inquiéter du sort de l'Olympia.

La banque n'a pas pour elle une ambition politique de classement de la salle. Part lyrique : la subvention de l'État du Châtelet : 3,6 millions de francs par an (avec un engagement de 10 ans). « Ce n'est pas un côté, c'est le Châtelet et, de l'autre, détruire l'Olympia, c'est le leitmotif des politiques de la salle. »

Si les parties se parviennent pas à un accord, le ministère pourrait classer la salle au titre de « lieu de mémoire », comme Le Fouquet's. Le classement se ferait « en quatre minutes », dit-on au ministère. Qui ajoute que la salle de billard, à l'étage, est déjà inscrite à l'inventaire des monuments historiques. Ce n'est également pas un hasard si, en juin dernier, l'Olympia a reçu une licence 2 (celle des théâtres) qui soumet toute désaffectation des lieux à une autorisation ministérielle. La Société Générale a prévu la riposte : « Un classement n'assurera pas la pérennité de la salle », rappelle M. Hantz. La loi protège les lieux, mais pas « la vie » de ces lieux de spectacle. Le propriétaire pourrait donc laisser mourir la salle en la fermant.

Aucun des deux camps n'a donc intérêt à la guerre. La Société Générale n'a pas annoncé de date de fermeture pour l'Olympia. « Nous avons trois ans devant nous », affirme-t-elle. Quelles que soient les modalités des travaux, le lieu « va en prendre un coup », indique un amoureux de la salle, qui redoute le nouvel habitat du hall actuel, au carrelage incertain et aux murs fatigués. « Le charme de l'Olympia, c'est sa jeunesse. » L'établissement financier préfère évoquer « les couleurs de la salle » : rouge et noir. Celles de la Société Générale.

MICHEL GUERRIN

THÉÂTRE

Un philosophe vif-argent

La difficile mise en scène de l'auteur des Essais

MONTAIGNE

■ Poche Montipomasse

Michel de Montaigne (« Par ce que c'estait lui, par ce que c'estait moi ») attend, bon pied bon œil, au Théâtre Poche. Vous n'allez pas reconnaître le Montaigne au long crâne clair ovoïde et aux yeux chi-nois du célèbre portrait de l'école française du XVI^e siècle puisque au théâtre l'auteur des Essais arbore le visage de vigneron haut en couleur d'Etienne Bierry, - il y a un visage très proche de celui-là au Louvre, celui du donateur, sur le bord gauche de la Pietà d'Avignon. Ce qui fait d'Etienne Bierry un Montaigne plus ressemblant que nature. Les historiens d'art ont plus d'une fois pensé que le donateur de cette Pietà était d'un visage si portugais que le peintre, qui s'était représenté en donateur, devait l'être lui aussi. Or la mère de Montaigne était d'une famille juive portugaise chassée de chez elle par l'Inquisition, et du côté du père, le bis-aïeul était un Portugais renommé Ramon, qui, du temps de l'occupation anglaise, possédait la vigne de ce qui est aujourd'hui le célèbre Château-Eyquem. En tout cas, Etienne Bierry, qui ne peut plus plausiblement Michel de Montaigne.

Beaucoup plus discutables sont son immobilité constante tout au long de la soirée : assis droit ou au garde-à-vous, il émet des partenaires, comme paralysé. Or Montaigne nous dit avoir « aux pieds de la folie ou du vif-argent ». Si n'était pas en mouvement, aucun mot ni lui venait à l'esprit : « Mon esprit ne va, mes jambes ne l'agissent. »

La présence des huguenots

Nous remercions : Etienne Bierry, mais comme un premier acte de réhabilitation en classe de Montaigne entièrement et faire aucune faute la page de Montaigne sur son ami La Boétie, que d'ailleurs tant de fans savent par cœur. Or Montaigne en était incapable. « Pour apprendre tout vers, il ne faut trois heures », écrit-il, et plus loin il précise que ces trois vers, il les oublie, s'il lui faut les dire en public.

Le texte présenté au Théâtre de Poche (œuvre de Robert Poudrou, mise en scène de Pierre Tabard), Montaigne, ou Dieu que la femme me reste obscure, est tout à fait distrayant, mais parfois oubliés, parfois incohérents.

Oubliés : par exemple, lorsque Montaigne évoque son cher La Boétie et qu'il s'écrit qu'il a cette amitié si précieuse qu'il ne voit pas de raison, il

omet de nous raconter une chose qui nous intéresse, c'est que La Boétie, comme Montaigne, n'adhérait pas sur notre sol la présence des huguenots. La Boétie estimait qu'il fallait « punir les insolences advenues à cause de la religion », jusqu'à raser les maisons et démanteler les vignes. Et lorsque Catherine de Médicis, sur le conseil de Michel de l'Hospital, prit en janvier 1562 un décret autorisant la liberté de conscience, conditions, que le parlement de Paris manifesta son désaccord, Montaigne, une ni deux, s'en alla manifester son soutien à ce parlement, quand personne ne lui demandait rien. (Lorsque Henri de Navarre, protestant, devint le roi de France, Montaigne se calma.)

Inconnu : la pièce de Robert Poudrou présente un Montaigne nettement « partagé » entre deux femmes : Françoise de la Chassaigne, son épouse, et Marie Le Jars de Gourmay, qu'il rencontra en 1588 à Paris, quatre ans avant sa mort. Sur la scène, Etienne Bierry, placé entre ces deux femmes, va de l'une à l'autre. Or, marié en 1565, Montaigne est resté fidèle à son épouse jusqu'à sa mort. Il a manifesté en public cet attachement, alors que, dans ce temps-là, la fidélité conjugale était seulement le fait des pauvres. Et M^{re} de Gourmay, dont il estimait « la solidité des mœurs », fut pour lui une « très sainte amitié ». Elle éditait les Essais, corrigea les épreuves. Enfin, après la mort de Montaigne, sa femme Françoise mit au point, avec un ami de l'auteur, Pierre de Brach, une nouvelle édition des Essais, et changea M^{re} de Gourmay des formalités de l'édition à Paris. La rivalité des deux femmes, que dit la pièce de Robert Poudrou, est éloignée de tout cela.

Mais aussi bien les écrits que les copies conformes concourent à donner du plaisir à l'écoute de ce Montaigne. L'interprétation « Châteaubien » de Bierry est réjouissante. Fabienne Périneau est marquée en Marie de Gourmay. Et la merveille de cette soirée est la présence d'une grande actrice, Nita Klein, dans le rôle de la femme. Sa première longue scène avec son mari est un chef-d'œuvre d'interprétation : c'est même, en soi, émouvant : jeu d'une intelligence et d'une invention extrêmes. Il est étrange que, dans ce domaine si immédiat et transitoire du théâtre, les plus grandes artistes soient parfois celles que la décision des « responsables » nous fait les plus rares.

MICHEL COURNOT

► Salle 1, du mardi au samedi 11 heures - 19 heures - 21 heures - 15 heures. Tél. : 45-48-92-97

VENTES

Melun s'offre deux œuvres de Van Hulsdonk

Les deux tableaux de Jakob Van Hulsdonk retrouvés dans le grenier de l'hôpital de Melun ont été adjugés (ensemble) 2,5 millions de francs, le 20 décembre lors d'une vente aux enchères Fontainebleau. Ces deux tableaux portant la signature de Jakob Van Hulsdonk (1582-1647) avaient été retrouvés il y a un an dans le grenier de l'ancien couvent des Récollets, devenu l'hôpital de Melun.

L'établissement hospitalier devait alors de les mettre en vente pour acquiescer un scanner, en qui avait déclenché une série d'épisodes juridiques. La ville de Melun a refusé de racheter un œuvre de propriété sur les tableaux. Mais le service des Domaines a tranché en

faveur de l'hôpital, qui avait reçu ces œuvres en 1830 d'un malade en 1830. Le 6 mars dernier, le ministère de la culture a autorisé les panneaux en bois, en qui interdirait leur vente de France, réduisant considérablement le nombre des acquéreurs potentiels et faisant l'estimation à 1 millions de francs à 2,5-3 millions de francs.

En outre, cette « instance de classement » d'un bien appartenant à un établissement public avait pour conséquence, sous une loi de 1913, d'interdire la vente à une personne privée. La ville de Melun, représentée par son maire, M. Jacques Marinelli, l'a donc emporté dans une vente aux enchères indite.

« Tous sont venus... »

« ATTENDRE UN COUP DE pioche dans l'Olympia, les lieux disparaissent ». C'est un livre consacré à l'histoire de la salle du boulevard des Capucines, Jean-Michel Boris, l'ancien directeur de l'Olympia : « La salle n'est pas grande. Il y a parfois quelques gouttes d'eau parce qu'il y a une verrière au-dessus de la scène pour des raisons de sécurité. Mais la toiture n'est pas

en cause. » Rénovation ou démolition-reconstruction ? Une chose est sûre, on n'entreprendra pas de tels travaux sans perturber fortement l'établissement. Beaucoup se demandent d'ailleurs si l'opération immobilière globale est conciliable avec le maintien de l'Olympia. « Aux paroles consensuelles de trouver que c'est possible, à elles de définir le projet qui entraînera le moins de perturbations », affirme M. Hantz.

Chaque projet va en effet être discuté, point par point, dans le cadre de réunions entre la Société Générale, le Fonds de soutien et les représentants du spectacle. La première réunion a eu lieu le 18 novembre dernier. Les producteurs de spectacles avaient déposé des « poids lourds » : Jean-Claude Camus (Hallyday, Sardou), Daniel Colling (Jacques Higelin, le Printemps de Bourges), Claude Wild (Eddy Mitchell, Véronique Sanson), ce qui traduit l'importance attachée par la profession au dossier. Bizarrement, Paulette et Patricia

Coquatrix, les titulaires du bail (le loyer annuel tournerait autour de 6 millions de francs), étaient absentes de la première réunion.

La femme et la fille de Bruno Coquatrix, le manager des années fastes du music-hall, mort en 1979, ont, en août dernier, obtenu un prolongement du bail jusqu'en 2007. Elles affirment « ne pas être concernées. Nous traitons directement avec la direction de la Société Générale. Officiellement, nous ignorons les projets de la banque, même si des travaux sont prévus depuis longtemps. Mais ce sera un simple lifting. Elles reconnaissent qu'il faudra bien fermer, « peut-être six mois, ce qui n'est pas grave : les artistes se batront pour faire la réouverture de l'Olympia ».

La profession ne remet pas en doute l'attachement des Coquatrix à ce lieu. Mais beaucoup s'interrogent sur leur attitude à propos de l'avenir de l'Olympia, sur la durée « étrange » de leur nouveau bail (14 ans au lieu de 3, ou 9 ans), qui, affirme Antoine Masure, « ne garantit en rien la préservation de l'Olympia dans la forme actuelle ». D'autres assurent que les héritiers de Bruno ne voient pas d'un bon œil l'intervention de la banque (ministère, Fonds de soutien, producteurs) se mêlant à leurs affaires. « Si on ne peut pas comprendre l'Olympia est devenu un mythe, et qu'un mythe menacé appartient à tout le monde », affirme un producteur. Une chose est sûre, les Coquatrix sont restés très discrets quand la profession s'est mobilisée, l'été dernier. « Ceux qui nous connaissent savent que nous sommes trop attachés à cette maison pour vouloir sa disparition », affirme Patricia Coquatrix.

Autre absent de poids, Jean-Michel Boris, le neveu de Bruno Coquatrix. Avec sa double casquette de programmeur de la salle (donc salarié des Coquatrix) et de président du Fonds de soutien, il a préféré rester en retrait. Les Coquatrix lui ayant demandé de ne pas s'exprimer sur ce dossier, il n'a pas signé les pétitions demandant que l'Olympia continue. Mais ceux qui le connaissent disent que le personnage est en train de « bouillir » et que ses relations avec les Coquatrix sont « orageuses ».

M. G.

(1) Jean-Michel Boris et Marie-Ange Guilleme sont les auteurs de 28 bandes dessinées de Capucines, la fabuleuse aventure de l'Olympia. Acropole éd., 1991.

le Monde ÉDITIONS

GREILSAMER

le procès

SANG

contamine

DOCUMENTS

DANSE

THEATRE DE LA VILLE PARIS

MAR 22 MER 23 SAM 26 MAR 29
MER 30 JEU 31 DEC. 20H30
DIM 27 19H

JEAN-CLAUDE GALLOTTA

GROUPE EMILE DUBOIS

la Légende de Don Juan

Confessions d'un rocker

création pour 16 danseurs et 4 musiciens

2 PL DU CHATELET 42 74 22 77

CINÉMA

La réédition de « Fra Diavolo », avec Laurel et Hardy, rend hommage à l'un des pères du burlesque récemment disparu, le producteur Hal Roach

La longue, formidable vie de Harold Eugene Roshar, qui fit le voyage de Robert E. Lee, héros de la guerre de Sécession, à Mark Twain, à Hemingway, en 1917, jusqu'en 1982, à Elmina (New-York). Encouragé par son père à vendre des glaces à Seattle, le postier, chercheur d'or en Alaska, enfin, muetier, foreur de puits de pétrole dans le Mojave. En 1912, tombant sur une petite annonce réclamant des cow-boys expérimentés pour 1 dollar par jour - de conseil technique aux westerns produits par la Universal - il débarqua à Hollywood et se fit instantanément engager en tant que figurant et cascadeur - pour 3 dollars par jour.

En deux ans, il devient scénariste, assistant metteur en scène, enfin réalisateur et producteur. Puis rencontre Harold Lloyd et crée avec lui une petite société, qu'il transforme en véritable maison de production l'année suivante, grâce à un minuscule héritage (3 000 dollars) et avec l'appui de Pathé. C'est sur la paire de lunettes à monture noire dont il arbore un jour Harold Lloyd qu'il fondera sa

fortune, s'offrant dès 1919 ses propres studios à Culver City. Tôt vite, il se diversifie, lance plusieurs séries de films-à-deux-bobines (« two reels ») avec pour acteurs-personnages Snub Pollard, Charlie Chase, la ribambelle d'enfants qui

Naissance d'un tandem

Né le 6 juin 1895 dans le Lancashire (Angleterre), Stanley Jefferson, fils d'imprimeur entré comique déjà très jeune dans la troupe londonienne de Fred Karno, qui, en 1910, part pour les Etats-Unis. Chaplin en fait la vedette, mais il se désintéresse occasionnellement. Lorsqu'en 1915, Chaplin quitte la troupe pour rejoindre le célèbre Mack Sennett, la compagnie est défait; Stanley Jefferson, devenu Stan Laurel, poursuit en solo sa carrière de comique et comme tel, qui le conduit tout naturellement, en 1917, au cinéma. Metteur en scène, réalisateur, scénariste, suit, après un désaccord avec Louis B. Mayer, dissout sa compagnie et se joint à Hal Roach.

Son futur compère, Oliver Nor-

velle Hardy, n. à Harlem (George)
 le 18 janvier — quatre jours
 Hal Roach — se désistait lui-
 même, à l'âge de huit ans, il faisait par-
 tie d'un « minstrel show », mais,
 en 1913, ayant tourné vers la comé-
 die, il se lance dans le cinéma.
 Jouant les « rondsurs », il devient le
 partenaire de comiques en renom,
 le pendant d'un Billy W. comme
 Roscoe « Fatty » Arbuckle
 ou de Buster Keaton (qui diri-
 gea Hardy, en 1923, dans « Les
 âges »). En 1924, il se contracte
 avec les studios Hal Roach.

Laurel et Hardy se croisent à l'occasion - ils figurent tous deux dans une comédie de 1917 intitulée *Lucky Fella* -, mais il faudra dix ans pour que se sonde le tandem. À presque tous les débuts du studio, Hardy et Laurel jouent au générique de *Forty Five Minutes in Hollywood* (1926). Curieusement, Roach n'a pas décelé la force de ce duo potentiel. Ce n'est qu'en 1927, avec *Two Tons of Fun*, que l'alliance des deux hommes devient systématique. On retrouvera, sous l'égide de Roach, le tandem dans plus de cent films, dont vingt-sept longs-métrages.

Pendant plus de quarante ans, préparant ses mandales et ses sophis-

tiquée - intrigue serrée, porté sur les - Roach, et gagman, parfois en scène surtout produira près de mille films, par Frank Capra, Leo McCarey, Frank Tashlin, George S. Gordon Douglas, avec Harold Lloyd, Mabel Normand, Thelma Pits, Theda Bara, Jean Harlow, Mickey Rooney, Wray, Paulette Godard, Boris Karloff... Ronald Reagan.

La découverte de la télévision

Tout le milieu des années 30, le «double bill» issu de la Grande Dépression - deux longs-métrages au même programme - entraîne la formation d'une «école» : Roach, le conteur du «passage», est au parant, l'ami au long-métrage. Mais l'accueil réservé à Madame et son clochard (avec Constance Bennett), Topper (Cary Grant et Carole Lombard), Les souris et les hommes, avec Lou Chaney, est plus commun avec le public rencontré par les courts-métrages avec Harold Lloyd et Laurel et Hardy.

Pendant la **maison** **mon-**

dale, le studio du Culver City produit des films « propagande pour l'armée américaine. A plus de cinquante ans, il reprend du service : lieutenant-colonel, à Londres, il observa de près le débarquement en Normandie. (Curieusement, après la guerre, il faillit produire plusieurs films italiens en collaboration avec Benito Mussolini.) Après la guerre, reconnaît-il, il a quelque peu perdu son patron. Il a écrit des scénarios en format « court-métrage, idéal, à ses yeux, pour la comédie. » *« Le rire est une émotion brève »,* expliquait-il en janvier dernier au *New York Times*.

Ce qui le porte tout naturellement vers un média nouveau : la télévision. En 1948, nombre de chaînes TV américaines ont adopté la bannière (ou dans ses studios), les *Amos'n'Andy*, *Blonde*, *The Lone Ranger*. Les années s'écoulent et Keaton, John Wayne, et d'autres acteurs célèbres comme George Raft, d'Alton Spector, John Ford, Buster Keaton, John Wayne ont vu leur nombre des heures de diffusion augmenter. Il y aura eu des producteurs qui auront travaillé pour la Hal Roach Television Corporation.

En 1955, il vendra sa chaîne à son fils, Hal Roach Jr., qu'il aime plus tard. Entreprises qui ont fait la fortune de son fils, Hal Roach Jr., qu'il aime plus tard. Entreprises qui ont fait la fortune de son fils, Hal Roach Jr., qu'il aime plus tard.

la réorganise mais surtout l'exploitation de son patrimoine.

Dernier survivant ■ membres
■ la Motion Picture
Academy of Cinema and Television,
il a remporté trois oscars.
■ Box ■ Laurel
Hardy transportent ■ piano
un escalier), pour ■ of Education,
■ pour l'ensemble ■
carrière. En janvier dernier, le
Smithsonian ■ au
Museum d'histoire naturelle
Washington ■ reconnaissance
■ exceptionnelle contribution
l'art, la science, l'histoire, l'ensei-
gnement et la technologie. ■ Hal-
loway ■ centenaire, il ■ fourmillier
projets : un jeu télévisé, deux
■ de long-métrage, une
de série. Il est mort le 10 jan-
vier dernier, juste avant son 101^e anni-
versaire : il ■ enterré dans le
■ Mark Twain.

HENRI BÉHAR

■ **Frs Diavolo, Action Ecoles,**
23, rue des Ecoles, 75005
Paris. Tél. : 43-25-72-07.

□ Détesté dans la guerre des écrans chinois... La rivalité agressive qui oppose Pékin à Taïpeï dans tous les domaines, cinéma compris, ayant fait subir un triste sort au film *Ching filit et une corde*: produit par la Taïwanese, le film *Chou-Feng*, il était interdit en Chine populaire; mais une des interprètes, tombée malade, ayant été remplacée par une actrice « continentale », le film fut également interdit dans l'île. En autorisant finalement, et pour la première fois, la projection (le 11 décembre) à Taïpeï d'un film où apparaît une comédienne de Chine communiste, les autorités nationalisées viennent d'ouvrir la première brèche dans la grande muraille d'interdits qui sépare les écrans des deux pays.

□ **Report du Joueur d'échecs.** — La soirée CinéMémoire du 9 novembre à l'Opéra Garnier ayant été annulée pour des raisons techniques, la projection du film *le Joueur d'échecs*, de Raymond Bernard, musique d'Henri Rabaud, interprétée par l'Orchestre national d'Ile-de-France sous la direction de Jacques Mercier, est reportée au 22 décembre, à 20 h 30, à l'Opéra Garnier.

► TEL : 42-56-57-61.

MUSIQUES

Suppression de la Biennale de Lyon

de notre bureau régional.

La municipalité de Lyon a annoncé, par un communiqué du vendredi 18 décembre, la suppression de la Biennale de musique française dont la première édition s'était tenue dans cette ville en septembre 1991. Les raisons invoquées pour cette mesure sont d'ordre budgétaire.

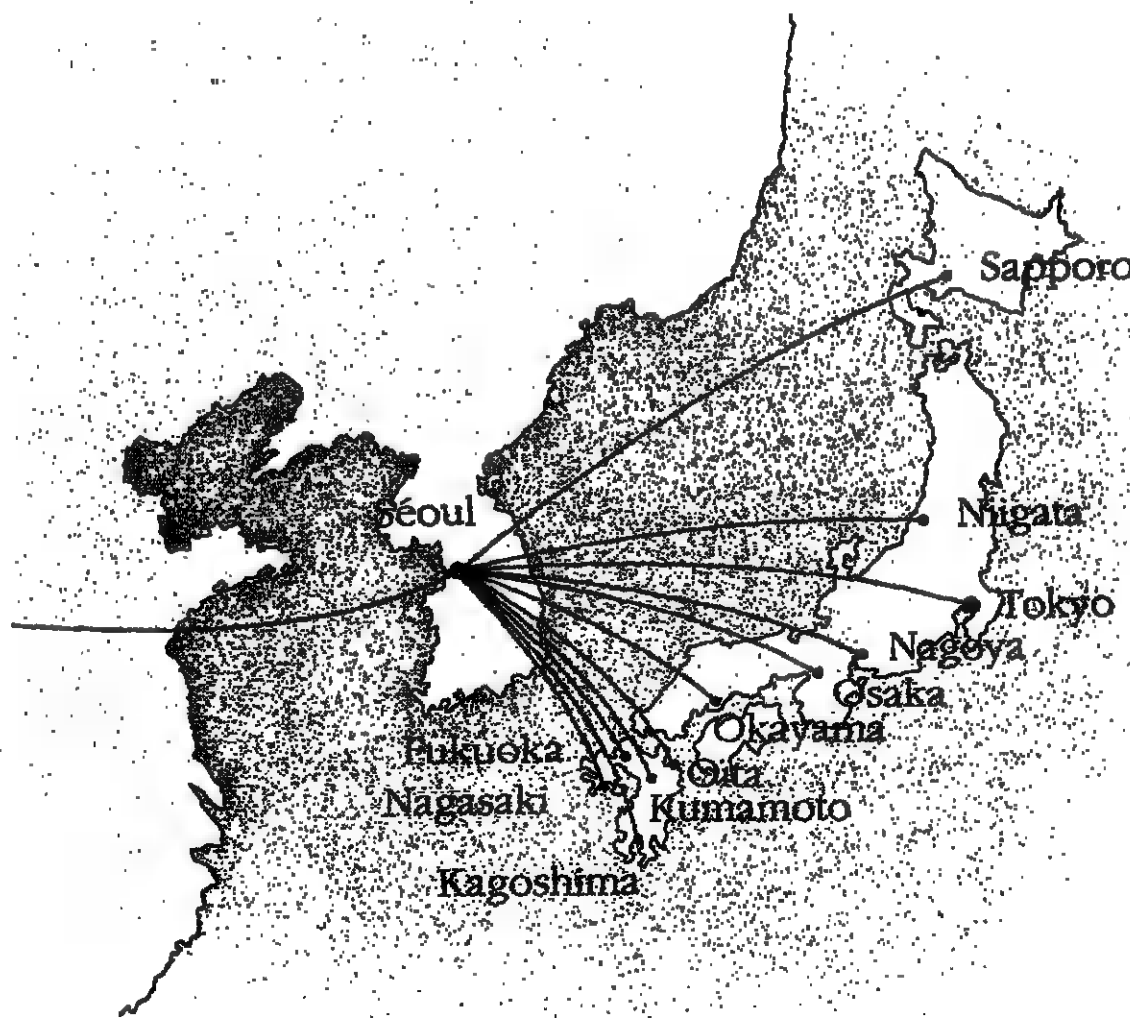
La ville de Lyon, qui contribuait au budget pour la moitié (6 millions sur 12), avait créé cette Biennale, à suite du Festival Bédior, lui-même supprimé en 1989. Parallèlement, M. Marcel Landowski, et dirigé par M. Yves Petit de la base, cette manifestation avait pour but, entre autres, un patrimoine, considéré comme national du Monde du 3 mai 1991. Elle est connue sa première édition en septembre 1991, consacrée à cent cinquante ans de musique française (1789-1939). Les concerts se sont accompagnés de toute une recherche autour des partitions, de concertations, d'édition et de production de disques (7 jusqu'à ce jour).

Cette décision de la municipalité lyonnaise peut surprendre, même si au cours du dernier conseil municipal — lundi 14 décembre, la ville de Lyon avait voté une motion de soutien aux musiciens français. Elle illustre les hésitations et les contradictions d'une politique condamnée à la rigueur pour des raisons financières, mais qui doit cependant s'ouvrir à la diversité de la musique. L'ensemble Franco, spécialisé dans la musique contemporaine, et l'ensemble harmonique de la ville. Seul le budget global de l'Opéra de Lyon dépassait ces deux autres : 150 millions pour 1993 et 1994 à 175 millions de francs, soit une augmentation de 40 % par rapport à 1992. Mais cette augmentation, inférieure d'ailleurs aux demandes déposées par la direction de l'Opéra, n'est qu'une explication partielle du problème. Le bâtiment reconstruit par Jean Nouvel qui sera inauguré le 14 mai 1993.

PIERRE MOULINIER

LES ROUTES DÉLASSÉES EN 1971

Pour atteindre les principales villes du Japon,
le chemin le plus rapide passe souvent par Séoul.



Korean Air vous propose 12 vols non stop chaque semaine entre l'Europe et la Corée. Plus qu'aucune autre compagnie. Par ailleurs, Korean Air relie Séoul à **10** villes de province du Japon, en évitant l'aéroport de Tokyo-Narita. Du temps gagné c'est

toujours de la sérénité en plus. Et puis, voyager sur l'une des plus importantes compagnies aériennes de l'Asie par le nombre de passagers, ■ bord du long courrier le plus moderne du monde (Boeing 747-400), cela contribue bien sûr aussi ■ votre sérénité.

KOREAN AIR

Une récréation avant la Coupe de l'America

A la surprise générale, les mini-voleurs, plus proches du joquet que des monstres de la Coupe de l'Amérique, n'ont pas donné l'occasion à un public tout habituellement si l'écart des plans de mieux se familiariser avec les volatiles et les règles de la plus vicieuse épreuve sportive du monde. Ils ont permis de confirmer les courtes en match racing. Vainqueur des deux manches, où il a battu en finale l' Australien Peter D. pour, plus que compatriote Rod Davis, le Néo-Zélandais Russell. Le tirage de cette dernière

Une maîtresse diplomatique qui savait susciter, à l'initiative de Gianni Gardini, finaliste de la dernière coupe, avec *il Moro di Venezia*, l'hostilité des challengers italien, espagnol, japonais et australien. Convouqués le 10 novembre par le YCF, les challengers refusaient de se rendre à cette invitation et annonçaient qu'ils se réuniraient une semaine plus tard à San-Diego. A cette occasion, le YCF avait mis au point un plan de "record". Le protocole négocié

Si la Ville de Paris lui a confirmé son soutien de principe, M. L'entend s'engager pleinement avant que le financement du projet ne soit assuré. Ce n'est rien ne semble-t-il, en jouant avant les élections législatives de mars. Principal défaut de l'opération : précédent M. et toujours propriétaire des bateaux, le groupe Legria Industries a une porte de sortie dans la conclusion économique

BERNARD ALBOUY

(1) Pour revivre toutes les péripéties de la victoire d'America 3, les Editions Ouest-France ont publié en français le livre du comité organisateur de la Coupe de l'America 1851-1992 208 pages, 19 francs.

L'argent de la boue

de dans les ses compatriotes – trois-
sième et quatrième – ils l'ont fait en
en tout 50 000 Français à Londres,
chez leur manager anglais qui ne
manquera pas de prélever sur les
commissions de la société la part qui
lui revient. McDonald, le gendre en
outre la carrière de plusieurs
athlètes de renom, s'est fait ainsi
une spécialité de ~~pour~~ ~~pour~~
kényans qui va découvrant dans
leur pays pour les ~~faire~~ ~~faire~~ le
circuit européen. En comptant les
autres athlètes qui ont rejoint les
séries, il semblerait plus d'une trentaine
à courir les récompenses ~~des~~
cross-country et les ~~marques~~ ~~sur~~
du Vieux Continent. Sans
oublier les ressortissants des
anciens pays – l'est, mais aussi

Dans la foulée de la place de vice-championne du monde de l'équipe de France, en mars dernier, ils ont donc décidé d'offrir une colonne vertébrale à leur saison hétéroclite, en réaffirmant le challenge des Mutuelles du Mans, qui existe depuis six ans.

M. Fournet-Favard réélu à la tête de la FFF

Le président de la FFF, **Journé-Fayard**, **cinquante ans**, qui avait **remplacé** en **1988** à **Fernand** **...**

Nouveau président au Racing Club de France

Le nouveau président a affirmé son intention de maintenir les activités sportives du club grâce à la commission de parrainage des partenaires financiers et industriels, afin que le sport de haut niveau ne soit pas supporté par les seules cotisations des membres.

[illegible]

Le championnat France

En allant chercher les records (4-1) à la suite de la trêve, Alouette s'est devenu, samedi 19 décembre, champion d'Alsace surprise du championnat du Financ de première division. La formation bourguignonne devance Nantes et Monaco à la faveur du plus grand nombre de victoires. Les Nantais ont été inclinés à Toulouse (2-0) et les Monegasques ont été battus en Alsace par Lyon (0-0). Quatrième du classement à un point des leaders, l'Olympique du Havre doit disputer un match en retard avec Lille le 6 janvier. Pour les autres clubs, le rendez-vous lieu le 9 janvier. Avec onze buts marqués pendant la première phase du championnat, le Cercle de Givet Grandville continue de faire du championnat du

Marco Van Basten « Ballon d'Or ». L'attaquant néerlandais de l'Ajax AC, Marco Van Basten, a été officiellement désigné, dimanche 20 décembre, « Ballon d'Or 1992 », récompense décernée par l'hebdomadaire *France-Football* au meilleur joueur européen de l'année. Avec son troisième trophée, la récompense après celles obtenues en 1988 et 1989, Marco Van Basten rejoint le compatriote Johan Cruyff et le Français Michel Platini, seuls joueurs à avoir obtenu trois « Ballons d'Or ».

Les résultats

FOOTBALL

PATINAGE ARTISTIQUE

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Dix-neuvième journée)

Caen b. Strasbourg.....	3-0
Albi et Nîmes.....	2-2
Valenciennes et Saint-Etienne.....	0-0
Toulous b. Nantes.....	0-0
Metz et Bordeaux.....	1-1
Lyon et Monaco.....	0-0
Toulon et Lens.....	2-2
Auxerre b. "Le Havre".....	4-1
Montpellier b. Sochaux.....	4-1

Prochaines :	1. Auxerre, 14 b. 5.
Monaco, 26 p. 4. Marseille, 25 ; 5.	
Strasbourg, 24 ; Bordeaux, 23 ; 7. Stras-	
bourg, 21 ; 8. Caen, 20 b. 13. Montpellier,	
20 et 10. Lyon et Sochaux, 19 ; 12.	
Gen et Le Havre, 17 ; 14. Metz et Tou-	
lous, 15 ; 15. Lens, 14 ; 17. Valen-	
ciennes, 13 et Lille, 12 ; 13. Toulon,	
2.	

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Dixième journée)

Limoges b. Cholet.....	82-77
Cholet b. Montpellier.....	82-71
Pau-Orthez b. Strasbourg.....	98-76
Pau-Orthez b. Racing-PSG.....	101-83
Cholet b. Limoges.....	89-83
Cholet b. Châlons.....	113-67
Cholet b. Dijon.....	81-75

Prochaines :	1. Limoges, 22 p. 2.
Cholet, Cholet et Pau-Orthez, 28 ; 5.	
Valenciennes, 27 ; 6. Racing-PSG, 26 ; 7.	
Valenciennes et Villeurbanne, 23 ; 9. CRO-	
us, 20 et Châlons, 21 ; 12. Mon-	
tpellier et Lens, 20 ; 14. Dijon, 18.	

CHAMPIONNATS DE FRANCE

Surya Bonaly, a remporté samedi 11 décembre le Championnat de France, devant Marie-Pierre Lary et Hubert. Eric Millot a obtenu sa quatrième place devant Philippe Lemaire et Marie-Pierre Lary et Frédéric Lemaire a obtenu la 11ème l'épreuve par couples.

SKI ALPIN

Coupe du monde féminine

à Kranjska-Gora

Le Luxembourgeoise Marc Girardelli a remporté samedi 20 décembre le slalom géant du Kranjska (Slovénie) comptant pour le coupe du monde. Il devance la Norvégienne Lene Kjus et le Suédois Fredrik Nyberg. Samedi, la Française Tomas Fogdö a été adjugé le premier place en slalom, profitant d'une erreur du Finlandais Mäkelä. Vainqueur de la première manche, le Français a manqué une porte au début de la deuxième partie de l'épreuve. Tomas Fogdö a devancé l'Italien Alberto Tomba et l'Allemand Peter Roth.

Coupe du monde féminine

à Lake Louise

L'Allemande Katje Seizinger a obtenu samedi 20 décembre le Super-Géant de Lake-Louise (Canada) comptant pour la coupe du monde féminine. Elle devance la Tatarine Lebedeva et l'Allemande Regina Hausel. Samedi, Katje Seizinger a terminé de la descente derrière la Chantale Boumssien.

close

Depuis le début de la saison, la compagnie d'assurance a consenti une offre financière, sous forme d'indemnités, aux membres de l'association de six cross-country de premier plan (1). Les vedettes de l'équipe ont obtenu des primes d'engagement calculées en fonction de l'année d'arrivée :

- 15 000 francs par épreuve pour Thierry Pantel et Annette Sergeant,
- 10 000 francs pour Bruno Le Stum et Tony Martins. En fin de saison, le classement général a attribué six primes, auquel s'ajoutent les primes des champions de France du cross-country masculin et féminin montant de 7 000 francs et déterminant l'échelle des primes d'engagement de l'année suivante.

S'il ■■■■ donner une
elle cohérence à la discipline, le
challenge n'a pas tout à fait réussi
sortir le cross-country ■■■■ son
drame. La fédération s'irrite de
■■■■ organisateurs continuer à
favoriser les rares ■■■■ média-
gés et reconnaître à l'équipe fran-
çaise un rôle ■■■■ France sur
court en vase clos, estime
galement Bruno Cavelier, un
manager français. Ils devraient
chercher ■■■■ internationale
pour progresser ». Quant
à ses espoirs de toucher le grand
public, ils ont tourné ■■■■ Au
moment où le cross-country fait un
fort pour ■■■■ rendre agréable à
toute la population, la Fédération
retourne de lui. Ainsi France 3,
qui devrait avoir retransmis la première
recherche de la saison, a préféré
publier accord ■■■■ les
lutelles du Mans, ■■■■ plus dif-
ficiles autres ■■■■ pour une
audience insuffisante.

JÉRÔME FÉNOGLIO

(1) Le cross **Figura** par une compagnie d'assurance concurrente, en fait pas partie.

ÉCONOMIE

La politique du gouvernement et l'augmentation du chômage

L'orthodoxie de M. Sapin

M. Sapin ne nourrit plus trop d'illusions sur la sortie prochaine du chômage. Une prochaine réduction du chômage, a-t-il dit, n'est pas le but de la politique économique. Pour faire face à la hausse du chômage, le ministre de l'économie et des finances, dimanche 20 décembre, au Grand Jury RTL-Le Monde, a déclaré que la croissance de 3,3 % en 1993 n'est pas suffisante. Il faut une croissance de 4,5 % à 5 %.

Rompant avec l'optimisme qui a marqué les longs mois de l'été, M. Sapin a implicitement admis que l'hypothèse d'une croissance de 3,3 % en 1993 n'est pas suffisante pour enrayer le chômage. La commission au Plan proposera au début de l'année 1993, au sein de la commission des finances, un scénario de croissance de 4,5 % à 5 %.

Orthodoxe que M. Sapin a toujours été, il n'est pas question de changer de politique économique. La commission des finances, au sein de la commission des finances, a déclaré que la croissance de 3,3 % en 1993 n'est pas suffisante pour enrayer le chômage. La commission au Plan proposera au début de l'année 1993, au sein de la commission des finances, un scénario de croissance de 4,5 % à 5 %.

La logique de l'orthodoxie, M. Sapin a vivement attaqué ceux qui, dans l'opposition, prônent une sortie du système monétaire européen (SME) sans que, d'un côté, on ne perde le contrôle de la monnaie, et d'un autre, on ne s'expose à une dévaluation.

MICHEL NOBLECOURT

Progression de 0,6 % de la production industrielle en octobre. L'indice mensuel de la production industrielle calculé par l'INSEE a progressé de 0,6 % en octobre, s'inscrivant à 114,3 contre 113,4 en septembre après correction des variations saisonnières. Sur la base de l'indice de 1989, la production industrielle a progressé de 0,2 % en octobre, la production de biens d'équipement de 0,3 % et la production de biens de consommation de 0,1 %.

L'UNEDIC réclame l'aide de l'Etat pour faire face à l'augmentation de son déficit

A leur demande, les partenaires sociaux gestionnaires du régime d'assurance-chômage devaient, lundi 21 décembre au matin, par M. Pierre Bérégovoy, premier ministre, et M. Martine Aubry, ministre du travail, les entendre réclamer l'aide des pouvoirs publics à un moment où l'UNEDIC s'enfonce dans le déficit, évalué à 21,5 milliards de francs, en cumul, à la fin du mois de novembre (le Monde daté 6-7 décembre).

En outre, ils devaient formuler plusieurs revendications, car ils con-

sidèrent que l'Etat ne tient pas ses engagements pour le financement de l'UNEDIC ou qu'il ne tient pas compte des répercussions que peuvent avoir certaines mesures de politique publique d'emploi sur l'équilibre du régime. Ainsi sont en suspens les règlements dus au titre de l'allocation de formation-reclassement (AFR), qui sont pris en charge à 50 % par l'Etat. L'augmentation de leur nombre permettrait d'absorber 240 000 à 300 000. De même, un milliard existe à pro-

pos des préretraites puisque, à 60 %, celles-ci sont supportées par le système d'indemnisation du chômage, et non par le Fonds national de l'emploi (FNE). Enfin, les responsables de l'UNEDIC estiment que le développement des contrats emploi-solidarité (CES), assortis d'un contrat de travail, à la différence des TUC, qu'ils ont remplacés, occasionnera des dépenses supplémentaires pour le régime quand les salariés vont quitter ce dispositif en avril ou mai 1993. Au total, plus de 500 000 personnes

auront été accueillies dans les CES, qu'il faudra indemniser pour la plupart. Mais, à l'inverse, actuellement, ils ne reçoivent rien en allocations pendant quelques mois. Au-delà de ces reproches, le bureau de l'UNEDIC voudrait un mécanisme de traitement financier de sa dette, qu'il souhaiterait la bonification de ses emprunts, qui s'élèvent à 18,5 milliards. Dans un entretien au Monde du 21 décembre, M. Jean Domange, président de la commission sociale du CNPF,

affirme que, « en termes d'assurance, l'ampleur du « sinistre » dépasse la capacité du régime contractuel ». Il réclame donc « une redéfinition de la frontière entre l'assurance et la solidarité ». Une supportée par les cotisations salariales, l'autre par le budget de l'Etat. Mais il ne juge pas nécessaire de renoncer à la baisse des cotisations de 0,3 % prévue pour le 1^{er} janvier par l'accord du 18 juillet, qui était censé sauver l'UNEDIC de la faillite.

A. L.

En soulignant que la croissance mondiale restera « bridée » pour les quatre années à venir

Les experts du XI^e Plan préconisent un partage du travail et des revenus

Entre 1993 et 1997, la croissance, faible, ne sera pas suffisante pour enrayer le chômage. La commission au Plan proposera au début de l'année 1993, au sein de la commission des finances, un scénario de croissance de 4,5 % à 5 %.

Sur le front de l'emploi, l'année 1993 sera moins bonne que 1992, mais meilleure sans doute que 1994... et que celles qui suivront. Les travaux réalisés par la Commission générale du Plan dans le cadre de la préparation du XI^e Plan (1993-1997) ont été les premiers résultats des travaux publics publiés jeudi 17 décembre par le commissaire au Plan, M. Jean-Baptiste de Foucauld, au cours d'un colloque de haut niveau.

Avant même la publication du rapport de M. Jean-Baptiste de Foucauld, ancien conseiller social de M. Pierre Mauroy à Matignon, les économistes réunis au Plan autour de M. Jean-Baptiste de Foucauld, directeur des études de la BNP, ont chargé de dresser les perspectives à moyen terme de l'économie française. Dans un jargon très technique-économique, ils proposent en fait de s'attaquer à quelques tabous.

Première conviction forte des experts du Plan : pour lutter contre le chômage, il ne faut pas se contenter de cinq années de croissance. S'il faut rejeter tout scénario catastrophiste, une croissance de 3,3 % en 1993, 3,5 % en 1994, 3,7 % en 1995, 3,9 % en 1996, 4,1 % en 1997, est une croissance insuffisante.

taux d'intérêt à long terme par les divergences économiques persistantes. Ils retiennent en définitive une croissance de 4,5 % à 5 % en 1993, 4,7 % à 4,9 % en 1994, 4,9 % à 5,1 % en 1995, 5,1 % à 5,3 % en 1996, 5,3 % à 5,5 % en 1997. Elle devrait être de 1,8 % dans le second scénario, celui - un peu plus optimiste - établi à partir de « des hypothèses considérées comme les plus probables » par les experts.

« Ce trésor cherement acquis »

Dans ce climat, la France, tirant les bénéfices de la politique de « désinflation compétitive » devrait s'en sortir un peu mieux. « Grâce à la maîtrise des prix, la France a une capacité de croissance équilibrée plutôt supérieure à celle de partenaires », estime M. de Foucauld qui signale que « nous n'avons pas connu une telle situation depuis près de 30 ans », depuis 1961-1962 en fait. Si elle préserve « ce trésor cherement acquis », la monnaie française devrait donc pouvoir croître plus rapidement que ses partenaires (entre 1,9 % et 2,1 % selon le scénario). La croissance essentielle : le rapport rappelle que tout point supplémentaire permet la création de 20 000 à 40 000 emplois. Mais au cours des cinq années à venir, elle ne suffira pas, il elle seule, pour résoudre « spontanément » le problème du chômage. Les scénarios économiques prévoient soit une stabilisation au niveau actuel, soit une nouvelle aggravation (le chômage pourrait approcher 12 % en fin de période) ou le plus

mauvais des cas. Le diagnostic - c'est la seconde idée forte du rapport - est simple : « Notre pays a choisi jusqu'à présent implicitement une croissance à production rapide et donc faiblement créatrice d'emplois », explique M. Charpin. « Nous nous sommes donc servis d'une situation de chômage élevé », rappelle M. de Foucauld. Ce diagnostic a des racines profondes : « Il traduit, selon lui, une difficulté à faire passer l'emploi de la machine à l'homme. La RATP a supprimé les poinçonneurs des Lignes, ou d'ailleurs, elle remplace aujourd'hui les guichetiers par des distributeurs automatiques de tickets. La liste des exemples de cette course à la productivité est longue.

Face au problème du chômage, « nous ne sommes pas démunis », estime le commissaire au Plan. Pour attaquer avec succès du mal, les économistes ont dressé plusieurs suggestions. Elles portent sur le salaire (salaire et charges sociales), le temps de travail et les nouveaux emplois. Première proposition : « On concerne le niveau du salaire. Il n'est pas considéré comme globalement excessif. Mais pour M. Charpin et il y a des preuves d'une élasticité de l'emploi au coût du travail non négligeable, notamment pour les jeunes et les personnes non qualifiées.

En clair, le SMIC et les charges sociales doivent être en France un élément du développement de l'emploi. Le patronat en est convaincu depuis longtemps, la droite aussi. Ancien collaborateur de M. Jacques Delors, M. de Foucauld est sensible à cette analyse. Les experts du

Plan ont ici une proposition originale : ils proposent une franchise des cotisations sociales par l'employeur sur les 1 000 premiers francs mensuels de salaire. Cela représenterait une baisse de 1,5 % du coût du travail, la mesure a un coût très élevé : 50 milliards de francs. Elle pourrait être compensée par exemple par un relèvement de la contribution sociale généralisée (CSG).

675 000 emplois supplémentaires

Outre le niveau, c'est aussi de la maîtrise du coût salarial que dépend le niveau de l'emploi. M. Charpin estime qu'il y a des avantages économiques en faveur d'une plus grande flexibilité entre le coût salarial et la conjoncture. Les experts suggèrent donc que soient modifiés « les mécanismes qui assurent la stabilité du salaire à la hausse de l'entreprise ».

Avec M. de Foucauld, le relancement de l'emploi est la tâche du travail. Regrettant les conditions dans lesquelles la réduction du temps de travail a été introduite en 1982 - elle a provoqué un « traumatisme » ont conduit depuis à une « dégradation de la durée du travail moyenne » - la commission estime qu'il faut reprendre le mouvement. « La réduction de la durée du travail est un moyen risqué et complexe, mais potentiellement efficace dans la lutte contre le chômage », selon M. Charpin. Le partage du travail devant être aussi partagé du revenu, le commissaire au Plan a par ailleurs souligné la nécessité de la non-compensation salariale de la réduction de la durée du travail. Cela devrait se faire dans l'utili-

lité de la production. Et doit être dans le cadre d'une négociation globale. Le Plan préconise un objectif de 37 heures hebdomadaires d'ici 1997.

La conjugaison de ces deux mesures (franchise des 1 000 premiers francs de salaire et réduction de la durée du travail) conduirait au bout de cinq ans à la création de 675 000 emplois supplémentaires et à une réduction de 495 000 le nombre des chômeurs. Une réduction qui n'a aucun effet négatif, au contraire, sur l'inflation ou les salaires publics et extérieurs. Les salariés devraient cependant accepter une moindre progression de leur pouvoir d'achat.

Une condition doit donc être remplie : il faut qu'il y ait un accord sur « le prix que la société est prête à payer pour une croissance plus saine ». A cet égard, le travail de persuasion des responsables comme M. Martine Aubry, ministre du travail, commence, semble-t-il, à porter ses fruits. En témoignent aussi bien les mesures prises en faveur du travail partiel que certaines propositions faites par la droite ou que les expériences de partage du travail et des revenus dans une banque comme la Société Générale. Les syndicats du Plan, désignés au fin de rapport, montrent aussi les résultats de cette évolution. Deux syndicats de salariés (la CFDT et la CFTC) ont cinq représentants acceptés de discuter du partage du travail.

ERIK IZRAELEWICZ

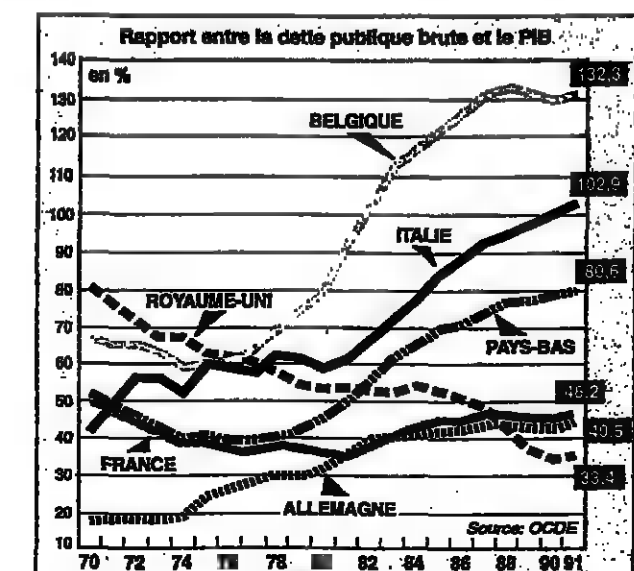
Dans son rapport annuel

L'OCDE souligne que les Italiens devront consentir de lourds sacrifices

L'Italie, secouée par une grave crise économique depuis 1989, avait enfin vu, au premier trimestre, ses ventes à l'étranger augmenter, et sa production industrielle se reprendre, l'industrie « sortant péniblement de la récession ». Mais ces quelques données positives, soulignées par l'OCDE dans son rapport annuel consacré à l'Italie et publié dimanche 20 décembre, sont survenues bien tard. En 1992, l'Italie a dû quitter le SME, à la notation la plus faible de la Communauté, et a subi une diminution de 10 % de ses réserves de change.

Cette année, « des pertes intertemporelles de compétitivité ont contribué au déclin du solde de la balance commerciale qui, jusqu'à l'excédentaire, est devenu négatif », écrivent les auteurs du rapport. Du fait des finances publiques, la poursuite des dérapages budgétaires, jusqu'à l'adoption du programme d'économies de juin, a porté la dette publique jusqu'à près de 106 % du PIB, soit l'un des taux les plus élevés de la Communauté.

Pour 1994, l'OCDE fait ses prévisions de croissance sur le respect de critères très stricts : si l'Italie parvient à faire revenir la lire dans le SME, à maintenir des changes stables, à poursuivre l'assainissement des finances publiques, elle pourra



la maîtrise des revenus et des prix, à la fois le taux de croissance pour remonter à 1,7 % en 1994 (après 1,2 % en 1993) et 0,8 % l'an prochain), la croissance du PNB en termes réels ne reprenant qu'au deuxième trimestre de 1993. Si les programmes d'économies sont respectés, la population pourra consentir d'importants sacrifices en matière

salariale et sociale (le rapport de l'OCDE souligne une « dérive » du système de sécurité sociale). Depuis la fin de la guerre, l'enjeu pour l'Italie n'a jamais été d'une « main-d'œuvre », écrivent les experts de l'OCDE.

F. L.

La préparation du budget 1993

Nouvelle cure d'austérité pour l'Algérie

ALGER
de notre correspondant

L'année qui vient sera dure pour l'Algérie. Le plan économique, selon le projet de loi de finances présenté récemment, l'année 1993 sera marquée par un déficit budgétaire record. Le déficit prévisionnel est de 168,4 milliards de dinars (42 milliards de francs environ), soit 40 % des recettes prévues (335,6 milliards). Ce déficit va très vraisemblablement entraîner un coup de pouce à une inflation déjà d'habitude marquée et qui, pour les dix premiers mois de l'année 1992, avoisinait les 30 %, selon les chiffres officiels.

Ces recettes, la fiscalité pétrolière, comme les années antérieures, se taille la part du lion avec des recettes de 193,6 milliards de dinars. Le projet de loi de finances pour 1993 (198 milliards de dinars). Les recettes de fiscalité ordinaire devraient se chiffrer à 129,5 milliards de dinars. Les dépenses de l'Etat sont essentiellement liées aux équipements (200 milliards de dinars) et aux investissements publics (109 milliards). Environ 33 milliards seront attribués aux entreprises publiques en difficulté dans le cadre d'un plan d'urgence « de dernière chance ». Par le biais d'une subvention nécessaire à l'achat de produits de première nécessité (la farine, le lait, la semoule), le soutien direct aux bas

revenus absorbera, lui, 42 milliards de dinars supplémentaires. Le projet du budget prévoit aussi le relèvement de certains impôts et taxes. Il est question de lever un nouvel impôt, baptisé impôt sur le patrimoine, frappant les biens immobiliers à millions de dinars. Le cabinet de M. Belaid Abdesslam a dégagé trois priorités : l'agriculture, le logement social et la santé. Le chômage, évalué à 1,5 million de chômeurs, est la priorité.

Le gouvernement japonais revêt à la baisse ses prévisions de croissance. Le ministre japonais des finances a présenté, lundi 21 décembre, un projet de loi de finances pour l'année fiscale 1993 (avril 1993-mars 1994) destiné à relancer l'économie. Placé sous le signe de l'austérité, le nouveau budget - 72 333 milliards de yens (3 111 milliards de francs) - n'augmentera que de 0,2 % par rapport à celui adopté en 1992. Ce projet, qui devrait être adopté au fin de semaine par le gouvernement, a été présenté alors que l'agence de planification économique vient de corriger à la baisse ses prévisions de croissance. Pour l'année fiscale en cours, l'agence a revu à la baisse sa croissance de 1,6 % (contre 3,5 % initialement prévue) et limitée à 3,3 % pour 1993. Un chiffre jugé encore « optimiste », lundi 21 décembre, par l'OCDE. Ses dernières prévisions (le Monde du 18 décembre).

L'ARG DES SE

LE G MARCH

CHALL

ECONOMIE

COMMUNICATION

Seconde édition de Vive la radio

Un tiers des radios commerciales locales au bord du dépôt de bilan

Après avoir fêté « Dix ans de FM » fin 1991, l'association Vive la radio consacrait du 18 au 21 décembre, au CNIT de la Défense, sa seconde manifestation annuelle à l'Europe des radios. Sur fond d'inquiétude des radios associatives et locales privées, confrontées à la puissance des réseaux.

La Grande-Bretagne, l'Irlande, la Suisse, l'Allemagne, l'Autriche, la Finlande et la Belgique. La France fait partie des cinq pays d'Europe du Sud pour lesquels les indices de la radio sont plus faibles que ceux des pays du Nord.

Les modes d'évolution demeurent très différents. « L'Europe connaît un grand développement. Le premier, c'est celui du développement local ou régional, comme l'Italie à ses débuts, l'Allemagne, la Belgique, la Grande-Bretagne. Le second, c'est le développement français qui s'est imposé depuis 1981 : un réseau de radios, qui, tel qu'en Espagne, en Italie, au Portugal, a l'avantage de la télévision. Ce modèle est en train de gagner du terrain.

comme un témoin, aux Etats-Unis, l'apparition des premiers réseaux. Avec la modération française, la plus riche de la planète. La plus expansion précoce en Europe de l'Est, le paysage radiophonique français a été cité comme un modèle d'équilibre. Pour les radios locales, M. Jacques Soncin a rappelé que la France, avec son système de soutien, posait « à l'avant-garde de la finance » des radios commerciales. M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication, a rendu hommage au Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui, « en créant des comités radiophoniques en région, a pu pacifier la radio FM et installer la République ».

Mais, en rendant publiques les

ARIANE CHEMIN

Une nouvelle réglementation pour l'Europe bleue
Les Douze veulent réduire la surexploitation de la mer

Infléchissement plutôt que véritable réforme : le nouveau règlement de pêche adopté dimanche 20 décembre à l'aube par les ministres des Douze, qui s'appliquera au cours des dix années à venir, ne modifiera pas radicalement l'organisation de la pêche dans la mer communautaire.

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Les ministres, réunis à la Commission européenne, sont conscients des insuffisances de la réglementation actuelle (des quotas attribués, par espèce, à chaque pays, à chacun des douze membres) qui, peu respectée, conduit à une surexploitation de la mer et à un appauvrissement des stocks. Mais ils estiment nécessaire de ne pas heurter de front une profession très sérieusement malmenée. C'est « politique des petits pas » retenue par le Conseil afin d'éviter pour assainir la situation.

« La prise de conscience de la nécessité de protéger la ressource est acquise chez les politiques, et elle est en train de se faire chez les responsables professionnels. En ce début de siècle, chez les marins-pêcheurs ? Les choses ont beaucoup avancé : la preuve, les décisions de réduire les flottilles (dans le cadre du programme d'orientation pluriannuel 1993-1997, les Etats n'ont pas été remis en cause. Mais il ne faut pas non plus faire de catastrophisme », a commenté M. Charles Josselin, ministre d'Etat à la mer, se prononçant pour une « approche prudente et progressive » d'une nouvelle stratégie de gestion des ressources.

Confirmation du « règlement de base »

Des décisions prises, M. Josselin retient en premier lieu que les grands principes du « règlement de base » précédent, celui de 1983, sont confirmés. Il s'agit d'abord de la « stabilité relative » qui prévoit un progrès de la production de pêche espagnole à la mer communautaire. Il en va de même pour la réserve de la bande littorale des 12 milles à la pêche.

Les Douze ont aussi validé les « stratégies de gestion » (comme les quotas) pour bien indiquer qu'il s'agit d'une intervention réfléchie, mais sur le moyen terme) devaient relever de la responsabilité politique, c'est-à-dire d'eux-mêmes, et non de la Commission.

Fixation des quotas pour 1993

Outre les traditionnels TAC (total des captures autorisées) et quotas, les Douze utiliseront de nouveaux outils pour gérer les ressources. Ils ont validé le TAE (sigle anglais signifiant : total effort autorisé). Il s'agit d'un plus grand effort autorisé sur une zone donnée - il définit l'effort de pêche acceptable, c'est-à-dire le nombre de bateaux et le temps durant lequel ils peuvent y opérer.

Autre innovation : les quotas sont fixés par les Etats et répartis entre les navires travaillant sur la zone. Les Français ont insisté pour que leur quota soit lié à la licence et au navire bénéficiaire, soucieux que cette autorisation administrative, créée pour mieux répartir l'effort de pêche, ne devienne vers une sorte de « foire » aux droits de pêche.

Les quotas sont également fixés par les Etats et les quotas applicables en 1993. Les Français se sont battus, avec succès, pour empêcher les quotas les plus brutales réclamées par la Commission : en particulier, pour la sole dans la Manche et le lieu noir à l'ouest et au nord de l'Ecosse. Au total, M. Josselin a estimé que les décisions prises ne handicaperont pas les pêcheurs français. Il s'agit d'une « flexibilité » de la présidence anglaise.

PHILIPPE LEMAITRE

o Erratum. - Une coquille s'est glissée dans l'article paru dans le Monde du 15 décembre, sous le titre « Michel Camdessus au chevet de l'économie mondiale ». A propos des remarquables progrès accomplis par beaucoup de pays en voie de développement (progression de 6 % de la production globale de ces pays en 1992 et probablement en 1993), il était écrit : « Les bons moments nous font oublier les problèmes ». C'est évidemment le contraire qu'il faut lire : « Ces bons moments ne font pas oublier... »

ENERGIE

A partir de 1996

Le Portugal sera approvisionné en gaz naturel algérien

Le Portugal est un pays singulier du point de vue énergétique : il ne consomme pas de gaz naturel. Cette spécificité - partagée en Europe avec l'Islande - devrait disparaître en 1996. En effet, un accord d'approvisionnement devrait être signé la semaine prochaine entre la compagnie pétrolière nationale algérienne Sonatrach pour la fourniture, à partir de 1996 et jusqu'en 2015, de 2,1 milliards de mètres cubes de gaz par an.

L'accord sera signé avec Nat- le consortium portugais retenu en juillet 1991 par le gouvernement de Lisbonne pour introduire le gaz naturel dans le pays. Officiellement créé le vendredi 11 décembre, Natgas regroupe (25 %), la compagnie pétrolière de France (23 %), le gazier allemand Ruhrgas (13 %), la compagnie pétrolière Total (13 %), l'Etat portugais (10 %) et, pour le solde, deux groupes industriels privés portugais (Quintas & Quintas, Francisco Fernandes). Avant la fin du mois également, Natgas devrait signer un second contrat d'approvisionnement avec Gaz de France, l'un de ses actionnaires, pour la fourniture à compter de 1996 et jusqu'en 2013 de quantités additionnelles de gaz que la Sonatrach n'est pas en mesure de garantir (les livraisons de GDF oscilleront, selon les besoins, entre 0,45 et 1,15 milliard de mètres cubes par an).

J.-P. T.

Ce mois-ci, un numéro exceptionnel

L'ARGENT DES SECTES

Découvrez des puissances financières hallucinantes !

et un supplément GRATUIT

LE GUIDE DU MARCHE UNIQUE

un mode d'emploi indispensable à tous les cadres

CHALLENGES

économiques

Journaliste à la Dépêche du Midi de 1929 à 1976

Joseph Barsalou est mort

L'éditorialiste Joseph Barsalou est décédé samedi 19 décembre à Cachan. Il était né le 16 novembre 1903.

C'est l'un des « pères » du journalisme qui vient de mourir. Par l'acuité de sa plume comme par sa probité professionnelle, Joseph Barsalou fut l'un de ceux qui dominèrent la presse régionale des années 30-70, à l'instar d'Hubert Beuve-Méry dans la presse parisienne. Entré en 1929 au célèbre quotidien radical la Dépêche de Toulouse - d'ailleurs, après-guerre, la Dépêche du Midi - Joseph Barsalou ignorait à quel point ses talents d'éditorialiste feraient trembler plus tard les gouvernements de la IV^e République. Et à quel point son livre la Mal-Méditerranée (Ed. Plon, 1964) serait un ouvrage de référence sur la TV.

En à Carcassonne, Joseph Barsalou écrivait les lettres et fréquenta les surréalistes, puis participa à la guerre du Rif avant de devenir journaliste politique au bureau parisien de la Dépêche, auquel il demeura fidèle. Mobilisé en 1940 dans les troupes aéronavals, puis résistant, Joseph Barsalou finit chef du service politique du Libération d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie, tout en signant des éditoriaux à la Dépêche. Nommé directeur du service politique au Parisien libéré, il collabora au journal belge la Dernière Heure et à la Revue du Monde, avant d'être nommé directeur en chef et éditorialiste de la Dépêche, pour laquelle il avait continué à rédiger ses éditoriaux.

Ses nombreux entretiens avec le général de Gaulle renforcèrent la réputation de ce journaliste, membre de la Convention des institutions journalistiques de M. François Mitterrand, mais l'indépendance de sa plume et son comportement allaient avec l'humilité et la discrétion. Questions au journalisme (Ed. Stock, 1973) en témoignent. Il comptait de nombreux amis dans la presse et l'édition, dont Claude Bonheur, Raymond Carver, Henri Amouroux ou Jacques Favet.

Y.-M. L.

A partir du 6 janvier

L'hebdomadaire « Hara-Kiri » reparait

L'hebdomadaire Hara-Kiri, disparu en janvier 1960, après avoir été y a une vingtaine d'années, va être sous-titré « journal bête et méchant » à Cavauna, Reiser, Choron, etc., à l'instar de deux autres hebdomadaires, pour 80 000 francs, à un journaliste d'extrême droite agissant pour le compte d'un psychiatre de Bergerac, le docteur Daniel Cosculluela (le Monde du 11 décembre 1990). Le nouveau propriétaire avait a posteriori nié tout lien avec l'extrême droite et revendiqué plutôt l'étiquette de « libéralisme ».

C'est avec l'un des fondateurs de Hara-Kiri, M. Georges Bernier (alias « le professeur Choron »), qui figurait parmi les « malheureux » son rachat à qui, depuis lancé à l'assaut pour enfants Gradada, que le docteur Cosculluela va relancer Hara-Kiri. L'hebdomadaire satirique sera sous-titré « le journal de l'Europe le feu et le sang » et paraîtra le mercredi à partir du 6 janvier, avec un premier tirage de 100 000 exemplaires.

Y.-M. L.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

HLM MONETAIRE

SICAV MONETAIRE DE CAPITALISATION INVESTIE EXCLUSIVEMENT EN VALEURS D'ETAT OU JOUISSANT DE SA GARANTIE

GESTION CDC TRESOR FILIALE DE LA Caisse des Dépôts et Consignations

Avec une performance de 9,36 % réalisée entre le 31 décembre 1991 et le 30 novembre 1992, HLM MONETAIRE s'affirme comme étant un véhicule particulièrement rentable. Sur son an glissement entre fin novembre 1991 et fin novembre 1992, une performance s'élève à 10,27 %.

Sur cette dernière période, la progression de l'actif de HLM MONETAIRE (+ 58 % à 11,3 milliards de francs) traduit d'un flux de souscriptions important, exprimant la satisfaction des investisseurs qui, grâce à HLM MONETAIRE, font fructifier leur trésorerie en toute sécurité.

Notée AAA par Standard and Poor's - ADEF

RESEAUX PLACEURS :

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

TRESOR PUBLIC

Creeks

EXERCICE 1991-1992



Le Conseil d'Administration réuni le 11 décembre 1992 sous la présidence de Monsieur Daniel Giroux a arrêté les comptes consolidés de la Société Mère et du Groupe CREEKS au 31 août 1992.

Le chiffre d'affaires hors taxes du Groupe s'élève à 671 MF auquel s'ajoutent 7,8 MF de redevances de licences.

La perte nette consolidée part du Groupe s'établit à 37,9 MF.

Ces résultats traduisent les difficultés rencontrées par les filiales : CREATIONS RIVERS (LIBERTO) principalement. Le titre mesure la restructuration qui ont largement contribué à réduire les pertes. La distribution DONT les pertes ont été néanmoins réduites par rapport à l'exercice précédent.

Au niveau de la Société Mère CREEKS S.A., le chiffre d'affaires hors taxes s'élève à 320 MF pour une perte de 7,9 MF : après constitution d'une provision de 30 MF sur ses titres de participation dans CREATIONS RIVERS, l'imputation du déficit de 15 MF de CREEKS DISTRIBUTION.

Le Conseil a décidé de convoquer les actionnaires de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle le 4 février 1993 à 10 heures à l'Hôtel Inter-Continental 3, rue Castiglione - 75001 Paris.

Après le vote de la proposition de résolution portant nomination de la commission d'instruction de la Haute Cour de Justice pour M. Laurent, M. Georges Dufaÿ et M. Edmond Hervé, l'ordre du jour ordinaire n'a pu être débattu. La session législative s'est achevée, dimanche 10 décembre, à l'Assemblée nationale par le levée, pour la seconde fois, de l'immunité parlementaire de M. Jean-Michel Boucheron, ancien maire d'Angoulême, élu député (non-inscrit) de la Charente. Le Parlement a aussitôt convoqué une session extraordinaire, qui comptera lundi 11 décembre, pour achever l'examen d'une quinzaine de propositions.

(non-inscrit) de la Charente. Le 1^{er} décembre, la procédure exceptionnelle faisait suite à une requête du procureur général près la cour d'appel de Bordeaux. Les députés ont répondu une fois transmise par le garde des sceaux au nom du procureur général près la cour d'appel de Paris, « aux fins de délivrance d'un mandat d'arrêt » de l'encontre de celui qui, plus désormais qu'un simple émigré, est Argentine et qui a dérobé, jusqu'ici, les convocations de la justice de son pays. (le Monde du 19 décembre).

mis, d'autre part, un point final à l'examen des textes suivants :

■ Annoncé par le premier ministre, le 7 avril dernier, dans sa déclaration politique générale, comme l'une des priorités du gouvernement, le projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques a été adopté de façon définitive, samedi 22 décembre, par 723 voix (264 + 25 abstentions. (UDF, RPR, SF, FN, PS, PCF, PSE, MR, SE, S, S+G, S+M, S+D, S+L, S+R, S+V, S+X, S+Y, S+Z, S+AA, S+AB, S+AC, S+AD, S+AE, S+AF, S+AG, S+AH, S+AI, S+AJ, S+AK, S+AL, S+AM, S+AN, S+AO, S+AP, S+AQ, S+AR, S+AS, S+AT, S+AU, S+AV, S+AW, S+AX, S+AY, S+AZ, S+BA, S+BB, S+BC, S+BD, S+BE, S+BF, S+BG, S+BH, S+BI, S+BJ, S+BK, S+BL, S+BM, S+BN, S+BO, S+BP, S+BQ, S+BR, S+BS, S+BT, S+BU, S+BV, S+BW, S+BX, S+BY, S+BZ, S+CA, S+CB, S+CC, S+CD, S+CE, S+CF, S+CG, S+CH, S+CI, S+CJ, S+CK, S+CL, S+CM, S+CN, S+CO, S+CP, S+CQ, S+CR, S+CS, S+CT, S+CU, S+CV, S+CW, S+CX, S+CY, S+CZ, S+DA, S+DB, S+DC, S+DD, S+DE, S+DF, S+DG, S+DH, S+DI, S+DJ, S+DK, S+DL, S+DM, S+DN, S+DO, S+DP, S+DQ, S+DR, S+DS, S+DT, S+DU, S+DV, S+DW, S+DX, S+DY, S+DZ, S+EA, S+EB, S+EC, S+ED, S+EE, S+EF, S+EG, S+EH, S+EI, S+EJ, S+EK, S+EL, S+EM, S+EN, S+EO, S+EP, S+EQ, S+ER, S+ES, S+ET, S+EU, S+EV, S+EW, S+EX, S+EY, S+EZ, S+FA, S+FB, S+FC, S+FD, S+FE, S+FF, S+FG, S+FH, S+FI, S+FJ, S+FK, S+FL, S+FM, S+FN, S+FO, S+FP, S+FQ, S+FR, S+FS, S+FT, S+FU, S+FV, S+FW, S+FX, S+FY, S+FZ, S+GA, S+GB, S+GC, S+GD, S+GE, S+GF, S+GG, S+GH, S+GI, S+GJ, S+GK, S+GL, S+GM, S+GN, S+GO, S+GP, S+GQ, S+GR, S+GS, S+GT, S+GU, S+GV, S+GW, S+GX, S+GY, S+GZ, S+HA, S+HB, S+HC, S+HD, S+HE, S+HF, S+HG, S+HH, S+HI, S+HJ, S+HK, S+HL, S+HM, S+HN, S+HO, S+HP, S+HQ, S+HR, S+HS, S+HT, S+HU, S+HV, S+HW, S+HX, S+HY, S+HZ, S+IA, S+IB, S+IC, S+ID, S+IE, S+IF, S+IG, S+IH, S+II, S+IJ, S+IK, S+IL, S+IM, S+IN, S+IO, S+IP, S+IQ, S+IR, S+IS, S+IT, S+IU, S+IV, S+IW, S+IX, S+IY, S+IZ, S+JA, S+JB, S+JC, S+JD, S+JE, S+JF, S+JG, S+JH, S+JI, S+JJ, S+JK, S+JL, S+JM, S+JN, S+JO, S+JP, S+JQ, S+JR, S+JS, S+JT, S+JU, S+JV, S+JW, S+JX, S+JY, S+JZ, S+KA, S+KB, S+KC, S+KD, S+KE, S+KF, S+KG, S+KH, S+KI, S+KJ, S+KK, S+KL, S+KM, S+KN, S+KO, S+KP, S+KQ, S+KR, S+KS, S+KT, S+KU, S+KV, S+KW, S+KX, S+KY, S+KZ, S+LA, S+LB, S+LC, S+LD, S+LE, S+LF, S+LG, S+LH, S+LI, S+LJ, S+LK, S+LL, S+LM, S+LN, S+LO, S+LP, S+LQ, S+LR, S+LS, S+LT, S+LU, S+LV, S+LW, S+LX, S+LY, S+LZ, S+MA, S+MB, S+MC, S+MD, S+ME, S+MF, S+MG, S+MH, S+MI, S+MJ, S+MK, S+ML, S+MM, S+MN, S+MO, S+MP, S+MQ, S+MR, S+MS, S+MT, S+MU, S+MV, S+MW, S+MX, S+MY, S+MZ, S+NA, S+NB, S+NC, S+ND, S+NE, S+NF, S+NG, S+NH, S+NI, S+NJ, S+NK, S+NL, S+NM, S+NN, S+NO, S+NP, S+NQ, S+NR, S+NS, S+NT, S+NU, S+NV, S+NW, S+NX, S+NY, S+NZ, S+OA, S+OB, S+OC, S+OD, S+OE, S+OF, S+OG, S+OH, S+OI, S+OJ, S+OK, S+OL, S+OM, S+ON, S+OO, S+OP, S+OQ, S+OR, S+OS, S+OT, S+OU, S+OV, S+OW, S+OX, S+OY, S+OZ, S+PA, S+PB, S+PC, S+PD, S+PE, S+PF, S+PG, S+PH, S+PI, S+PJ, S+PK, S+PL, S+PM, S+PN, S+PO, S+PP, S+PQ, S+PR, S+PS, S+PT, S+PU, S+PV, S+PW, S+PX, S+PY, S+PZ, S+QA, S+QB, S+QC, S+QD, S+QE, S+QF, S+QG, S+QH, S+QI, S+QJ, S+QK, S+QL, S+QM, S+QN, S+QO, S+QP, S+QQ, S+QR, S+QS, S+QT, S+QU, S+QV, S+QW, S+QX, S+QY, S+QZ, S+RA, S+RB, S+RC, S+RD, S+RE, S+RF, S+RG, S+RH, S+RI, S+RJ, S+RK, S+RL, S+RM, S+RN, S+RO, S+RP, S+RQ, S+RR, S+RS, S+RT, S+RU, S+RV, S+RW, S+RX, S+RY, S+RZ, S+SA, S+SB, S+SC, S+SD, S+SE, S+SF, S+SG, S+SH, S+SI, S+SJ, S+SK, S+SIL, S+SM, S+SN, S+SO, S+SP, S+SQ, S+SR, S+SS, S+ST, S+SU, S+SV, S+SW, S+SX, S+SY, S+SZ, S+TA, S+TB, S+TC, S+TD, S+TE, S+TF, S+TG, S+TH, S+TI, S+TJ, S+TK, S+TL, S+TM, S+TN, S+TO, S+TP, S+TQ, S+TR, S+TS, S+TT, S+TU, S+TV, S+TW, S+TX, S+TY, S+TZ, S+UA, S+UB, S+UC, S+UD, S+UE, S+UF, S+UG, S+UH, S+UI, S+UJ, S+UK, S+UL, S+UM, S+UN, S+UO, S+UP, S+UQ, S+UR, S+US, S+UT, S+UU, S+UV, S+UW, S+UX, S+UY, S+UZ, S+VA, S+VB, S+VC, S+VD, S+VE, S+VF, S+VG, S+VH, S+VI, S+VJ, S+VK, S+VL, S+VM, S+VN, S+VO, S+VP, S+VQ, S+VR, S+VS, S+VT, S+VU, S+VV, S+VW, S+VX, S+VY, S+VZ, S+WA, S+WB, S+WC, S+WD, S+WE, S+WF, S+WG, S+WH, S+WI, S+WJ, S+WK, S+WL, S+WM, S+WN, S+WO, S+WP, S+WQ, S+WR, S+WS, S+WT, S+WU, S+WV, S+WW, S+WX, S+WY, S+WZ, S+XA, S+XB, S+XC, S+XD, S+XE, S+XF, S+XG, S+XH, S+XI, S+XJ, S+XK, S+XL, S+XM, S+XN, S+XO, S+XP, S+XQ, S+XR, S+XS, S+XT, S+XU, S+XV, S+XW, S+XX, S+XY, S+XZ, S+YA, S+YB, S+YC, S+YD, S+YE, S+YF, S+YG, S+YH, S+YI, S+YJ, S+YK, S+YL, S+YM, S+YN, S+YO, S+YP, S+YQ, S+YR, S+YS, S+YT, S+YU, S+YV, S+YW, S+YX, S+YY, S+YZ, S+ZA, S+ZB, S+ZC, S+ZD, S+ZE, S+ZF, S+ZG, S+ZH, S+ZI, S+ZJ, S+ZK, S+ZL, S+ZM, S+ZN, S+ZO, S+ZP, S+ZQ, S+ZR, S+ZS, S+ZT, S+ZU, S+ZV, S+ZW, S+ZX, S+ZY, S+ZZ, S+AA, S+AB, S+AC, S+AD, S+AE, S+AF, S+AG, S+AH, S+AI, S+AJ, S+AK, S+AL, S+AM, S+AN, S+AO, S+AP, S+AQ, S+AR, S+AS, S+AT, S+AU, S+AV, S+AW, S+AX, S+AY, S+AZ, S+BA, S+BB, S+BC, S+BD, S+BE, S+BF, S+BG, S+BH, S+BI, S+BJ, S+BK, S+BL, S+BM, S+BN, S+BO, S+BP, S+BQ, S+BR, S+BS, S+BT, S+BU, S+BV, S+BW, S+BX, S+BY, S+BZ, S+CA, S+CB, S+CC, S+CD, S+CE, S+CF, S+CG, S+CH, S+CI, S+CJ, S+CK, S+CL, S+CM, S+CN, S+CO, S+CP, S+CQ, S+CR, S+CS, S+CT, S+CU, S+CV, S+CW, S+CX, S+CY, S+CZ, S+DA, S+DB, S+DC, S+DD, S+DE, S+DF, S+DG, S+DH, S+DI, S+DJ, S+DK, S+DL, S+DM, S+DN, S+DO, S+DP, S+DQ, S+DR, S+DS, S+DT, S+DU, S+DV, S+DW, S+DX, S+DY, S+DZ, S+EA, S+EB, S+EC, S+ED, S+EE, S+EF, S+EG, S+EH, S+EI, S+EJ, S+EK, S+EL, S+EM, S+EN, S+EO, S+EP, S+EQ, S+ER, S+ES, S+ET, S+EU, S+EV, S+EW, S+EX, S+EY, S+EZ, S+FA, S+FB, S+FC, S+FD, S+FE, S+FF, S+FG, S+FH, S+FI, S+FJ, S+FK, S+FL, S+FM, S+FN, S+FO, S+FP, S+FQ, S+FR, S+FS, S+FT, S+FU, S+FV, S+FW, S+FX, S+FY, S+FZ, S+GA, S+GB, S+GC, S+GD, S+GE, S+GF, S+GG, S+GH, S+GI, S+GJ, S+GK, S+GL, S+GM, S+GN, S+GO, S+GP, S+GQ, S+GR, S+GS, S+GT, S+GU, S+GV, S+GW, S+GX, S+GY, S+GZ, S+HA, S+HB, S+HC, S+HD, S+HE, S+HF, S+HG, S+HH, S+HI, S+HJ, S+HK, S+HL, S+HM, S+HN, S+HO, S+HP, S+HQ, S+HR, S+HS, S+HT, S+HU, S+HV, S+HW, S+HX, S+HY, S+HZ, S+IA, S+IB, S+IC, S+ID, S+IE, S+IF, S+IG, S+IH, S+II, S+IJ, S+IK, S+IL, S+IM, S+IN, S+IO, S+IP, S+IQ, S+IR, S+IS, S+IT, S+IU, S+IV, S+IW, S+IX, S+IY, S+IZ, S+JA, S+JB, S+JC, S+JD, S+JE, S+JF, S+JG, S+JH, S+JI, S+JJ, S+JK, S+JL, S+JM, S+JN, S+JO, S+JP, S+JQ, S+JR, S+JS, S+JT, S+JU, S+JV, S+JW, S+JX, S+JY, S+JZ, S+KA, S+KB, S+KC, S+KD, S+KE, S+KF, S+KG, S+KH, S+KI, S+KJ, S+KK, S+KL, S+KM, S+KN, S+KO, S+KP, S+KQ, S+KR, S+KS, S+KT, S+KU,

■ Un **adieu** **à** **la** **garde** **du** **parquet** **marquant** **de** **la** **législature** **qui** **s'achève**, **le** **projet** **de** **loi** **portant** **réforme** **de** **la** **procédure** **pénale**, **a** **été** **adopté** **dans** **la** **version** **retenue** **en** **nouvelle** **lecture** **par** **l'Assemblée** **nationale** **(le** **Monde** **daté** **10-31** **décembre)**. **Il** **adonne** **notamment**, **à** **compter** **du** **1^{er}** **janvier** **1994**, **la** **présence** **d'un** **avocat** **dès** **le** **début** **de** **la** **garde** **du** **parquet**.

● Les députés ont encore adopté le projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance-chômage, présenté par M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, pour lequel le groupe communiste a voté contre tandis que le RPR, l'UDF et l'UDC se sont abstenus.

On en fait déjà adoptés, sur proposition de M. **Philippe Roy**, ministre de l'environnement, deux projets sur la protection des paysans : **sur la lutte contre le bruit** ainsi qu'une proposition de loi relative aux carrières, un projet de loi portant sur le régime pétrolier, un projet de loi relatif à la sous-traitance dans le domaine du transport de marchandises, un projet de loi portant diverses dispositions relatives aux départements et territoires d'outre-mer, un projet collectif de loi relatif aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Selon les termes du décret, le projet de loi sera soumis, le 1^{er} décembre, au Conseil d'Etat, puis devant l'Assemblée nationale. Le décret prévoit quinze jours pour examiner le projet, puis quinze jours pour le voter. Le 1^{er} décembre, vraisemblablement pour les trois jours les plus importants, ou les plus sensibles d'entre eux, seront les droits de l'enfant, la maîtrise des dépenses de santé, le contrôle du patrimoine des parlementaires et les membres du gouvernement, des questions d'ordre moral — un texte, par nature, toujours susceptible d'être lu comme tel —, l'adoption définitive, la nationalité nouvelle (dont la révocation), les pensions (et retraites) — et la loi de finances de la loi de finances pour 1972.

J.-L. S.

L'accident d'un DC-10 de la compagnie charter Martinair, qui s'est produit lundi 21 à 11 heures sur l'aéroport de Faro (sud du Portugal), a fait, selon une estimation provisoire, plus de quatre-vingts morts et plus de cent cinquante blessés.

L'avion qui avait décollé à 5 heures de l'aéroport de Schiphol à Amsterdam transportait 327 personnes, dont 13 membres d'équipage. Les passagers étaient probablement de nationalité néerlandaise, a précisé un porte-parole de Martinair, dont la com-

pagnie nationale KLM est un des

L'avion aurait fait une première tentative d'atterrissage **difficilement** à cause du mauvais temps. Une **seconde** percute la piste avant l'explosion d'un ou plusieurs moteurs au-dessus de l'appareil. D'après l'agence portugaise Lusa, l'avion a pris feu après avoir été **renversé** par la foudre et s'est retourné à l'atterrissage avant d'exploser. **Deux** sources faisaient **état** d'une rafale de vent pour expliquer l'**incident**. (AFP, Reuters et corresp.)

M. Cavalier-Bénézet (PS)
succède à M. Baumet

M. Francis Laperrière (PS) a été élu, dimanche 20 décembre, sénateur du Gard en remplacement de M. Gilbert Baumet, qui s'était démis de son mandat, peu avant sa nomination au gouvernement, le 2 octobre, en tant que ministre délégué chargé du commerce et à l'artisanat. M. Laperrière est président de la chambre de commerce et d'industrie du département du Gard. M. le conseiller général du 1^{er} canton de Cavalier-Bénézet a l'emporte au second tour sur son rival, M. Lapierre, deuxième adjoint de la ville de Nîmes, secrétaire départemental du Parti républicain, qu'il ne s'attendait pas de dépasser.

Sur 1 452 votants, 698 voix se sont exprimées. M. Laperrière a obtenu 646 voix, soit 60 p. 100. M. Lapierre, 619 voix, soit 59 p. 100. Les 646 voix de M. Laperrière se sont exprimées dans 191 communes, soit 69 p. 100 des communes du département. M. Lapierre a obtenu 619 voix dans 161 communes, soit 59 p. 100 des communes du département.

M. Jean-Louis Olivier, premier adjoint de la ville de Nîmes, Le nouveau sénateur du Gard a obtenu le report de la majorité des suffrages communistes du premier tour.

M. Locrain de Saint-Affrique, candi-

dat du Front national, n'a recueilli au premier tour que 32 voix, un score inférieur aux 120 voix obtenues lors des dernières élections par ce

Les résultats du premier tour
L. 1 460; V. 1 444; E. 1 431.
Francis Cavalier-Bénézet (PS),
547; Camille Lapièrre (UDF), 347;
Jean-Louis Olivier (RPR), 306; Ber-
nard Deschamps (PC), 173; Lorrain
de Saint-Affrique (FN), 32; Jean Cré-
gut (divers), 26.

Les résultats du second tour
L. 1 460; V. 1 432; E. 1 341.
Francis Cavalier-Bénézet, 463;
ELU: Camille Lapièrre, 643.

Les résultats de septembre 1989
En septembre 1989, les résultats du premier tour avaient été les suivants : L, 1 448 ; V, 1 437 ; E, 1 431. Min. prés-FS : Gilbert Bannet, 858, REULU, Claude Pradille, PS, 603 ; André Rouvrière, 601 ; RPK-div. d. : Max Romanet, RPR, 484 ; Jean-Louis Olivier, div. d., 328 ; Maurice Jouffrais, div. d., 321 ; PC : René Mathieu, 173, Bernard Deschamps, 169, Gilbert Millé, 163 ; isolés : Robert Ruas, UDF, 224, Jean Poudevigne, UDF, 177, Charles de Chambren, EN, 122.

vants : L. 1 448 ; V. 1 432 : E. 1 359 ; Claude Fradille, 708.
REULU : Max Romainet, 587 ;
Oliver, 558 ; Charles Chambran, 61.

[Né le 28 juillet 1922 à Valleraugue, M. Francis Ceyvalier-Bénézet, exploitant agricole, est maire de sa commune natale depuis 1953 et conseiller général du canton de Valleraugue depuis mars 1959. Socialiste (courant Rocard), M. Ceyvalier-Bénézet est conseiller régional de Languedoc-Roussillon de 1972 à mars 1972. Depuis 1990, il est premier vice-président du conseil général du Gard.]

Le chef d'orchestre français Roland Douatte est mort le 12 décembre, à Tours. Il était âgé de soixante-dix-huit ans.

Roland Desmette était un complet modeste, ayant dû travailler (circuit de la cuisine) pour pouvoir se payer un costume de poissard, comptable, figurant au Châtelet, etc.), et passionné de musique, il apprit seul le violon, et créa dans un petit orchestre de rue. En 1952, il fonde son propre orchestre de chambre de dix-sept musiciens, le Collegium Musicum de Paris, pour jouer le répertoire sa vraie passion. Il contribue à la remise au goût du jour de Telemann et des Quatre saisons de Vivaldi, exhumé la *Musique pour les soupers du roy* de Delalande (qui sera un grand succès), les *Cançons d'indianisme* de Villalón du Club Méditerranée).

En 1967, le Festival du Marais, à l'origine de la manifestation de ce quartier de Paris, lui demande d'assurer la programmation de sa manifestation. De cette période, le chef d'orchestre a goûté pour la première fois dans les salles de concert et les églises, surtout à Paris. Depuis une dizaine d'années, la réhabilitation de la musique baroque a un esprit davantage musicologique qui a poussé un peu au premier plan le musicien, dans les années 1970, mais longtemps méconnu par un public populaire.

CÔTES-D'ARMOR : Plouaret (2^e tour).
I., 7 622; V., 5 272; A.,
30,77 %; E., 1 111.

[illegible]

*Dans les prisons syriennes,
quarante « variétés » de tortures*

Plusieurs organisations des droits de l'homme ont récemment publié des rapports accablants sur les violations des droits de l'homme en Syrie. Lors d'une conférence de presse organisée la semaine dernière dans les locaux de la Fondation France-Libertés, trois Syriens ont apporté leurs témoignages.

M. Harbucine Janane, membre du Parti communiste syrien-Bureau politique, dans les prisons syriennes. Du fait des tortures qui lui ont été infligées, il souffre aujourd'hui de problèmes cardiaques si graves qu'il ne peut subir aucune intervention chirurgicale et que ses jours sont pratiquement comptés.

Il est pris en charge au Liban par l'association des victimes de la répression et par Amnesty international. Il n'a plus rien à perdre et a décidé de raconter par le menu dix années d'une détention terribles, au cours desquelles il s'est vu infliger parfois entre les uns et la mort, même si, dit-il, que lui-même et les siens en Syrie risquent des représailles.

M. Janane, ainsi que M. Sultan [nom] dont le frère est [nom] dans la barrière de Syrie, et M. Abdel Hamid Al Ateasi, cousin germain de l'ancien président Nouredine Al Khatib - arrêté le 3 décembre après vingt-deux années de détention - ont, pour la première fois « à visage découvert », voulu porter témoignage des violations des droits de l'homme en Syrie.

Des sur-muscles du corps, pendeloques de la victime à un pneu suspendu (détail), coups assénés sur la tête (les pieds faibles), suspension par les bras sur les pieds, décharges électriques, brûlures de corps sans parties du corps, indolence complète, suspension du dénom par le cou : la liste des sévices infligés aux détenus d'opinion comporte quasiment tout, selon le rapport de la Fédération internationale des droits de l'homme.

See also

M. J. a subi un grand nombre, qui ont entraîné son hospitalisation à plusieurs reprises, sans oublier le fait que son épouse l'a quitté et qu'il se retrouve seul. « Au cours des semaines écoulées, j'hésitais entre le suicide et l'immigration pour que le régime syrien soit renversé », dit-il.

« M. Kouchner ne pense pas à pour le moment à se présenter à l'élection présidentielle », a déclaré M. Bernard Kouchner, ministre de la Coopération internationale et de l'Action humanitaire, qui était, le 10 décembre, l'invité principal de l'émission TF1 « 7 sur 7 », a indiqué qu'il n'était pas candidat pour le 17 mai aux élections législatives de 1993, qu'il participerait à la campagne électorale, parce qu'il pense qu'il y a un bilan à défendre. (L'Express)

dateur à la présidence de la République, c'est Rocard ». « Il force qu'on me dise : c'est le président lui-même qui ajoute, je vais finir par être jugé, non ? » M. Bérégovoy n'a pas répondu. « Je pense en y penser un jour. Je vais attendre que pour le coup il n'y en ait plus. Pour le coup dit-il ».

□ M. Tapie va-t-il rejoindre M. Bérégovoy. — M. Bernard Tapie, ministre de la ville, a indiqué, le 19 décembre sur TF1, au lendemain du non-lancement de la loi dans l'opposition, que M. Georges Franchet (le 20-21 décembre) qu'il rencontrait « probablement » M. Bérégovoy « les jours qui viennent ». M. Tapie, ministre avait indiqué le 23 mai, au ministre de la ville, qu'il « apprécierait » comme il convient la possibilité de voir de M. Bernard Tapie au gouvernement. M. Bérégovoy lui a répondu que des propositions, M. Tapie a répondu : « Pas encore parce qu'on ne précipite l'un sur l'autre. Les choses vont se faire dans un calendrier le plus court ».

□ Le Sénat, qui ne connaît d'aucun des deux sur le BNC.

« un jour [il] se peut que je puisse témoigner », dit-il. Il a été torturé et emprisonné pendant des années dans les camps de concentration nazis. Depuis 1987, il est un prisonnier politique. Il a subi la torture, sans compter le nombre de personnes qui ont disparu.

L'assassinat du général Mervat
 de l'ex-président
 tassi, sur son lit mort.
 cousin, M. Abdel
 portant à témoin
 assassinat prémédité de l'ex-
 d'Etat et à l'assassinat
 justice, M. A. l'assassinat les
 syriennes d'avoir non
 eusement privé le dernier
 berté pendant vingt-deux
 ans jugement ni procès, mais
 et lui avait rendu les mains
 nécessaires, autres que son
 avait se dégradé
 ement à partir du moment d'avoir
 dernier.

C'est, dit-il, seulement lorsqu'elles ont l'assurance qu'il s'agit d'un cas incurable que les autorités syriennes ont eu recours à « une mise en scène spectaculaire », lui délivrant un passeport qu'il attendait depuis des semaines et mettant à sa disposition un avion spécial pour assurer son transfert en France, afin d'y être hospitalisé.

Des rapports, établis par le IDH et les Comités de défense des libertés démocratiques sur les droits de l'homme en Syrie - et par l'Association des journalistes pour des droits à l'homme de l'organisation américaine Human Rights Watch - font fuir le lien. Rien n'a changé, il existe, même le IDH, une quinzaine de lieux de détention pour les détenus politiques. Les conditions sanitaires en détention sont « désastreuses », provoquant des maladies graves, notamment le choléra et aussi le typhus.

La FIDH comme les CDF, tout en se félicitant de la remise en liberté de tout détenu, ont en garde contre la **politique d'urgence** de cette situation et contre certains simulacres de procès dans «**un état d'exception**» dont le but est «**justifier a posteriori la privation de liberté**».

En vingt-deux ans, 43 000 personnes ont pu passer par les mains d'interrogatoire, a déclaré mardi le président du tribunal, M. Daniel Jacoby. Sur les 8 000 prisonniers de ce tribunal en 1982, il en reste aujourd'hui 7 000, ce, dit-il, permet un travail de « droit », des plus sérieux se poursuivant, notamment parmi les détenus des deux tiers de l'homme, en prison.

MOUINA NATHAN

MOUNA NAṬM

DÉBATS	
Un entretien avec Alain Joxe.....	2
ÉTAT-MAJOR	
Les députés en France ont-ils marqué par de nombreuses in- dultés.....	3
La formation du nouveau gouvernement.....	4
Afrique du Sud : une vingtaine d'années ont été limogées.....	5
La situation en Espagne.....	6
Quand le Mexique retrouve Cuba.....	6
POLITIQUE	
L'Assemblée nationale en France est-elle la quasi-unanimité la mise en œuvre de la Haute Cour.....	8 et 9
SOCIÉTÉ	
La justice du gouvernement sur les dépendantes.....	10
Nuit de la jeunesse : les jeunes et les CRS à Gênes.....	10
Le professeur L'Herminette en grande instance de Nancy.....	11
Le cardinal Decourcy au pape « triomphe » : nouveau chisme.....	10
Le criminel nazi Brunner est mort. Le procès des « crimes » de l'Occu- pation.....	20
SPORTS	
Athlétisme : le cross du Figeac.....	15
Voile : le Super Yacht d'or de Bercy.....	15
CULTURE	
Patrimoine : l'Olympie entre des- truction et rénovation.....	12
Théâtre : Montaigne mis en scène.....	12
Cinéma : les rois du comique ...	13
ÉCONOMIE	
L'UNEDIC réclame l'aide de l'État pour faire face à l'augmentation du chômage.....	16
La nouvelle réglementation pour l'Europe : les Français veulent éviter la surexploitation de la mer.....	17
COMMUNICATION	
Un tiers des radios locales au bord du dépôt de bilan	17
L'ÉCONOMIE	
Marchandise d'uniformes pour mode junior • Vitrines de rêve • Les mousetraques du foie gras • L'ago- rie du charbon européen • Le lent virage indien • Brésil : Volta-Rio- dane traité par l'acier • La dévota- tion inférieure par Jean- Jeannemy • L'émigration par Paul Fabra • Conjoncture : indi- ces prix : secteur, la presse ; région, l'ex-URSS ; pays, le territoire.....	23 à 32
Services	
Abonnements.....	26
Annonces classées.....	10
Carnet.....	20
Loto, Loto sportif.....	15
Marchés financiers.....	18-19
Météorologie.....	21
Mots croisés.....	20
Radio-télévision.....	21
Spectacles.....	14
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM	
Ce numéro comporte une cahier « Le Monde-L'Économie » folioté 23 à 32.	
Le numéro du « Monde » daté 20-21 décembre 1992 s'est tiré 521 038 exemplaires.	

Puissent, porbie et communiquant, l'ordinateur du futur changer notre façon de vivre. La technique existe, il reste à la maîtriser. Dans ce même sursillon : les trottoirs du sida (la toxicomanie est un partenaire décisif dans les relations dangereuses qui unissent prostitution et sida). Enfin, les redoutables crickets péléries recommencent à pulvéiser dans l'est de l'Afrique et leurs cousins migrants menacent de déclencher une famine dans le sud de Madagascar.

Le Monde

L'agonie du charbon européen

A la fin de l'année, la Belgique ferme sa dernière mine. Après deux d'exploitation, la houille est désormais condamnée en Europe, de coûts et de la concurrence des charbons importés.

page 26

L'économie plonge

Depuis l'été, l'économie est passée du moment à la récession, écrit Paul Fabra dans sa chronique. La relative immunité dont jouissait la France dans les périodes de basse conjoncture internationale joue plus actuellement.

page 30

Ni dévaluation ni inflation

La lutte contre le chômage ne relève pas des manipulations monétaires, explique Jean-Marcel Jeanneney, ancien ministre du général de Gaulle, qui propose, pour sa part, diverses mesures de relance économique.

page 31

MODE D'EMPLOI 24
Humeur, Doyère, cote des mots, Bloc-notes.

ACTUALITÉ 25 à 27
PERSPECTIVES 28 et 29
OPINIONS 30 et 31
Livres : Dynamique de la conjoncture. Adapter la fiscalité pour survivre, par Jean Arthuis.

CONJONCTURE 32

A NOS LECTEURS
« Le Monde-L'Economie » suspend sa parution le 2 décembre pour laisser la place à un bilan que de 1992. Nos lecteurs le retrouveront le 4 janvier 1993 (avec quatre pages sur les marchés financiers en 1992).

L'ÉCONOMIE

Vitrines de rêve

Le spectacle des devantures de Noël cache... des heures de travail et des dépenses substantielles

PENCHÉ sur une pile d'assiettes qu'il froisse mollement dans un bac débordant de mousse, au milieu des souris qui grignotent les restes de repas, le roi des animaux - un lion, bien sûr - est seul et triste dans sa cuisine sale. Heureusement, il rencontre une princesse qui transformera la paille de ses écuries en or... Ils s'aimeront, se marieront, seront heureux et feront de nombreux enfants! Le fond de l'air est frivole. Il est 10 heures du matin, ce dimanche de décembre, mais ça chauffe devant les six vitrines du Printemps, animées comme chaque année pour Noël.

A quelques pas de là, engoncée dans une doudoune de comanoute, sa chapka enfoncée jusqu'aux yeux, cette petite fille a un peu peur du « diable » - un « troll », corrige sa mère - qui danse au milieu des poupées dans une des neuf devantures des Galeries Lafayette déclinant le thème des « Noëls du Nord ». Autour d'elle, ils sont des dizaines, le nez collé aux vitrines, agglutinés sur les trottoirs aménagés pour eux à commenter et à s'exclamer devant le spectacle.

Derrière, bousculés mais heureux, les parents tentent de ne pas perdre leur propriété dans cette foire d'empoigne. Et les trop nombreux pères font les cent pas proposant d'immortaliser le moment béni par une « petite photo ».

Françoise Vayssé
Lire la page 28

Marchands d'uniformes

Nike, Reebok, Chevignon, Naf Naf et les autres, tous exploitent le filon fort convoité de la mode des « ados ». Une mode, ou plutôt un mode d'identification à leur génération, où le produit compte moins que l'atmosphère. C'est tout l'art de ces sociétés que de le créer. Il faut des idées un marketing pointu, et une bonne image. Mais d'usine point. Ces marchands de rêve font fabriquer par d'autres toute leur production



Lire page 28 articles de Pierre-Angel Gay, Philippe Baverel, Jean-Jacques Lerosier, et Martine Silber.

Le lent virage indien

L'Inde, marquée par les castes et par quarante ans de « socialisme », a commencé il y a dix-huit mois, à démanteler le protectionnisme, supprimer les quotas et lutter contre la bureaucratie. Pas si facile...

BOMBAY de notre envoyé spécial

« L'INDE s'avance la façon d'un pétrolier géant : il lui faut du pétrole pour démarrer, quand il prend de la vitesse, il ne peut s'offrir le luxe ni d'un arrêt ni d'un intempérisé... »

Pour Anil Ambani, trente-trois ans, l'héritier d'un des plus grands empires industriels indiens (fibres synthétiques, pétrochimie), la cause est entendue : après quatre décennies de protectionnisme, l'Inde est en train de négocier un virage « définitif » vers une économie ouverte. Un processus que la plupart de ses collègues du secteur privé qualifient d'« irréversible », qui risque de provoquer encore des tempêtes.

Le « super-tanker » indien aura bésiné longtemps avant de se résoudre à affronter le grand large. De fait, même si le gouvernement évite de le dire, il s'agit tout simplement de démanteler un système qui reposait largement sur le fameux concept du *Nehruvian Socialism* (socialisme à la Nehru, du nom de l'un des pères de l'indépendance). En pratique, les choses sont évidemment beaucoup plus compliquées. Si une remise en question du « socialisme » indien

paraît improbable, le progrès des réformes reste une « évolution radicale de la culture et de la mentalité » des entrepreneurs, des fonctionnaires et de la classe politique, affirment en chœur les économistes de Bombay et de New-Delhi. La tâche est rude.

La dissolution de l'Union soviétique, la fin de l'illusion marxiste-léniniste, la nouvelle donne économique mondiale pour tant avoir sonné le glas de l'« ancien système ». En juin 1991, Narasimha arrive au pouvoir, l'Inde se trouve pratiquement en état de cessation de paiements et l'Etat ne dispose que de quelques semaines de réserves en devises. Hommes du sérail, Narasimha Rao et son brillant ministre des finances Man Mohan Singh n'auraient peut-être pas si rapidement tourné casaque si les circonstances ne l'avaient pas imposé.

CONVERTIBLE • Très vite le système d'attribution des licences de fabrication, un véritable cauchemar pour les industriels, est assoupli sinon supprimé. La roupie est rendue partiellement convertible. Le taux - prohibitif - des tarifs douaniers sur les produits importés est réduit de moitié à l'exception des produits de consommation. Les importations extérieures

sont devenues majoritaires dans le capital des entreprises locales et le marché boursier est ouvert aux étrangers.

Dans le même temps, le gouvernement se tourne vers le Fonds monétaire international (FMI), qui alloue un prêt de 2,2 milliards de dollars sous forme de crédit *stand by*. Ce n'est pas la première fois que l'Inde fait appel au FMI, mais une telle décision fait grincer des dents chez les politiques dans ce pays au nationalisme soucieux : les compromis avec les bailleurs de fonds occidentaux symbolisent longtemps ici une impossibilité à l'« impérialisme » américain.

A ce prêt, qui sera renégocié l'année prochaine - l'Inde pourrait recevoir entre 7 et 7 milliards de dollars supplémentaires à long terme et à très faibles taux d'intérêt, - va s'en ajouter un autre, alloué par la Banque mondiale. Il portera sur 1,2 milliard de dollars, dont 500 millions destinés à assurer le « filet social » rendu nécessaire par les compressions de personnel dans le secteur public. Les crédits obtenus ont insufflé la bouffée d'oxygène nécessaire à une économie en piteux état.

Bruno Philip
Lire la suite page 27

LE MONDE diplomatique

Décembre 1992

- **LIBÉRALISME** : La ballade des prétendus, par Claude Julien. - Des démocrates sans voix, par Christian de Brie.
- **ÉTATS-UNIS** : M. Clinton aura-t-il les moyens de ses ambitions ? par Serge Halimi.
- **ÉCONOMIE** : Ne pas se tromper de relance, par René Passet.
- **SLOVÉNIE** : Un pays saisi par les émois de l'indépendance, par Catherine Sanary.
- **PROCHE-ORIENT** : L'oligarchie financière au pouvoir au Liban, par Samir Kassir. - La Syrie ne renonce pas à ses ambitions régionales, par Nadine Picardou. - Sionisme et judaïsme plus inconciliables ?, par Boaz Evron. - Le monde arabe sous le choc de la fragmentation, par Eric Rouleau.
- **HISTOIRE** : Entre culture yiddish et stalinisme, l'étrange cas du Docteur Zborowski et M. Etienne, par Philippe Videllier. - Le « complot » des blouses blanches à Moscou, par Jean-Jacques Marie.

ite chez votre marchand de journaux - 20 -

MODE D'EMPLOI

LOGEMENT

Le créneau du parking parisien

Pour loger une voiture devenue indésirable en surface on peut acheter, louer ou prendre en amodiation un stationnement en sous-sol. Le placement est sans risque

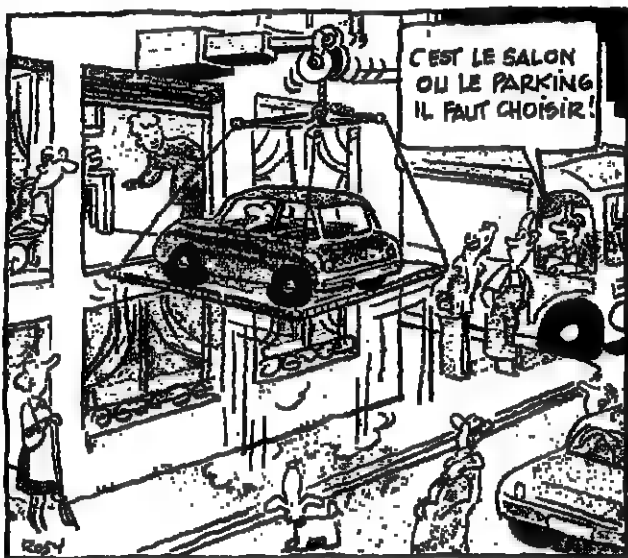
PARIS est, paraît-il, l'une des villes de France la moins motorisées. Pourtant, la capitale manque cruellement de places de stationnement. En dehors des places publiques, les 40 000 places seraient nécessaires pour faire face aux besoins des habitants : les règles d'urbanisme imposent aujourd'hui aux communes de doter les immeubles neufs de places de stationnement.

Conséquence : malgré le caractère du marché immobilier parisien, les prix des places de stationnement dans les immeubles ont grimpé de 6,7 % depuis un an et même de 9 % sur les neuf derniers mois, selon les statistiques de la chambre des notaires de Paris. Le prix moyen d'achat d'un emplacement approche les 160 000 francs dans le XIV^e, XV^e et IX^e arrondissements ; mais il dépasse 182 000 francs dans le XVII^e, 245 000 francs dans le XVI^e et 200 000 francs dans le VI^e. En revanche dans les XIX^e et XX^e arrondissements, il reste en deçà des 100 000 francs. Toutefois, il faut y ajouter les frais de mutation, de 10 % et 12 % du prix.

« Avant d'acheter, même un parking, il est impératif de vérifier l'état de l'immeuble, de consulter le syndic et d'appliquer le règlement de copropriété », conseille Gilles Oury, notaire chargé de la conjonction à la chambre des notaires. Il faut en effet vérifier que le règlement distingue les charges imputables au parking de celles du bâtiment. En l'absence de cette séparation, tous les propriétaires, y compris ceux d'un immeuble inhabité, doivent contribuer aux charges générales, la réparation de l'immeuble, toiture et travaux compris.

ENTRE VOISINS ■ « En fait, il s'agit d'un marché de proximité, échappant aux agences immobilières. Les automobilistes, habitués de louer des places pour se garer, sont prêts à payer très cher un emplacement situé à moins de 250 mètres de chez eux », souligne Gilles Oury. Le parking est devenu aussi indispensable que l'ascenseur et, en période d'attente, pour accélérer la vente d'un appartement, il peut être judicieux d'acquiescer, pour 150 000

francs, le parking qui va avec. D'ailleurs, les grandes compagnies d'assurances ont commencé à proposer des assurances pour les immeubles qui ne sont pas équipés de places de stationnement, précise Hervé Couroux, directeur des placements immobiliers de l'UAP.



La Ville de Paris a encouragé la chasse au stationnement libre, aux emplacements multiples et aux parcmètres. Parallèlement, tirant le leçon du succès mitigé des parkings situés aux portes de Paris, la mairie a lancé, en 1990, une campagne de rénovation des 50 000 places existantes et un programme de création de 5 000 places de parking par an jusqu'en 1995. Ces parkings publics, destinés à des entreprises privées ou semi-publics, sont financés par la taxe de passage, payée à l'heure, mais ils restent aussi une zone réservée aux habitants. Ceux-ci peuvent y acquiescer une place par « amodiation », c'est-à-dire un droit d'usage pour une longue durée - 65 ou 75 ans. Là encore le prix dépend avant tout du quartier et de la rareté des places. Les places du parking de Saint-Pères, dans le VII^e arrondissement, se sont vendues à 200 000 francs avant l'ouverture prévue en mai 1994. C'est la

XVI^e arrondissement, rue Wilhem, les prix sont un peu plus raisonnables, entre 150 000 et 200 000 francs.

La Saem, société d'économie mixte présidée par Jacques Dominati, adjoint au maire de Paris chargé de la voirie qui commercialise aujourd'hui 800 à 1 000 places, les cède au prix de 110 000 à 170 000 francs dans le tout nouveau parking Hector-Malot, face à la gare de Lyon, 125 000 francs, rue du Général-Beuret, dans le XV^e arrondissement, 250 000 francs au parking Saint-Martin-Rivoli, 260 000 francs rue Delessert dans le XVI^e. Les tarifs varient selon l'accessibilité des places : aux niveaux inférieurs, ils sont plus bas. Il est difficile de les comparer avec ceux des immeubles privés : dans ces parcs publics, « gardiennage, éclairage, signalétique, ambiance musicale sont ajoutés pour offrir l'accueil le plus sécurisé possible », fait valoir Jean-Pierre Guigone, directeur commercial de la Saem.

SOUPLESSE ■ Par rapport à l'achat en pleine propriété, l'amodiation comporte des avantages : pas de frais de notaire, pas de taxe foncière ni de taxe d'habitation : « Les seuls frais sont les dépenses d'entretien, que l'on peut évaluer à 2 000 francs par an », indique François Le Vert, responsable de la communication à GTM-Entreprise Développement Immobilier. Quant aux loyers, ils restent raisonnables : 400 à 600 francs dans les immeubles périphériques, 1 000 dans les beaux quartiers et 1 500 dans les centres d'affaires.

La location, échappant à toute réglementation, offre une réelle souplesse de gestion au propriétaire. En cas d'impayé, il suffit à l'exploitant du parking de déprogrammer la carte d'accès du locataire défaillant. La vente se fait sans formalité. On peut même espérer une certaine plus-value, mais qu'en principe le capital investi s'échappe au fil du temps. En fait, selon Gilles Oury, ce n'est qu'au-delà de 25 à 30 ans que le prix de la vente subit une hausse.

Bref, l'acquisition d'un parking vaut un appartement qui est dépourvu, et peut se révéler un placement souple. Il suffit de repérer le bon emplacement.

Isabelle Rey-Lefebvre

HUMEUR ■ par Josée Doyère

Ruineuse obsession

GAME BOY. Les mêmes l'appellent « la » Game boy. Il y a de la pub pour la ruine. Et pour Noël, un certain nombre de grands-parents vont offrir la mini-console tant désirée à leurs petits. Ils bien ils feront plus fort - pour ceux qui ont épuisé les joies limitées des consoles de Game boy - en leur offrant une « vraie » console de jeux, Sega ou Nintendo, qu'on branche sur la télé. Et les parents vont soupçonner un parent aux yeux qu'il s'agit d'un achat ruineux. En fait, il faudra bien fournir. En attendant d'interdire en semaine (« As-tu fini tes devoirs ? ») l'usage obsédant desdits jouets électroniques.

Car il paraît que ce fait que les parents français, après les Britanniques, après les Américains, s'inquiètent de leur éventuellement nocifs sur l'esprit de leurs chers petits de jeux qui les fascinent au point de leur faire oublier les études fort sérieuses, outre-Atlantique et outre-Manche, déclenche leurs effets nocifs sur les esprits des jeunes - et des moins jeunes - devenus prisonniers de logiciels diaboliques. Mais d'autres psychologues, tout aussi sérieux, vantent le caractère éducatif de ces jeux vidéo, par opposition à la passivité télévisuelle.

En fait, le phénomène n'est pas nouveau. Toujours, les parents se préoccupent de leur enfant. Ils se passionnent pour un jeu, qui devient un temps le centre de leur existence. C'est la même chose pour les adultes. C'est la même chose pour les adultes. C'est la même chose pour les adultes.

C'était un jeu de garçons, mais j'avais réussi, nantie d'un

« calot » en terre) et d'un « calot » en terre, il me faut accepter dans un groupe de galopins. Et on oublie au parc l'heure du retour.

Plus tard, on a vu les filles se tortiller les doigts autour de fils de nylon de couleurs vives, tricotant des bidous, plus compliqués que les autres. On a vu aussi garçons et filles s'agiter en attendant le centre d'un léger balancement du plastique - le hula-hoop - qui s'imposait juste dans les rédactions (je me souviens de concours... Monde, dans les années 50).

Plus récemment, le Rubik's Cube a envahi les appartements, les salons de chez soi, mais aussi les wagons du métro et les trottoirs des rues, certains parvenant à unifier les six couleurs du cube en moins de trente secondes. Puis le goût a passé, et les dérivés n'ont pas connu le même succès.

Aujourd'hui, c'est Game boy, la grande différence avec les jeux du passé... c'est le prix. Car les industriels, pas fous, sont allés à la recherche du gadget qui va prendre, qui va passionner, enchanter, séduire les jeunes. Mais ils savent, j'en suis sûre, que cette frénésie n'aura qu'un temps. Déjà, dans des laboratoires, des centres de recherche, on joue le prochain jeu, celui qui envahira le monde quand les mêmes auront fait la fête de Game boy ou qu'ils s'en seront lassés, ce qui - au niveau du chiffre d'affaires du fabricant - revient au même.

Alois, pas d'angoisse, vous les parents. Ce leur passera. A votre place, je m'inquiéterais de savoir au profit de quoi. Une seule certitude : cela coûtera cher. Très cher. Toujours plus cher.

■ Précision. - La Croix-en-Rouge (47, rue de Liège, 75001 Paris), fait remarquer que le terme « croissance » (« le Monde-Economie » du 21 juin) correspond à une marque qu'elle a fait enregistrer à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) le 17 décembre 1976, et donc à une marque déposée avant elle l'exclusivité.

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

BAISSE DES PRIX EN GRANDE-BRETAGNE ■ En novembre, les prix ont baissé de 0,1 %, selon l'office des statistiques du 11 décembre.

EXCÉDENT COMMERCIAL AU JAPON ■ L'excédent commercial au Japon, annoncé le 14 décembre, a atteint 7,6 milliards de dollars (le Monde du 15 décembre).

ACCORDS AU SOMMET EUROPÉEN D'EDIMBOURG ■ Les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE réunis à Edimbourg les 11 et 12 décembre ont adopté une « initiative européenne de coopération » et se sont mis d'accord sur le financement de la CEE dans les années à venir (le Monde du 16 décembre).

UN « PLAN D'URGENCE » DU CNPF ■ A l'occasion de son assemblée générale, le 15 décembre, le patronat a proposé un plan d'urgence, destiné au futur gouvernement issu des élections du mars 1993 (le Monde du 16 décembre).

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS CHEZ IBM ■ 21 000 suppressions d'emplois supplémentaires ont été annoncées par la firme le 16 décembre, après une réduction de 40 000 en 1991 (le Monde du 17 décembre).

COISSANCE FAIBLE EN 1993 SELON L'OCDE ■ Selon le rapport de l'OCDE sur les perspectives 1993 rendu public le 16 décembre, la croissance devrait se limiter à 1,9 % l'an prochain dans l'ensemble des pays de l'OCDE (le Monde du 17 décembre).

RELEVEMENT DES TAUX DE BASE BANCAIRES ■ Les taux de base des banques françaises ont été relevés de 9,45 % à 10 % le 16 décembre après avoir été ramenés de 9,85 % à 9,45 % un mois plus tôt (le Monde du 17 décembre).

PLAN DE SOUTIEN DE L'IMMOBILIER ■ M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances a présenté le 17 décembre le troisième plan de soutien de l'immobilier (le Monde du 18 décembre).

AIDE A L'AGRICULTURE ■ Les ministres des Douze prennent une décision importante pour les paysans français (primes, réglementations des marchés, mécanismes de calcul des prix, etc.) le 17 décembre (le Monde du 18 décembre).

LUNDI 21 DÉCEMBRE ■ Bruxelles. Réunion du Conseil européen sur le plan de soutien à la télévision haute définition (TVHD).

MARDI 22 DÉCEMBRE ■ New-York. Conférence sur le thème de l'antisémitisme en Allemagne, organisée par le Congrès juif mondial et une soixantaine de groupes juifs américains.

MERCREDI 23 DÉCEMBRE ■ Genève. Session de la commission des négociations commerciales du GATT pour faire le bilan de l'ouverture des négociations dans le cadre de l'Uruguay Round.

JEUDI 24 DÉCEMBRE ■ Pékin. Visite officielle d'une semaine du président chinois Chai Hingzong.

VENDREDI 25 DÉCEMBRE ■ Minsk (Biélorussie). Réunion au sommet des Etats de la CEE.

DIMANCHE 27 DÉCEMBRE ■ Genève. Réunion de haut niveau sur le développement économique de l'Afrique, en présence du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali.

LOIS ET DÉCRETS
Conseil économique
et social de Corse

■ Un décret précise la composition et la fonction du nouveau Conseil économique, social et culturel de Corse. Ses compétences sont plus larges que dans les autres régions, par suite du nouveau statut de la Corse. Il comporte vingt-neuf membres représentant des entreprises, des organisations syndicales de salariés, une personnalité qualifiée : la section de la culture, de l'éducation et de la vie sociale est composée de vingt-deux membres représentant des organismes participant à la vie culturelle, à la protection et à l'animation du patrimoine de la Corse, des associations de parents d'élèves et une personnalité qualifiée.

Édité le 17 décembre 1992, Journal officiel du 7-8 décembre 1992, pp. 16 754 à 16 757.

LA COTE DES MOTS

« Arbre de Noël »... offshore

En cette semaine, nous ne pouvons oublier la mentionner l'expression « arbre de Noël », qui appartient au jargon des professionnels du pétrole. Après tout, le pétrole est un « arbre de Noël » du commerce international.

Par comparaison avec les résineux qui, traditionnellement, sont offerts à Noël, les pétroliers appellent « arbre de Noël » la structure complexe de tubes, de vannes et de soupapes installée en tête du puits, et destinée à contrôler le débit d'huile ou de gaz à haute pression. Ce dispositif permet l'accès des appareils de mesure et d'intervention à l'intérieur d'un puits.

Et nous demurerons dans le domaine du pétrole avec une autre acception : l'anglicisme « off shore », ou « offshore », très fréquemment utilisé pour désigner ou qualifier la prospection, le forage ou l'exploitation des gisements de pétrole situés en large mer, en deçà de la zone de la mer territoriale, et au-delà de la zone de la mer territoriale, en deçà de la zone de la mer territoriale, et au-delà de la zone de la mer territoriale.

Et nous demurerons dans le domaine du pétrole avec une autre acception : l'anglicisme « off shore », ou « offshore », très fréquemment utilisé pour désigner ou qualifier la prospection, le forage ou l'exploitation des gisements de pétrole situés en large mer, en deçà de la zone de la mer territoriale, et au-delà de la zone de la mer territoriale.

Cependant, au-delà de cette dernière particularité, comme pour tous les anglicismes qui ont des équivalents français, au bon aloi, nous recommandons de maintenir le terme... au large !

Jean-Pierre Colignon

Le Monde

FORUM ENSAE

Economie Statistique Finance

Conférence-débat à 19 h
lundi 11 janvier 1993

au grand amphithéâtre de la Sorbonne

LES ENJEUX ÉCONOMIQUES
DE L'ENVIRONNEMENT

Avec la participation de :

Dominique STRAUSS-KAHN, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur.
Michel BARNIER, député, président du conseil général de Savoie.
Jean-Bertrand DRUMMEN, directeur général de Sandoz-France.
Jacques MISTRAL, directeur scientifique d'AXA.
Joël De ROSNAY, directeur du développement à la Cité des sciences et de l'industrie.
Jean-Pierre CHAUSADE, responsable de la communication environnement à EDF.
Débat animé par Roger CANS, journaliste du Monde.

Avec le soutien de EDF.

■ le soutien des associations d'anciens élèves de l'ENSAE.

ENTRÉE LIBRE

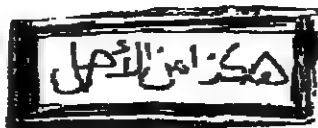
Invitations à retirer au Forum ENSAE
3, avenue Pierre-Larousse 92241 Malakoff
Tél. : 46-55-67-58

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE

catalogue sur demande

72, rue des Saints-Pères, PARIS - Tél. : 45-48-80-28



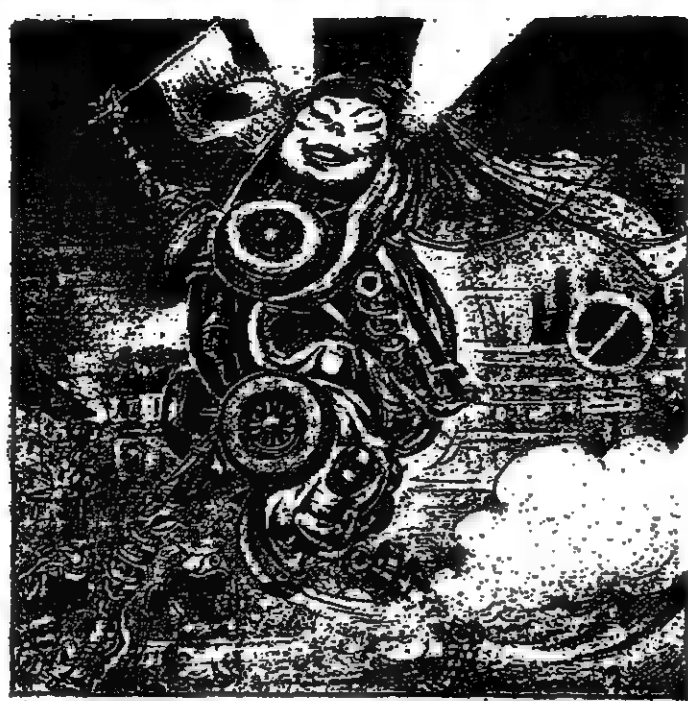
Attention, voici les belles coréennes !

Déjà largement distribuées dans les autres pays d'Europe et en Amérique du Nord les automobiles coréennes sont désormais vendues en France. Sans quotas, sans tam-tam, mais non sans ambitions

« Q » UI aurais l'idée d'acheter une voiture coréenne ? », interroge-t-on malice la publicité. « Les Italiens, parce que si le plaisir de conduire est à l'avant, un plaisir aussi à l'arrière. » « Les Belges, parce que les Hyundai ont des voitures avec des histoires... » Les Français aussi, espèrent un chœur de vendeurs sud-coréens Hyundai, Kia et Ssangyong, qui débarquent aujourd'hui sur le marché automobile hexagonal.

La France était restée le dernier pays européen complètement fermé aux importations de voitures sud-coréennes. Ce n'est qu'en février 1992, à la suite d'un accord de l'industrie de l'automobile, Dominique Strauss-Kahn, au pays du calme, qui l'interdiction a été levée. La perspective du marché TGV à la fin de l'année a été le facteur décisif, la commercialisation d'automobiles coréennes en France.

En France, le mouvement, avec les plus gros bataillons : Hyundai. Les véhicules produits par le premier constructeur sud-coréen ont déjà été vendus partout en Europe. Depuis le Mondial de l'automobile, début octobre, la Pony, la Lantia, la Sonata, un coupé, la Scoupe, sont aussi commercialisés en France, dans une gamme de prix allant de 55 000 à 115 000 francs, des modèles de trois ans ou 100 000 kilo-



mètres. Leur atout ? Daniel Vauvilliers, directeur du département Hyundai de Sonauto, qui distribue ces voitures en France, ne s'offre pas de prix compétitifs : un grand nombre d'équipements en série.

Ce que confirme le magazine *l'Action automobile* dans son numéro de novembre, après avoir comparé les Lantia, la Lantia, la Peugeot 405 et la Renault Toledo : « Forte de son prix attractif, la Lantia, qui s'apparente à une sous-japonaise, séduira à coup sûr une clientèle à la

recherche d'une famille tout économique. L'importateur, Sonauto, n'en est pas à son coup d'essai : il a déjà lancé Mitsubishi (qui détient 8 % de Hyundai), Porsche et Chrysler en France. Son réseau de concessionnaires Hyundai, qui compte pour l'instant 44 établissements, s'élèvera jusqu'à en compter une centaine en 1994. « Nous avons reçu 120 candidatures de concessionnaires en quatre mois. Du jamais vu, c'est la troisième fois que je lance. Visiblement, Hyundai est déjà connu et apprécié des profes-

sionnels de l'auto », réjouit Daniel Vauvilliers. Pourtant, les obligations liées aux concessionnaires sont contraignantes : ils devront être ouverts de 7 h à 20 heures, respecter des consignes strictes d'accueil et offrir des voitures de courtoisie pendant la durée de réparation des véhicules.

Le deuxième constructeur coréen, Kia, a rejoint Hyundai depuis la mi-décembre sur le marché français avec des petits « utilitaires » : les fourgons Besta, commercialisés par TCM Motors, une filiale de France Hyundai qui a déjà équipé de 33 chevaux vendus à 900 francs, avec 1 225 kg de charge utile et environ 5 mètres cubes de volume de chargement. « Notre cible, ce sont les petits indépendants, commerçants et artisans. Un marché de véhicules de travail assez stable », commente Jean Prêtre, directeur commercial de TCM Motors.

4 x 4 CIVILISÉS • Ssangyong complètera bientôt le trio sud-coréen. La commercialisation de quatre modèles motrices (les 4 x 4 Ssangyong, importés par Korauto (une filiale d'établissements Chapat, importateurs Jaguar en France), débutera en avril 1993. Pour un prix de 120 000 à 145 000 francs, Ssangyong proposera des 4 x 4 équipés de directions assistées et d'air conditionné : le Marvada et le Korando Family. « Ce dernier est un 4 x 4 civilisé, à vocation familiale : une espèce de Renault Espace un peu aventureux. A lui seul, il devrait représen-

ter des ventes de 10 000 unités », estime Axel Villaseca, président de Korauto. De quoi, espère-t-il, contrecarrer la domination du marché des 4 x 4 classés « de niche » (- 10 % en 1991). « D'autant que Ssangyong est une Mercedes, qui donne 5 % de son capital, ce qui donne une image de qualité. »

Du côté des pouvoirs publics, on minimise le danger. A part Hyundai, se situent sur des marchés « de niches ».

L'arrivée des coréennes, qui renforce la position des japonaises et y a vingt ans, risque de renforcer la pénétration des constructeurs étrangers sur le marché automobile français (leurs parts de marché atteignent pour l'instant 10 %). Aucun quota restreint, officiellement du moins, l'importation de coréennes en France ; cela contrairement aux voitures japonaises, qui ne pourront, en vertu de l'accord CEE-Japon de 1991, dépasser 16 % du marché européen en 1999. En Corée, la production augmente à la vitesse grand V : 600 000 véhicules produits en 1986, 1,3 million en 1989, 1,7 million en 1992. Et leur politique de petits prix, les Coréens réussissent leur percée

aux Etats-Unis, même si les ventes (171 000 véhicules en 1991) ne progressent plus. Les seules voitures Hyundai ont conquis 1 % du marché allemand en deux ans, et se vendent à 45 000 exemplaires à travers l'Europe. En trois mois, Sonauto en a vendu environ 100 en France.

Du côté des pouvoirs publics, on minimise néanmoins le danger. A part Hyundai, les perspectives du marché sont plutôt modestes, même les constructeurs se situent sur des « de niches ». Bref, de panique pour quelques milliers de véhicules par an, Hyundai prévoit de commercialiser 2 000 véhicules en 1992, 3 000 en 1993, 7 000 en 1994. Kia, 800 à 1 000 fourgons en 1993. Ssangyong, 600 à 800 voitures en 1993, 1 500 à 2 000 en 1994.

Une arrivée en la pointe des pieds afin d'éviter les réactions de rejet. Chez Sonauto, dont le campagne de publicité est très agressive, on estime que les prévisions de ventes volontaires sous-estimées ; France Motors, en envisage la vente de voitures de tourisme Kia (la berline Sephia, le 4 x 4 Sportage) : « En France, la niche qu'est le fourgon, nous espérons pouvoir développer une gamme complète d'ici trois à quatre ans », confie Jean Prêtre.

Les voitures du matin de la matinée pourraient quand même bien, d'ici quelques années, venir troubler le ciel des constructeurs français...

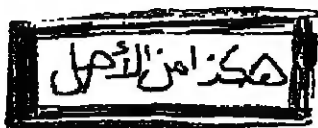
Pascal Krémer

21 décembre Bobigny - Saint-Denis

Tous en selle



Ça y est, il roule désormais sur toute la ligne. Mis à l'étude en 1982, en circulation sur Bobigny - La Courneuve depuis juin 1992, le tramway relie Bobigny à Saint-Denis depuis le lundi 21 décembre. Il dessert 21 stations sur 9 km au rythme d'une rame toutes les 4 minutes aux heures de pointe. Fruit d'une collaboration exemplaire entre la RATP, le Conseil général de Seine Saint-Denis, les villes de Bobigny, Drancy, La Courneuve et Saint-Denis, le tramway, véritable ligne de vie du département, apporte ses services à plus de 100 000 usagers.



PERSPECTIVES

LUXE

Les mousquetaires du foie gras

Sept entreprises du Sud-Ouest représentant 20 % du marché se sont associées pour améliorer l'image du foie gras, qui souffre de la crise et de la confusion régnant dans la distribution et sur la qualité des produits

Le foie gras est le péché mignon des Français : notre pays est le premier producteur du monde et, aussi, le premier consommateur. Bien que le marché de ce produit de fête soit neuf, atomisé et un peu confus, avec peu de statistiques officielles, on peut néanmoins faire les estimations suivantes : la France produit ou transforme 9 000 tonnes par an, dont 80 % de canard et 20 % d'oie.

La prédominance du canard est due à son rythme de production beaucoup plus rapide. Une cane, compte tenu des pertes (50 % sur les 230 œufs pondus annuellement), peut engendrer une cinquantaine de canetons sur douze mois (on ne garde que les mâles), contre une trentaine d'oisons pour une oie.

En outre, le canard est moins fragile et ne nécessite que deux gavage par jour au lieu de trois pour l'oie. Cette dernière est peu économique à l'achat, car sa chair ne peut être valorisée comme celle du canard, de plus en plus vendue en

magrets. Enfin, certains gourmets préfèrent le foie de canard, qu'ils trouvent plus typé, plus « goûteux » que le foie d'oie, dont la finesse contigue néanmoins à séduire, notamment en Alsace.

Une question brûlante : l'origine. La France fournit 6 700 tonnes (75 % du total) dont 6 000 tonnes produites dans le Sud-Ouest. L'étranger apporte 2 300 tonnes (25 % du total), dont 1 500 tonnes de Hongrie et d'Israël, essentiellement de l'oie, le reste provenant de Bulgarie et de Pologne.

GRANDES SURFACES • Le foie gras est consommé à 45 % en restauration (4 000 tonnes) et 55 % à domicile (5 000 tonnes), acheté pour moitié en grande surface et pour moitié dans le commerce traditionnel, dont 900 tonnes pour le commerce de détail, 800 tonnes en vente par correspondance et 800 tonnes en vente à la ferme. Le chiffre d'affaires hors taxes de l'ensemble des produits commercialisés se situerait aux alentours de 3 milliards de francs, dont 1,8 milliard de francs pour le seul foie gras. Les ventes, enfin, ont connu une progression à deux chiffres à partir de 1985, lorsque les grandes surfaces en ont fait un produit d'appel, donc de masse. Elles stagnent depuis 1990, sauf dans les grandes surfaces (+ 6 % en 1991), un recul, le premier dans la profession, s'amorçant en 1992, avec, comme dans beaucoup de secteurs, une baisse des prix.

C'est, précisément, le passage du foie gras de produit pour l'élite à un produit « de masse » qui a profondément transformé son marché, dont l'expansion a excité l'intérêt des groupes financiers. Ces derniers se sont mis à racheter des entreprises moyennes, grosses PME, comme Labeyrie et Rougier (Compagnie La Hénaïn), Feyel et Artzner (Paribas), Delpeyrot (Dreyfus), Bizac et Duc de Gascogne (Rémy-Cointreau), Grimaud (GMF). Les résultats ont été très

inégaux, avec parfois des pertes très sensibles : La Hénaïn, du groupe Suez, cherche à revendre, de même que la GMF. De plus, on constate à l'heure actuelle un changement de comportement des consommateurs, qui, d'abord, réduisent leurs achats, et surtout veulent vérifier avant d'acheter et en avoir pour leur argent.

Or l'offre de foie gras, aujourd'hui, est confuse et incompréhensible, la concurrence obligeant à casser les prix, aux dépens le plus souvent de la qualité. De plus, le consommateur est tout à fait perdu, entre le foie gras « frais », le « mi-cuit », et la conserve, dont la manière première, baptisée originaire du Périgord, est importée à 50 %. Ajoutons-y la multiplicité des étiquettes, certes régies par la loi, mais qui, souvent, déconcertent entre le foie gras entier d'oie ou de canard, le foie gras, le bloc de foie gras, le parfait (minimum de 75 % de foie), et la mousse ou parée (20 à 50 %). C'est pourquoi

il est intéressant de relever l'initiative de sept entreprises du Sud-Ouest : Piraben (Pyrénées-Atlantiques), Crouzet (Dordogne), Godard (Lot), Dupérier, Lafitte, Landes Foie gras et Muller, toutes quatre des Landes.

Traitant ensemble deux millions et demi de canards du Sud-Ouest sur dix millions, et représentant environ 20 % du marché, elles se sont regroupées pour créer le comité Renaissance, dont l'objectif est de défendre l'identité, l'authenticité et l'image culturelle du foie gras du Sud-Ouest. Ces sept entreprises s'engagent sur l'honneur à respecter des règles d'éthique et de qualité.

AVEUGLES • Parmi ces règles, la première est l'utilisation obligatoire de canards mâles de souche mulard et d'oies anser-anser, élevées en douze semaines minimum, avec une densité maximum et l'accès permanent à un parcours herbeux entretenu et si possible vallonné,

gavées uniquement au maïs et abattues conformément à la réglementation. Parmi les autres règles figurent une transformation contrôlée sur les plans de la physique, de la chimie, de l'histologie et de la bactériologie et la soumission des produits, deux fois par an, à l'aveugle, à un jury indépendant présidé par trois grands restaurateurs : Michel Guérard, à Eugénie-Bains, Alain Dutournier (Carré des Feuillants) et Alain Senderens (Lucas Carton), à Paris tous les deux. Toute infraction aux règles entraînera l'exclusion du groupe. Ajoutons-y la mise en chantier d'une ou plusieurs appellations d'origine, travail de longue haleine mais qu'il faut commencer dès maintenant. Un bel effort, dont l'avenir dira s'il persuade les consommateurs, s'il suscite des imitateurs, le tout, naturellement, pour la plus grande gloire de ce monarque : le foie gras.

François Renard

Choisir son foie

Comment se retrouver dans la géographie nouvelle du foie gras que la loi, par des classifications compliquées, rend encore plus impénétrable ?

Distinguez d'abord le foie cru jadis réservé aux professionnels : c'est celui qui coûte le moins cher, mais l'achat est délicat. On ne peut le conserver que sept jours au réfrigérateur, lorsqu'il est emballé sous vide.

Le foie gras frais, ensuite, a été préparé par le fabricant, c'est-à-dire déneigé, assaisonné et cuit de différentes façons : sous vide dans sa pochette (conservation : quinze jours au réfrigérateur), en terrine, ou torchon sous forme de cylindre.

Le foie gras mi-cuit, ou semi-conservé, est apparu il y a environ vingt-cinq ans. Plus cuit que le foie frais, moins que le foie de conserve, il peut se garder jusqu'à six mois au réfrigérateur et plait de plus en plus. Le foie gras en conserve, ancêtre de tous les foies gras, est cuit à cœur, à 102-108 degrés. Il se bonifie en vieillissant et peut se garder bien au-delà des quatre ans fixés par le législateur.

Représentant la quasi-totalité du marché au début du siècle, il est tombé à 20 % en raison du développement des autres présentations. Avantage : il voyage partout, même sous les tropiques.

F. R.

Vitrines de rêve

Suite de la page 23

Ici, mais aussi devant « la nuit étoilée de Noël en Europe centrale » du Bon Marché, ou devant « la Belle et la Bête » de la Samaritaine. Noël reste avant tout la fête des enfants ! Mais derrière ce spectacle il y a des scénaristes, des éclairagistes, des costumiers, des fabricants de décors... Bref des heures et des heures de travail.

Et un magicien : le marionnettiste à fil qui anime toutes les vitrines de la capitale (28) installées de la fin octobre aux premiers jours de janvier. Jean-Claude Debix (quarante-deux ans) est fils de marionnettiste : son père est le premier, au milieu des années 60, à avoir installé les grandes vitrines animées à fil, au Bon Marché. Pendant quelques années, elles disparaîtront de la capitale. Et c'est le Printemps qui reprendra le flambeau en 1974 à l'occasion du film de Walt Disney, *Robin des bois*. Très rapidement, les autres grands magasins suivront.

TRAC • Aujourd'hui, les vitrines de Noël, plus un spectacle de 250 marionnettes à la Mer de sable, occupent 90 % du temps de Jean-Claude Debix. Quand le montage est particulièrement difficile, il commence à mettre en place son animation à 6 h 30 et ne ressort de sa vitrine que le soir à 20 heures, voire plus tard. « Un personnage qui se déplace demande 45 minutes d'installation », explique-t-il.

Lorsque le magasin a choisi de composer sa vitrine avec des peluches ou des poupées du commerce, Jean-Claude Debix les adapte en marionnettes et c'est lui qui fournit les 600 moteurs qui animeront ses personnages sans interruption pendant deux mois ! Après le démontage des vitrines, ces moteurs devront être révisés un à un car les pannes sont inter-

ditées pendant Noël ! Une personne travaille d'ailleurs avec lui toute l'année. Au moment du coup de feu final, ils sont quatre : sa femme et deux électriciens !

Mais tout au long de l'année la collaboration est étroite avec les équipes des magasins qui mobilisent plusieurs personnes. En général, le thème de l'année suivante est fixé par la direction dès le mois de décembre précédent. Très vite, en janvier ou février, les personnages (peluches ou poupées) sont choisis pendant les grands salons du jouet (Paris ou Nuremberg).

Parfois - c'est le cas cette année aux Galeries Lafayette - les sujets sont fabriqués spécialement. La démarche des Galeries est d'ailleurs un peu différente de celles des autres enseignes : depuis trois ans, tout (sauf les personnages et l'animation), c'est-à-dire la menuiserie, l'éclairage, les peintures... est fabriqué par une entreprise britannique et arrive par bateau en France. Le Bon Marché, qui doit la conception à une jeune femme de vingt-six ans, architecte d'intérieur formée à l'école Boulle, fait réaliser ses décors par un décorateur de Pantin qui les achemine par camion. Au Printemps, ils sont montés et testés dans les ateliers voisins du magasin et n'ont pratiquement qu'à traverser la rue.

Reste que la fêlée, elle aussi, a un coût qui tourne autour de 100 000 francs par vitrine, soit de 500 000 à 1 million de francs par magasin. Souvent, celui-ci l'assume seul. Parfois, les marques des jouets « vedettes » partagent la facture. Et, rigueur oblige, plusieurs enseignes ont supprimé une vitrine par-ci ou par-là cette année. Mais il n'est pas sûr que, béats de bonheur, les enfants l'aient remarqué !

Françoise Vayssé



France Gan a progressé de 103 % ces 5 dernières années.*

Le Gan lance un PEA basé sur la Sicav France Gan. La concurrence broie du noir...

Tous les PEA ne naissent pas égaux. Celui du GAN repose sur la meilleure Sicav en actions françaises. Il vous permet, au terme de votre contrat, de choisir entre le versement immédiat de votre capital aug-

menté des plus-values et une rente à vie exonérée d'impôts. Dès la fin de la cinquième année, vous pouvez bénéficier de l'exonération fiscale. Nos concurrents ont vraiment des raisons de se faire du souci.



L'ÉNERGIE DE TOUTES LES PROJETS

* Période retenue 01/01/1987 au 31/07/1992 - Coupons réinvestis - Classement Europerformance

Pour recevoir une documentation complète sur le PEA FRANCE GAN

Nom et prénom : _____ N° de téléphone : _____

Adresse : _____ Ville : _____

Code postal : _____

Je suis déjà client du GAN : ☐ OUI ☐ NON

Coupon-réponse à retourner au :

GAN - Service PEA - 3, rue Pillet-Will - 75448 Paris Cedex 09



Pour en savoir plus tapez 24 h/24 : 3615 GAN

CHRONIQUE • par Paul Fabra

L'économie plonge

ENTRE la déprimante expérience vécue par les chefs d'entreprise, fabricants et commerçants confondus, aux prises avec la récession, et les statistiques rassurantes sur lesquelles s'appuie le diagnostic un peu inquiet, certes, mais toujours optimiste du gouvernement, jamais la discordance n'aura été aussi grande. C'est comme si on était en présence de deux mondes différents. A en croire les prévisions officielles, corroborées par le « Rapport sur les perspectives économiques » de l'OCDE, publié la semaine dernière, la France aura encore connu une croissance voisine de 2 % cette année. Cette estimation est difficile à comprendre. Elle traduit, *prima*, l'influence que les grandes nations exercent sur les institutions nationales ou internationales chargées d'accomplir objectivement leurs travaux et, *secundo*, l'adaptation des méthodes de calcul macro-économiques à une situation comme celle que nous connaissons aujourd'hui. Rien d'étonnant à cela. Elles ont été inventées par des économistes qui croyaient avoir trouvé la recette pour supprimer les brutaux retournements de conjoncture.

L'INSEE concède bien une probable croissance négative (de 0,1 %) pour le quatrième trimestre mais se refuse à parler dès maintenant de récession. Les experts se retranchent derrière la définition (d'origine américaine) du terme : au moins deux trimestres consécutifs de croissance négative. En vertu de cette vision des choses, ils nient, en mars 1975, que la France était entrée depuis plusieurs mois déjà dans ce qui devait se révéler comme la première grande récession de l'après-guerre (connue abusivement sous le nom de « premier choc pétrolier »). Or c'est dans la nature de ces changements que de se manifester soudainement, avec une grande violence immédiate éprouvée sur le terrain. Alors qu'à l'époque l'économie avait basculé très précieusement fin septembre-début octobre 1974, aujourd'hui, il semble bien qu'une brusque coupure, aussi vive que l'œil sectionné au rasoir dans le film de Bunuel, se soit produite au début de l'été.

A partir de ce moment-là, on est passé du marasme de l'activité à une chute qui n'épargne même plus le secteur de l'alimentation. Il n'y a plus que les ministères, à commencer par le premier d'entre eux, pour parler de désinflation. Ce terme, servant à désigner un phénomène complexe et incomplètement identifié, a été forgé pour les besoins de la cause. Il évoque la sortie heureuse d'une longue maladie, les pas de plus en plus assurés que fait le convalescent vers sa guérison.

C'est toute une autre évolution qui se développe actuellement sur les marchés les plus divers, de biens de consommation et de biens d'équipement, de gros et de détail. Elle se traduit par des baisses de prix de plus en plus fréquentes, brutales dans certains secteurs. Saison-nous entrés en déflation? La réponse est vraisemblablement oui (nos chroniques du 16 juin, du 15 septembre, des 6 et 27 octobre).

On signale des réductions de 30 % à 40 % sur les tracteurs, sur certaines machines-outils, mais agriculteurs et PME réagissent à l'endettement dévastateur. Parallèlement les grandes entreprises révisent à la baisse leurs programmes d'investissement. A cela s'ajoute que c'est pratiquement toute l'industrie des biens d'équipement qui se trouve, peu ou prou, engagée dans ce périlleux processus : pour attirer une clientèle qui se dérobe, les vendeurs sont amenés à consentir des rabais de plus en plus importants.

Ils sont d'autant plus enclins à le faire qu'eux-mêmes sont pressés par leurs créanciers, généralement des banques. Ce terrible enchevêtrement, auquel n'échappent ni les services ni les marchés de biens de consommation (dura-bles surtout mais pas uniquement) porte un nom dans l'histoire de l'analyse économique. En 1933, le théoricien américain Irving Fisher l'a décrit sous le nom de *debt deflation* : pour faire face à leurs obligations, les producteurs cherchant à tout prix à liquider leurs stocks mais les acheteurs potentiels attendant de nouvelles baisses. Le pessimisme avec lequel a été accueilli l'indice des prix de novembre - inflation 0 par rapport au mois précédent - montre qu'une prise de conscience a eu lieu.

La France n'est certainement pas la seule à avoir mis le doigt dans l'engrenage. D'autres pays s'y sont laissés prendre. C'est notamment le cas des pays scandinaves et du Japon. A plusieurs égards la crise que traversent ces pays ressemble à celle où est en train de s'enliser le nôtre, s'il n'y prend garde. Tous ont un trait commun qu'ils partagent avec les deux grandes

nations anglo-saxonnes (où la récession a commencé plus tôt et donne quelques signes de relâchement) : la « déréglementation » financière a été poussée très loin (en France, tant par la gauche que par le gouvernement de l'alternance). Dans son dernier rapport consacré à la Suède, l'OCDE écrit : « L'origine du gonflement de la demande intérieure remonte à la libéralisation des marchés [de capitaux], qui a grandement atténué les contraintes de liquidités qui pesaient auparavant sur les consommateurs et les entreprises. » Ce jugement n'est pas seulement valable pour le royaume nordique.

On dira que les abus du crédit ont été moins graves en France que dans les pays cités. A considérer les dégâts infligés aux bilans des banques et des compagnies d'assurances parisiennes par la déconfiture des promoteurs et marchands de biens immobiliers, on commence à en être moins sûr. Mais surtout, la relative immunité dont jouissait l'économie française dans les périodes de basse conjoncture internationale (le prix en était payé autrement) ne joue plus. Il arrive qu'elle profite encore aux responsables, mais le corps social en est la victime. Les particularités nationales qui la rendaient possible sont devenues un facteur plutôt aggravant.

Aujourd'hui, banques et compagnies d'assurances demandent l'aide de l'Etat pour leurs créances immobilières irrécouvrables dont le pourcentage, entre 10 % et 15 % au moins du total des crédits au secteur, atteint un niveau « japonais ». C'est elles qui, après avoir nourri la spéculation, paralysent le crédit en réservant leurs fonds à la recherche de placements sûrs.

On ne peut pas dire de vastes opérations, où le public ne voit que du feu, qui consistent à financer l'endettement de tel et tel grand groupe ? Ces derniers ont acquis au prix fort, à coups de crédit dispensés à l'américaine, des actifs industriels ou commerciaux. On pensait que les plus-values en capital compenseraient, bien au-delà, l'insuffisance du rendement de ces actifs par rapport aux charges financières assumées pour les acheter. Tout s'enchaîne : pour alimenter des trésoreries ensanguinées, les sociétés ainsi tombées dans le giron de groupes dirigés par des noms prestigieux sont les premières à brader les produits et services qu'elles offrent sur le marché.

Dieu sait si l'on a glissé en France sur l'irresponsabilité bien réelle des caisses d'épargne américaines (*savings and loans*). La cause principale de leurs placements aventureux (et parfois malheureux) est connue : l'Etat fédéral prenant en charge le remboursement des déposants en cas de besoin, les prétendus gestionnaires de l'épargne du public ont pris tous les risques pour l'emploi des actifs. En France, le phénomène est plus diffus. Il tient à la structure même de l'économie qualifiée de « mixte ». L'adjectif en dit long pour peu qu'on veuille bien faire abstraction de son caractère incantatoire pour les oreilles nationales. On ne sait pas très bien si tels et tels établissements financiers nationalisés se sont jetés à l'eau pour imiter le privé (avec pour modèle le dynamisme américain ou japonais) ou bien si c'est le privé qui, se sentant soutenu par des prêteurs relevant du domaine de l'Etat, a mené la danse.

Il est encore trop tôt pour dresser un bilan général équilibré. Une chose est certaine pour l'instant : le marché parisien (autrement dit français) est encombré de « papiers » portant des signatures plus ou moins solides tandis que banques et compagnies d'assurances, notamment publiques, supportent tout le poids de placements, peut-être excellents à long terme, mais difficiles à gérer dans l'intervalle. Cela est une cause permanente de tensions sur les taux d'intérêt. Paris, quoique à un moindre degré, souffre du syndrome suédois. La Bundesbank qui a su préserver l'Allemagne des excès de la déréglementation a bon dos. Sa politique de taux fournit l'alibi dont on a besoin pour masquer les responsabilités nationales.

A partir du moment où un nombre grandissant d'entreprises sont amenées à vendre à des prix procurant un *cash flow* insuffisant, tout se passe comme si l'économie de marché cessait d'avoir la maîtrise de ses propres affaires. De cela il résulte des conséquences qui la débordent largement. Les faillites qui se multiplient, la diminution, sinon la disparition des profits, la contraction des chiffres d'affaires, tout cela a pour effet de diminuer les recettes fiscales au moment où l'Etat en a le plus besoin. Lui aussi perd toute marge de manœuvre.

LIVRES

Dynamique de la conjoncture

Enfin accessibles en français, les textes majeurs de Kondratieff permettent de comprendre son analyse des alternances de montée et de descente de l'activité

LES GRANDS CYCLES DE LA CONJONCTURE de Nikolai Dmitrievitch Kondratieff. Economica, 538 pages, 350 F.

A l'occasion du centenaire de la naissance de Nikolai Dmitrievitch Kondratieff, le Centre régional de la productivité et des études économiques de l'université Montpellier-I vient de publier, sous la direction de Louis Fontvieille, la première édition en langue française d'un recueil des principales œuvres de cet économiste russe, célèbre pour sa théorie des cycles longs et cependant bien mal connu. Une lacune est ainsi comblée, et chacun peut se forger directement une opinion sur la validité des thèses de l'auteur à partir des matériaux de base, et non plus seulement sur la foi de rumeurs et de textes tronqués.

D'emblée le lecteur est invité à exercer sa critique ; car les traductions ont eu l'intelligence de juxtaposer aux travaux de Kondratieff les commentaires de ses détracteurs, au premier rang desquels figure le minutieux contre-rapport de D. I. Oparine. Cinq textes sont portés à notre attention. Les deux premiers, méthodologiques, traitent des *Concepts de statistique, de dynamique et de conjoncture* et des *Problèmes de prévision*. Les deux suivants, *Les Grands Cycles de la conjoncture* et *La Dynamique des produits industriels et agricoles*, sont ceux où Kondratieff analyse les données économiques historiques allant de la fin du treizième siècle à 1920, puis en extrait les tendances séculaires pour faire ressortir des vagues ascendantes et descendantes présentant une grande similitude. Il détermine ainsi plusieurs cycles, de quarante-huit à cinquante-cinq ans, dont les sommets se situent vers 1810-1817, 1870-1875 et 1914-1920.

PHASE FINALE • Si l'on retient que ces textes datent de 1926 et 1928 et relèvent de recherches entreprises dès le début des années 20, l'un des grands mérites de Kondratieff est d'avoir pressenti que ces années-là s'inscrivaient dans une phase descendante longue. Contrairement à bien d'autres observateurs, la crise de 1920-1921 n'était pour lui ni un

simple ajustement passager imposé par la fin de la guerre, la prospérité étant au coin de la rue, ni la manifestation de la phase finale du capitalisme. A cet égard le cinquième texte, *Questions controversées d'économie mondiale et de crise*, qui date de 1922, illustre pleinement combien la démarche scientifique doit s'abstraire de tout parti pris idéologique si elle vise à être efficace, et combien peu y parviennent.

De fait, la démarche de Kondratieff l'amène très tôt à être en butte à l'accusation d'apologie du capitalisme. Sa définition de la conjoncture - « étude des phénomènes réversibles dans le domaine économique » - impliquait de réserver à d'autres travaux les aspects de développement irréversible des sociétés. Bien qu'il prenne soin de justifier longuement cette approche analytique dans ses articles méthodologiques, il n'en est pas moins soupçonné d'allonger l'espérance de vie du capitalisme en laissant entrevoir la possibilité de pulsations récurrentes. Ainsi, lorsque D.I. Oparine s'emploie avec vigueur à remettre systématiquement en question les tendances séculaires qu'estime Kondratieff, l'enjeu va bien au-delà d'un simple débat sur la meilleure courbe d'ajustement.

Le débat sur la séparabilité de la tendance et des fluctuations économiques s'est poursuivi pendant soixante-dix ans. Force est de reconnaître qu'il ne s'est jamais totalement dégagé de présupposés idéologiques sur le caractère spontané ou non du retour à l'équilibre des systèmes économiques et sur le degré d'autonomie des éléments perturbateurs majeurs que sont les changements techniques, les guerres, les révolutions, les avancées sociales et les nouvelles sources de financement. Pour Kondratieff, « ce serait une erreur de croire que les événements concrets peuvent tout nous expliquer et qu'ils ne font pas eux-mêmes partie d'une chaîne de causalité particulière de la dynamique économique ».

Il s'inscrit alors en opposition à Trotski, pour qui, comme le fait remarquer Louis Fontvieille dans son excellente préface, colonisation, exploitation et guerres sont les principaux éléments (exogènes) à l'origine des mouvements longs du capitalisme. Kondratieff

observe, pour sa part, qu'à la période de vague ascendante de chaque grand cycle correspond le plus grand nombre de mouvements sociaux ; il avance pour hypothèse que c'est « l'accélération du rythme de la vie économique qui provoque une exacerbation des luttes sociales, des luttes pour les marchés et des conflits de politique extérieure ».

A quoi tiendrait donc la sortie de crise, question d'une grande actualité ? Le développement d'un grand cycle coïnciderait avec « le moment où l'accumulation du capital atteint une pression telle qu'elle rend possible un investissement rentable dans le but de créer des forces productives et de procéder à un rééquipement technique radical ». C'est donc la concentration du capital en un petit nombre de mains qui permet de lancer les grands projets d'infrastructures mettant en application les découvertes techniques accumulées au cours des vingt à vingt-cinq années de la phase descendante.

ALÉATOIRE • Cette vision du monde où chaque phase détermine la suivante heurte plus généralement tous ceux qui insistent sur le caractère aléatoire des perturbations. A ceux-là, Kondratieff objecte qu'ils s'interdisent par définition toute démarche scientifique, où la recherche de régularités est prioritaire. Certes, reconnaît-il, la régularité exacte n'existe pas en science sociale et, si les lois permettent de comprendre le monde, elles ne se réalisent toujours qu'avec une certaine approximation. D'où l'importance de l'empirisme dans leur détermination.

La répétition d'un nombre significatif de grands cycles est donc indispensable pour se convaincre du bien-fondé des thèses de Kondratieff. Les critiques ont eu beau jeu de démontrer que sa période d'analyse, d'environ deux cycles et demi, restait insuffisante. Ceux qui cherchent à s'appuyer sur les régularités pour prévoir et agir se convaincront que nous vivons la fin d'une nouvelle phase descendante. Le besoin de renouvellement et de modernisation des infrastructures est aujourd'hui fortement souligné. Reste à réunir les fonds pour les financer.

Philippe Sigogne

NOTES DE LECTURE

1894, « essentiellement moral, civique et privé », où l'on prometait, « à deux heures du matin », la « polka des pipelets » et la « valse des propriétaires ».

J. D.

LE DÉVELOPPEMENT DU GAZ NATUREL ENJEU POUR L'EUROPE Ouvrage collectif sous la direction de Jean-Marie Chevalier. PUG, Cahiers de l'ISMEA, série « Economie de l'énergie », 336 pages, 240 F.

Un pays peut satisfaire ses besoins en énergie finale sans faire appel au gaz. Proche de « l'or noir » par ses coûts de production, mais semblable à l'électricité par la rigidité de sa distribution, c'est également une énergie très spécifique. Basé dans un premier temps sur les ressources locales, son développement, dans le cas des pays européens, repose désormais sur des importations en provenance de pays géographiquement de plus en plus éloignés des lieux de consommation. L'approvisionnement de l'Europe en gaz - une énergie qui bénéficie du label vert - « ne se pose donc pas en termes de ressources mais de délais de mise en œuvre et de viabilité économique des projets », écrit Lagha Chegrouche, l'un des seize auteurs dont les remarquables contributions forment ce cinquième numéro de la série « Economie de l'énergie » publiée par les Cahiers de l'ISMEA.

J. P.-T.

LA DERNIÈRE BATAILLE DE L'AUTOMOBILE EUROPÉENNE de Thierry Gandillot. Fayard, 368 pages, 130 F.

L'échéance tombe dans moins de trois semaines. Le 1^{er} janvier 1993 très exactement. Les barrières protégeant l'automobile européenne de sa concurrente nipponne commenceront à disparaître. Pour s'estomper totalement sept ans plus tard. Ce calendrier est devenu l'obsession des constructeurs de la CEE. Marché de dupes comme n'a eu de cesse de le répéter Jacques Calvet, PDG de PSA-Citroën, ou arrangement « le moins pire possible », comme l'affirmait Raymond Lévy, le patron de Renault, l'accord CEE-Japon sur l'automobile a d'abord été une formidable bagarre politique et économique dont Thierry Gandillot, journaliste au *Nouvel Observateur*, fait la chronique.

L'enquête, incontestablement fouillée, lève le voile sur une négociation commerciale plutôt opaque. Des six constructeurs généralistes actuellement en présence, combien résisteront à la montée en puissance programmée de l'automobile nipponne ? Avec raison, le livre se garde bien de répondre. Qui aurait prévu, il y a deux ans de cela, le rétablissement financier et commercial d'un Renault, les vulnérabilités nouvelles de Volkswagen ? Mais la bataille est cruciale pour l'industrie automobile européenne. Ce sera, affirme Thierry Gandillot, la dernière.

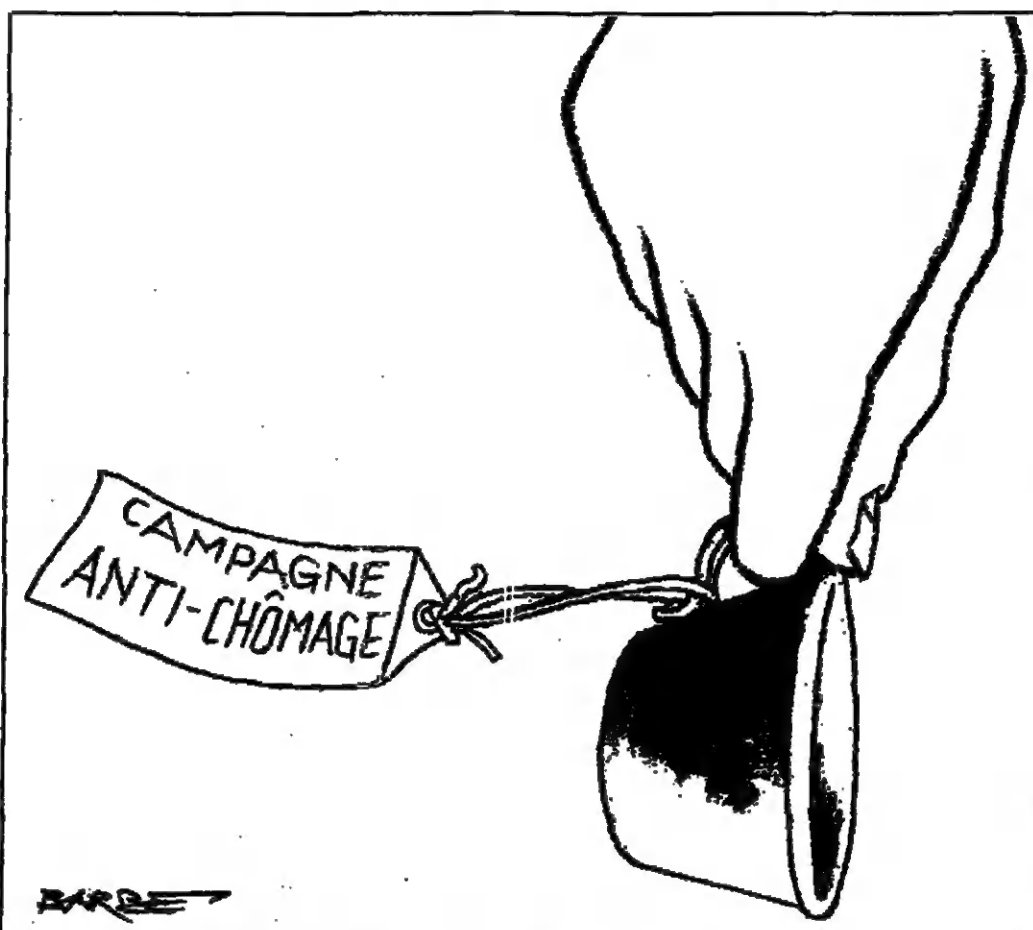
C. M.



NICOLAS GUILBERT

Politique économique

Ni dévaluation ni inflation



jadis, que plus d'inflation alderait à résorber le chômage en relançant les affaires, et que donc l'effet inflationniste d'une dévaluation serait bénéfique. Autre grave erreur ! Elle me rappelle un propos prononcé en 1970 ou 1971 au président de la République d'alors : « Je préfère l'inflation au chômage. » Après quoi la France a durablement souffert de l'un et de l'autre mal.

Il est vrai qu'une baisse sensible et prolongée du niveau général des prix est redoutable, parce qu'elle écrase les débiteurs au profit des créanciers, fragilise les entreprises et alourdit le poids réel de la dette publique. En raison de la résistance à la baisse des salaires nominaux, elle élève, en outre, les salaires réels au-delà de ce que les entreprises sont en mesure de supporter, les obligeant à débaucher. On a bien vu les méfaits d'une telle baisse de 1930 à 1935. Mais ce danger n'est pas actuel en France. Son économie n'est pas affectée par une déflation. La baisse des prix de certains immeubles est un phénomène particulier, dû à des excès antérieurs. Les cours des actions à la Bourse de Paris sont au même niveau qu'il y a un an. Le produit intérieur continue à augmenter un peu. La masse monétaire M3 augmente de 5 % l'an. Le niveau général des prix, qui s'élève encore de plus de 2 % l'an, n'est pas près de baisser.

Cette hausse des prix à la consommation de 2 % à 3 % l'an est bien suffisante pour mettre de l'huile dans les rouages de l'économie. Si elle excédait de nouveau 3 %, elle deviendrait néfaste à plusieurs titres. Une inflation un peu forte est difficilement maîtrisable et risque à tout moment de s'emballer. Elle décourage l'épargne en incitant à consommer sans attendre. Non seulement elle fait monter les taux d'intérêt nominaux, mais aussi, contrairement à ce qu'il en était autrefois, elle risque de les élever très au-dessus du taux d'inflation, parce que les prêteurs, mieux avertis que jadis des risques de perte de pouvoir d'achat couverts par leurs créances, sont devenus plus exigeants. Autrement dit, on doit craindre que les taux d'intérêt réels eux-mêmes ne soient majorés. Le mal serait alors encore plus grand pour les entreprises, les budgets publics et les ménages désireux

d'emprunter afin de se loger que celui résultant de la hausse, certains, des taux d'intérêt nominaux.

Toute inflation déforme en outre le partage en valeur du patrimoine national, à l'avantage de propriétaires d'immeubles, de certains actionnaires de sociétés ou de détenteurs de fonds de commerce, aux dépens de tous les habitants dont les avoirs consistent principalement en dépôts dans les caisses d'épargne ou les banques, ou en titres à revenu fixe. Elle fausse aussi la répartition du revenu national au profit de quiconque est assez habile pour réaliser au moyen de fonds d'emprunt des plus-values en Bourse ou sur des stocks commerciaux ou des immeubles. Elle lèse les salariés dont les rémunérations suivent toujours avec quelque retard la hausse du coût de la vie, ce qui multiplie les conflits sociaux. Or, si les salaires et éventuellement les revenus des créances venaient à être alignés sans aucun retard et complètement sur cette hausse, l'inflation deviendrait exponentielle, car seule la compression des revenus réels des salariés et des créanciers peut modérer l'excès de demande sur l'offre de marchandises et de services.

Il y a plus : quand l'inflation est tant soit peu forte, elle détériore sournoisement l'appareil productif. Les prix des produits et services achetés et vendus par les entreprises sont entraînés à la hausse de façon différente et imprévisible, notamment en raison des contrôles spécifiques que ces hausses suscitent. Les chefs d'entreprise, face aux incertitudes que cette dispersion des prix crée, ne peuvent plus se décider en faisant des calculs prévisionnels sérieux, d'autant moins qu'ils pressentent que l'inflation s'accompagnera tôt ou tard, mais à une date et avec une ampleur imprévisibles, d'une baisse de la valeur de la monnaie sur le marché des changes, donc d'une hausse des prix de leurs fournitures importées. Les profits vont alors de moins en moins aux entreprises créatrices de richesses, de plus en plus à des joueurs chanceux. Non seulement la production nationale souffrira de ces incertitudes paralysantes, mais les citoyens, qui en sont les victimes, ont de bonnes raisons de s'indigner, voire de se révolter. On objectera sans

doute que s'opposer ainsi à une dévaluation et à une inflation plus forte, c'est vouloir que tout continue comme avant, cependant que le chômage s'entretient. A quoi je réponds que les prétendus remèdes ici désapprouvés ne feraient, après peut-être une courte période d'euphorie, qu'aggraver le mal. La lutte contre le chômage ne relève pas actuellement de manipulations monétaires. Elle requiert une politique économique qui favorise l'investissement et qui allège le coût des travaux les moins qualifiés. Pour ce faire, si l'on se refuse à modérer les hausses à venir du SMIC ou à le réduire quelque peu pour certaines catégories d'emplois, je suggère et soumets aux critiques deux mesures, parmi d'autres possibles.

D'une part, permettre aux entreprises, si elles le souhaitent, d'amortir la totalité de leurs investissements au cours de l'année même où ils sont réalisés. L'avantage à elles procuré serait d'autant plus sensible que les taux d'intérêt sont élevés. Il ne grèverait les finances publiques que sous forme d'un décalage dans le temps du rendement de l'impôt sur les bénéfices des sociétés. Il hâterait la reprise des investissements, source de croissance et d'emplois.

Modifier les règles du GATT

D'autre part, opérer un abatement mensuel uniforme de 500 francs par salarié du secteur marchand sur les cotisations patronales de Sécurité sociale. Les ressources de la Sécurité sociale seraient, à effectifs constants de salariés donnant actuellement lieu à cotisation patronale, réduites par là annuellement de 80 milliards environ. On compenserait intégralement cette perte par une hausse des cotisations patronales, qui devrait être de 4 points. Le coût d'emploi d'un salarié à temps plein payé au SMIC se trouverait ainsi réduit de 270 francs par mois, et celui d'un salarié à mi-temps payé de même au SMIC de 385 francs. Un avantage subsisterait, mais de moins en moins important, jusqu'à un salaire mensuel brut de 12500 F. Au-delà, le montant de la cotisation patronale se trouverait progressivement augmenté. Pour un salaire de 20000 F, le coût d'emploi serait majoré de 300 F par mois, et pour un salaire de 50 000 F de 1 500 F.

On a tout lieu d'espérer qu'une telle mesure accourcirait l'embauche de travailleurs peu ou pas qualifiés, nombreux parmi les chômeurs, et favoriserait le partage du travail en privilégiant le temps partiel. Grâce à quoi le coût global à compenser serait, tous comptes faits, moindre qu'indiqué ci-dessus, parce qu'atténué par l'augmentation du nombre de cotisants et la réduction de celui des chômeurs qui ne cotisent pas et perçoivent des allocations de chômage. On ne peut sérieusement chiffrer le nombre d'emplois qui seraient créés ou préservés. A supposer qu'ils soient 100 000 payés au SMIC, les recettes annuelles de la Sécurité sociale, de l'assurance-chômage et des organismes complémentaires de retraite seraient accrues de 3,5 milliards par an. Dans l'hypothèse où la moitié seulement des nouveaux salariés auraient été des chômeurs indemnisés, les indemnités de chômage versées seraient réduites d'environ 2 milliards par an. A quoi s'ajouteraient pour l'Etat des recettes fiscales provenant notamment de la TVA et de l'impôt sur le revenu.

J'ajoute que si, grâce à une modification à négocier dans le cadre du GATT, on obtenait de la Communauté européenne que certaines productions réalisées en Europe soient mieux protégées par des droits de douane, non pas prohibitifs, mais suffisants pour atténuer sensiblement la concurrence des pays à bas salaires d'Asie et d'ailleurs, cela encouragerait les entreprises à produire et à investir dans la Communauté, ce qui y augmenterait l'emploi. Mais pour parvenir à cela, que d'efforts à convaincre en France et plus encore au-dehors !

(*) Ancien ministre de l'Industrie (1959-1962) puis des affaires sociales (1968-1968) du général de Gaulle.

La lutte contre le chômage ne relève pas de manipulations monétaires comme la dévaluation du franc ou une relance de l'inflation, estime l'ancien ministre du général de Gaulle, qui propose d'autres solutions : amortissement plus rapide des investissements, abatement forfaitaire sur les charges patronales de sécurité sociale et hausse des droits de douane.

PAR JEAN-MARCEL JEANNENEY (*)

DANS la presse et à la télévision réapparaissent depuis quelque temps des thèses de politique économique qui sont dangereuses. A lire ou entendre leurs propagandistes, il faudrait, pour provoquer en France une croissance forte capable de réduire le chômage — objectif combien louable, — dévaluer le franc et insuffler dans l'économie plus d'inflation. Ceux qui prônent une dévaluation ne le font plus, comme naguère, pour remédier, sol-disant, au déficit de notre commerce extérieur, puis-qu'il est devenu excédentaire, précisément grâce à une politique inverse de stabilité du taux de change accompagnée d'une désinflation compétitive. Aujourd'hui, c'est pour faire baisser les taux d'intérêt qu'on réclame une dévaluation du mark, qui ne serait autre qu'une dévaluation du franc par rapport non seulement au mark, mais, inévitablement, vis-à-vis de toutes les autres monnaies.

Nul doute qu'une forte baisse des taux d'intérêt pratiqués pour les prêts à dix ou quinze ans serait très souhaitable. Elle faciliterait la réalisation d'investissements par les entreprises, elle relancerait la construction d'habitations, elle permettrait d'alléger progressivement les charges actuelles des dettes publiques et privées. Mais c'est une erreur manifeste que de croire qu'une dévaluation du franc permettrait une baisse de ces taux d'intérêt-là. Bien au contraire.

Certes, si on affranchissait la Banque de France de la responsabilité de maintenir le franc au sein du SME à proximité de son cours pivot avec le mark, elle pourrait baisser les taux d'intérêt à très court terme aux banques commerciales. Celui de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire suivrait, quitte à provoquer une dépréciation forte du cours du franc. Mais bientôt les taux d'intérêt longs s'élevaient, car toute baisse « volontariste » des taux pratiqués par la Banque de France provoque un exode de capitaux vers des pays où ils sont mieux rémunérés. D'autant plus que, l'accrochage du franc au mark ayant été dénué de rendu élastique, la perspective de nouvelles dépréciations du franc inciterait les trésoriers des grandes entreprises et des fonds de placement à vendre non seulement leurs liquidités en francs, mais aussi leurs titres libellés en francs.

Dispersion des prix

Ainsi la seule attente d'éventuelles dévaluations nouvelles, impliquées par les thèses que je combats, suffirait à augmenter de plusieurs points la prime de risque qui actuellement majeure encore d'environ un point nos taux d'intérêt à moyen et long terme par rapport aux taux allemands, à cause précisément du souvenir des dépréciations passées de notre monnaie. Réduire puis supprimer cette prime, dommageable à l'économie française, ne sera possible que par la manifestation d'une volonté farouche et obstinée de ne pas retomber dans les ornières du passé. C'est pourquoi j'estime que les tenants actuels d'une dévaluation portent, par leurs propos, la lourde responsabilité de retarder le moment où, toute prime de risque ayant enfin disparu, les taux d'intérêt à moyen et long terme, qui seuls importent vraiment pour notre économie, pourraient enfin sensiblement baisser. Et si d'aventure on venait à suivre leurs dangereuses recommandations, on ruinerait d'un coup l'acquis de six années au cours desquelles, en maintenant inchangé le cours du franc en mark, on a obtenu que l'écart entre les taux d'intérêt français et allemands se réduise de quatre points à un seul. Et voici que l'on entend aussi dire, comme

Adapter la fiscalité pour survivre

La mondialisation de l'économie place la France face à un dilemme : soit elle aligne son niveau de vie et sa protection sociale sur les standards mondiaux, soit elle modifie sa fiscalité en allégeant les charges des entreprises pour taxer plus fortement les produits importés.

par JEAN ARTHUIS (*)

LE monde a changé. En examinant le projet de budget pour 1993, nous nous livrons à un exercice dont la technicité, la complexité, le formalisme, nous laissent peu de chances d'être compris de nos compatriotes. L'arsenal fiscal où nous prenons nos outils les plus classiques pour faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'Etat a été conçu et éprouvé dans un contexte bien différent de celui qui est aujourd'hui le nôtre. Au plein emploi, aux frontières étanches, a succédé l'internationalisation de l'économie. Le marché des capitaux est lui-même devenu mondial. L'Etat-nation fait-il encore le poids face à l'international de l'épargne ?

Dès lors un fossé ne cesse de se creuser entre deux logiques : celle de l'entreprise et celle de l'Etat.

La logique de l'entreprise vise à optimiser les marges bénéficiaires : il importe de réduire les coûts de production et de vendre, à un prix rémunérateur sur un marché solvable. Dans un contexte implacablement concurrentiel, les opérateurs cherchent à produire là où les conditions sont les plus

avantageuses — au Maghreb, dans le Sud-Est asiatique, en Europe centrale, pays dont les lois sociales, les régimes de solidarité et les niveaux de rémunération n'ont rien de commun avec les nôtres — pour commercialiser sur les places où existe encore un réel pouvoir d'achat. Cette logique-là ignore les frontières. Les épargnants eux-mêmes exploitent les potentialités des marchés financiers et monétaires à l'échelle du monde.

En revanche, la logique d'Etat opère à l'intérieur d'un espace délimité. Elle a pour objet de maintenir une solidarité authentique entre tous ceux qui vivent sur le même territoire. Malheureusement, les gages de cette solidarité — la santé, la sécurité, les retraites, la politique familiale, le bien-être dans la cité — sont prélevés sur la production et pèsent à l'excès sur les prix de revient. Si la fiscalité sur les produits d'épargne s'est allégée, l'inertie reste vive à l'égard de la production que les pouvoirs publics croient peut-être enracinée sur le territoire national.

Logiques incompatibles

Ces deux logiques sont devenues incompatibles. Tout se passe comme si nous étions condamnés à subir un système de prélèvements obligatoires destiné à une communauté autarcique. Les entreprises cherchent leur salut sous la forme de délocalisations accélérées. Les résultats économiques additionnent les marges sur importation et les plus-values patrimoniales.

Seule la politique de maîtrise de l'inflation y trouve son compte. Les « temples » de la distribution se concentrent régulièrement, avec la complicité ou l'indifférence des pouvoirs publics, et accroissent un peu plus la pression sur les producteurs. En dehors de quelques brillantes exceptions, ceux-ci sont un jour placés dans l'obligation de « délocaliser » leurs usines, leurs ateliers, leurs bureaux d'études ou de les fermer. La France se désindustrialise et le chômage se propage inexorablement.

Pour sauver l'emploi, pour réindustrialiser la France, essayons de réconcilier la logique d'Etat et la logique d'entreprise, par l'adaptation de notre fiscalité.

Au-delà des biens et des marchandises, les services eux-mêmes prennent congé de la France. Peut-on plus longtemps ignorer le poids des opérations traitées à distance ? Chaque soir, nombre de banques transmettent des données par satellite, aux ateliers informatiques philippins.

Si nous voulons prévenir une déchirure du corps social et corrélativement une rupture dans l'aménagement du territoire, nous avons le droit d'alléger courageusement les charges fiscales et sociales qui pèsent sur les activités marchandes réalisées sur notre propre territoire. Il ne s'agit pas de question de convertir de telles réductions de cotisations en salaire direct. La démarche la plus prometteuse prendra appui sur l'intéressement et la participation.

Le maintien des prestations exige une budgétisation des allègements ainsi consentis. Le niveau du déficit et le poids de la charge de dette publique laisse des marges de manœuvre insignifiantes. C'est donc par l'impôt que devra être financée, pour l'essentiel, la poursuite des actions de solidarité. Au risque d'apparaître réservé par rapport au libre-échangeisme, l'alternative me semble claire : ou bien notre niveau de vie et notre protection sociale s'aligneront sur des standards mondiaux, ou bien nous serons dans l'obligation de percevoir des droits sur les flux d'importations depuis les pays dont les coûts de production — salaires et charges sociales — sont sans rapport avec les nôtres. A l'évidence, cette seconde voie — la seule supportable — appelle une cohérence internationale, en tout état de cause à l'échelon de l'Europe.

Cela étant, je doute que les prélèvements aux frontières — sur les biens comme sur les services — puissent suffire. Dans notre monde en mouvement, les consommateurs sont sans doute les acteurs les plus sensibles.

Dès lors, les impôts de consommation ont un avenir certain. En tout état de cause, les Etats-nations doivent se rassembler pour réguler les mouvements planétaires des capitaux, des biens et des services. Avant d'instituer un ordre mondial, mettons nos actes en harmonie avec nos propos, en France comme en Europe.

(*) Rapporteur général du budget au Sénat.

CONJONCTURE

« Les entreprises cassent les prix, les détaillants font de même. »
 Résultat : en novembre, le niveau moyen des prix à la consommation est resté inchangé en France. Les mécanismes déflationnistes souvent évoqués ces derniers temps sont-ils les seuls à l'origine de ce résultat ? Deux facteurs essentiels concourent depuis de nombreux mois à une déflation en France et aux bons indices obtenus en la matière par rapport aux autres pays occidentaux : la bonne tenue du franc et la maîtrise des coûts salariaux des entreprises.

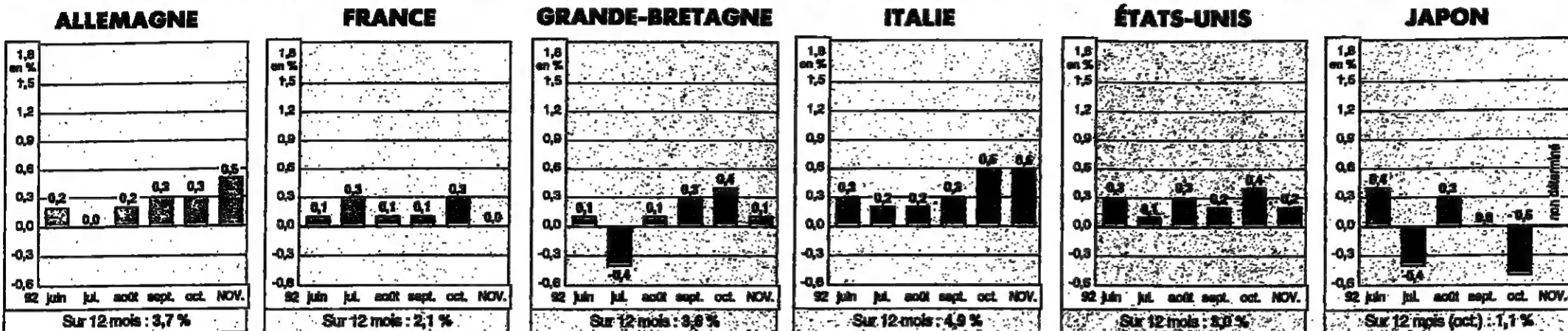
Fin septembre, le taux de change du franc par rapport à un panier de devises représentatif de la structure géographique des échanges extérieurs (taux de change effectif) s'était apprécié de 5,5 % sur un an (7 %

INDICATEUR • Les prix

Un assainissement payant

fin octobre), ce qui signifie qu'en moyenne le coût de nos importations aurait pu diminuer d'autant. De fait, ce dernier a baissé de 4,8 % au cours de cette même période. A titre de comparaison, à la même date, le taux de change effectif de la livre s'était déprécié de 2,8 % en un an (9 % fin octobre) et celui de la livre sterling de 3,1 % (13 % fin octobre), ce

qui signifiait pour ces deux pays, à l'inverse, un risque de renchérissement de leurs importations. Par ailleurs, le coût salarial unitaire des entreprises françaises n'a augmenté que de 1,6 % durant les dix-huit derniers mois connus, grâce à une modération des salaires et à des gains de productivité. Il s'agit, là encore, d'un résultat particulièrement favorable, qu'on peut comparer, par exemple, à la hausse de 5,5 % enregistrée en Allemagne à l'automne et à celles de 3 % et 4 % de l'Italie et de la Grande-Bretagne. Ces facteurs, qui ont permis de réduire l'inflation française à un niveau inférieur à celui de la plupart de ses partenaires depuis près de dix-huit mois, jouent encore pleinement leur rôle, et les ignorer serait alimenter abusivement le pessimisme ambiant.



Evolution mensuelle des prix à la consommation tous produits, sauf Grande-Bretagne (remboursements hypothécaires exclus). Données nationales non corrigées des variations saisonnières, sauf États-Unis.

RÉGION • L'ex-URSS

Aide, mythes et réalités

A la disparition de l'URSS, il y a un an, les pays occidentaux se mobilisent pour venir en aide aux États qui en étaient issus. Conscients des risques potentiels pour la sécurité mondiale d'une débâcle économique et sociale dans l'ex-URSS, ils décident de donner une réalité aux promesses faites par les dirigeants soviétiques. Mais, en avril, le Fonds monétaire international estimait à 44 milliards de dollars pour 1992 l'assistance internationale nécessaire aux quinze ex-Républiques soviétiques, dont 24 milliards pour la Russie.

Loi d'être négligeable, l'aide effectivement accordée se situe cependant bien en retrait des intentions proclamées ; contrairement aussi aux déclarations initiales, elle a été concentrée presque totalement sur la Russie. Les divergences entre Europe et États-Unis sur le leadership de l'aide et le déséquilibre des engagements financiers (les trois quarts provenant de la CEE et de ses États membres, notamment l'Allemagne, contre 8 % environ pour les États-Unis) expliquent en partie que les contributions n'aient pas été à la hauteur des promesses.

En outre, le FMI, grand ordonnateur de l'aide, a posé comme préalable la mise en œuvre d'une politique de stabilisation monétaire en Russie, à ses yeux la clé du redressement des autres États de l'ex-URSS. Ceux-ci ont donc été jusqu'à présent relativement délaissés par la communauté internationale qui s'est contentée grosso modo de quelques effets d'annonce en attendant le feu vert du FMI, donné actuellement seulement pour les pays baltes. Un tournant semble cependant avoir été pris lors de la troisième conférence internationale sur l'aide à l'ex-URSS en octobre 1992, où il a été décidé d'accorder une plus grande attention aux besoins spécifiques des États autres que la Russie.

Pour avoir joué d'une priorité absolue, celle-ci n'aurait pourtant obtenu en cette fin d'année qu'environ le tiers et la moitié (selon les sources) des 24 milliards de dollars promis : un chiffre d'autant plus imprécis que des sommes peuvent être inscrites au bilan de l'aide sans avoir été effectivement transférées. Elle disposerait donc de tout ou partie des 11 milliards de crédits bilatéraux débloqués par les pays du G7 lors du sommet de Munich (juillet), à la suite de l'accord passé avec le FMI sur la limitation de son déficit budgétaire à 5 % du PNB au second semestre et le relèvement des prix de l'énergie.

S'y ajoutent une première tranche de 1 milliard de dollars, correspondant à 25 % de ses droits de tirage spéciaux sur le FMI, qu'elle a été autorisée à prélever en août et à un prêt de la Banque mondiale (600 millions de

Marie-Agnès Croenier
 CEDECE, La
 Documentation française



PAYS • Le Kazakhstan

Jeu « communautaire »

EFFET de la continuité politique ? Prudence à l'égard de la transition ? Le Kazakhstan, qui possède des ressources aussi abondantes que variées, semble en 1992 avoir mieux résisté que la plupart des autres États de l'ex-URSS, à la débâcle générale. Ainsi, la baisse de 14,8 %, en glissement, de la production industrielle au cours des neuf premiers mois de l'année est encore modérée. Et les exportations, constituées pour moitié de minerais, pour un tiers de métaux, mais pour 2 % seulement de fabrications mécaniques, sont d'ores déjà supérieures à celles de 1991. La récolte de céréales, elle, avec un chiffre record de 32,5 millions de tonnes, permettra au Kazakhstan d'être un peu plus large dans ses livraisons aux pays de la CEI. La situation n'est toutefois pas idyllique : les prix de détail ont été multipliés par 6,6 depuis le début de l'année et les revenus réels de la population réduits d'un tiers.

L'équipe du président Nursultan Nazarbaev a donné vingt ans au pays pour sortir de son statut de fournisseur de matières premières, réaliser la conversion de son industrie militaire, quitter la finance d'abord par la vente d'armes, et trouver dans l'économie mondiale une place à la taille de son potentiel et de ses ambitions. En attendant, l'État tiendra les rênes de l'économie, la législation sur la privatisation lui attribuant une majorité de contrôle

dans les moyennes et grandes entreprises. Son intervention sera par ailleurs déterminante dans le développement des secteurs jugés prioritaires, ainsi que pour la création de petites industries dans les zones rurales, selon le modèle chinois. Pour l'heure, le Kazakhstan joue à fond la carte de la CEI et de la zone rouble, multipliant les projets de nature à la consolider.

Son objectif est double. D'une part, amadouer la Russie, son fournisseur presque exclusif de produits manufacturés et son premier client, sans oublier qu'il abrite une importante colonie russe (37,8 % de la population contre seulement 39,7 % de Kazakhs) détenant la plupart des postes de responsabilité dans l'industrie. D'autre part, il entend affirmer sa position au sein de la CEI en s'adossant, chaque fois que l'occasion lui en est donnée, à l'Asie centrale pour démontrer à la Russie que lui aussi peut exercer un leadership, fût-il régional. Mais c'est sur l'Ouest qu'il compte pour accélérer le décollage de son économie, en faisant miroiter ses immenses richesses. Quelques investissements, parmi les plus gros réalisés en ex-URSS, lui donnent d'ailleurs bon espoir : ses réserves d'hydrocarbures, souvent comparées à celles des Émirats, lui ont permis de signer d'énormes contrats avec Elf-Aquitaine, British Gas et Chevron.

M.-A. C.

SECTEUR • La presse

La crise avant la reprise ?

DIFFICILE fin d'année 1992 pour la presse écrite. A quelques exceptions près, quotidiens et magazines s'enfoncent dans une crise structurelle amorcée il y a maintenant deux ans, et qui touche à la fois fabrication, distribution, conception rédactionnelle et attentes du lecteur.

Cette crise va provoquer de nouveaux bouleversements. Déjà *Lyon-Libération* a dû cesser sa parution, faute d'avoir trouvé à la fois un lectorat fidèle et de nouveaux soutiens financiers (*le Monde* du 11 décembre). L'Agence centrale de presse (ACP) est sur le point d'être vendue par appartements, son principal actionnaire, le groupe Tel-Press de René Tondron, ayant été placé sous administration judiciaire. La cession de l'hebdomadaire *le Nouvel Économiste* par son actionnaire principal, Hachette, est acquise. On parle enfin de vente d'une partie ou de la totalité du groupe de presse magazine Éditions mondiales (*Télé-Poche*, *Grands reportages*, etc.) au groupe allemand Springer - déjà son partenaire dans le capital du journal *L'Auto Plus*.

L'année 1992 est loin d'avoir tenu ses promesses : les spécialistes s'attendaient à une reprise des investissements publicitaires. Or la publicité commerciale reste freinée, tandis que les petites annonces poursuivent leur plongée (jusqu'à -35 % dans les quotidiens). Selon la Secodip, au cours des dix premiers mois de 1992, 41,017 milliards de francs de publicité ont été investis dans les médias (hors affichage et cinéma), soit une augmentation de 7,2 % par rapport à la même période de 1991, mais la hausse n'atteint que 4,7 % pour la presse - contre 10,1 % pour la télévision et la radio - et un nouveau fléchissement apparaît en fin d'année, la croissance des investissements dans la presse ne dépassant pas 3,9 % en octobre.

En volume, la tendance est plus inquiétante, puisque l'augmentation est seulement de 2,6 % en moyenne, la presse voyant régresser de quelque 3,1 % sa pagination publicitaire, tandis que le volume de spots s'accroît de 7,5 % à la télévision et

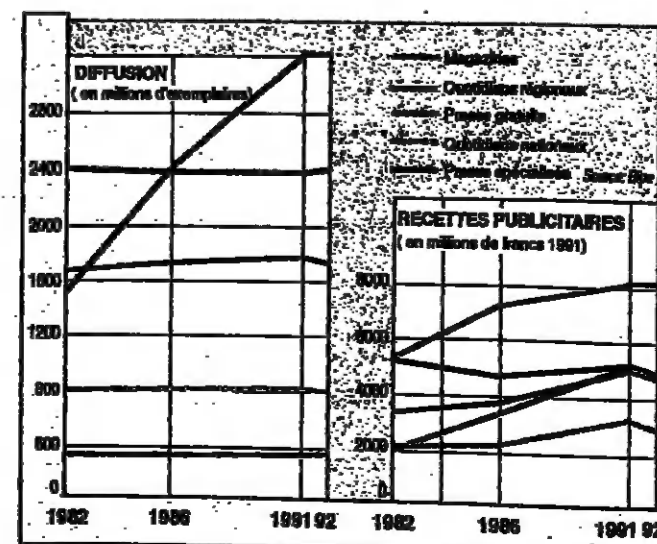
de 5,9 % à la radio. Mais les estimations d'information et publicité (IP, filiale de Havas et régisseur de RTL), fondées sur les données de l'Institut de recherches et d'études publicitaires, sont encore plus pessimistes : en 1992, les investissements publicitaires dans l'ensemble des médias ont chuté de 2,4 % ; une chute due à la presse, et notamment aux titres nationaux et régionaux, dont les recettes tombent de 15 % et 8 % respectivement.

La diffusion n'apportera pas de progression non plus : plusieurs éditeurs s'attendent à des ventes et à des abonnements en stagnation, voire en légère régression (de l'ordre de 2 % à 5 %). La crise n'affecte pourtant pas tous les journaux. Au sein de la presse « nationale », *le Parisien*, *l'Équipe* ou les *Echos* manifestent une bonne santé ; le « mariage » de *la Tribune* et de *la Cote d'Azur* est en passe de réussir, sur le plan de la diffusion (plus de 70 000 exemplaires, selon son éditeur) comme sur celui des objectifs publicitaires. *Le Monde* termine en léger excédent cette année difficile.

La presse magazine, avec la réussite de titres comme *l'Interview* (Publications Filipacchi) ou *Talents* (Bayard-Press), témoigne aussi d'une certaine vitalité. Dans les régions, les journaux multiplient les efforts en direction de leur lectorat, comme *l'Est républicain*, qui vient de lancer plusieurs suppléments, dont un (« l'Est Plus années fac ») destiné aux étudiants.

Ces indices rassurants ne signifient pourtant pas que l'année à venir permettra de « sortir du tunnel », notamment en matière de publicité. Ainsi, selon IP, « les conditions paraissent réunies pour que l'année publicitaire 1993 soit la continuation des tendances observées en 1992 ». Toutefois, outre-Atlantique, de grands éditeurs comme Gannett, Time Warner ou Dow Jones s'attendent à une amélioration du marché publicitaire américain et à une reprise dans les médias. Ce vent d'ouest soufflera-t-il jusqu'au Vieux Continent ?

Yves-Marie Labé



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde et l'agence de presse Idé.